ÉTUDES

SUR

LE PASSÉ ET SUR L'AVENIR

DES

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS.



ÉTUDES

SUR

LE PASSÉ ET SUR L'AVENIR

DES

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS,

PAR LE CITOYEN

GUSTAVE BARSALOU,

AVOCAT.



AGEN,

IMPRIMERIE DE PROSPER NOUBEL.



1848.



ÉTUDES

SUR

LE PASSÉ ET SUR L'AVENIR

DES

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS.



Ouvrons l'histoire : on y trouve les religions aux prises avec les sectes, la vie des rois et les intrigues des cours, les barons féodaux roitelets dans leurs seigneuries, les récits bruyants des batailles et des guerres civiles ou religieuses, les hauts faits des barons, et l'avènement enfin de la bourgeoisie. On dirait que les sociétés humaines n'étaient composées que de rois, de prêtres, de nobles, de soldats ou de bourgeois; éléments divers qui, associés ou désunis, vainqueurs ou vaincus, ont engagé entr'eux une lutte de chaque heure et de chaque jour; et cependant si, par la pensée, l'on arrache à la tombe, si l'on rend à la vie et au mouvement les hommes et les peuples qui ont passé sur la surface du monde, on devra comprendre alors que la masse immense des travailleurs agricoles et in-

dustriels, plongée partout dans le dédain et dans l'oubli, aurait dû avoir plus d'une page dans l'histoire.

Cette page, sans date et sans noms, qui contient tout le passé de la myriade des pauvres et des ouvriers, n'est qu'un long cri de douleur et de désespoir arraché aux poitrines des prolétaires, et qui a retenti dans tous les pays et dans tous les temps.

Cette page renferme une incessante protestation faite au nom de la justice et de la charité par des hommes indispensables à la vie, à la richesse et au bonheur des nations, et qui ne reçurent, en échange du travail qui crée tous ces biens, que mépris et pauvreté.

Cette page que nous avons entrepris de dérouler, renferme enfin une accusation terrible et sanglante contre toutes les aristocraties insolentes ou oppressives, qui voulurent vivre largement du travail d'autrui en empêchant l'ouvrier de tous les siècles de vivre de son propre travail.

L'histoire des nations ne serait-elle donc qu'une étrange anomalie? Ne renfermerait-elle qu'une violation flagrante de tous les principes de justice et d'équité?

Respectons les décrets de la Providence et courbons la tête sous la volonté de Dieu.

Il existe une cause première qui a donné des lois et une fin à tous les êtres, à tous les peuples, à tous les mondes. Connaître la loi qui préside aux destins des nations et la dérouler à travers les siècles, voilà le but de l'intelligence et du travail de la race humaine.

La création tout entière est marquée du sceau de cette loi. On la trouve écrite sur le front de chaque homme par le doigt de Dieu, l'enfant qui vient au

monde la porte en germe dans son organisation sensible et il grandit exprès pour l'accomplir. Cette loi se caractérise par un seul mot : *Progrès*, et ce mot signifie : science, richesse, bonheur, liberté, égalité, fraternité, civilisation.

Organisé pour progresser, l'homme a été jeté sur la terre pauvre et souffrant, et il aspire avec toutes les forces de son être à un bonheur de plus en plus parfait ; un instant de repos rend toute la vigueur au corps rassasié, saturé de voluptés ; les joies du cœur sont intarissables et les désirs sont infinis comme le progrès, comme la cause première, comme Dieu.

Les peuples et l'humanité ont donc une mission à remplir en vertu d'une loi immuable et fatale.... C'est de progresser... Les mondes gravitent, poussés par l'attraction ; la vie circule, l'eau coule, le temps passe, l'humanité progresse.

Voyez les hommes s'agiter en tous sens et sur toute la surface du monde pour arriver au but qui leur est assigné. Ce sont des acteurs travaillant sous l'œil de Dieu qui est leur spectateur et leur juge.

Nous ne devons plus être étonnés, maintenant que nous connaissons la loi de l'esprit humain, que l'humanité ait été livrée dès son berceau aux préjugés, à l'injustice, à la souffrance, et que dans ses premières années, environnée des langes de l'enfance, elle n'ait su que bégayer des erreurs.

Nous savons que la destinée des hommes ou le progrès, leur ordonne de travailler sans cesse pour arriver à la connaissance de plus en plus parfaite des lois de l'univers, et des voies qui doivent conduire les peuples vers la civilisation, l'égalité et le bonheur.

Les hommes et les sociétés ne sortent pas parfaits des mains du Créateur ; et la loi du progrès et du bien-être ne se développe pas d'elle-même. Dieu ne s'est pas chargé de travailler pour la race humaine. La civilisation a été renfermée à l'origine du monde dans les énergies vitales de l'humanité.

Quel est donc le rôle du travail dans les sociétés humaines ?

Il développe l'intelligence qui depuis le commencement des siècles n'a jamais cessé d'élargir l'horizon des connaissances, et de chasser devant elle les préjugés qui obscurcissent les lumières de la raison.

L'intelligence conduit du connu à l'inconnu, et arrache un à un tous leurs secrets à la nature et à Dieu.

Elle invente et perfectionne tout ce qu'elle touche : la philosophie, la religion, les sciences, les arts, la morale et la politique.

Elle accumule ensemble les vérités, les inventions et les principes, et crée aux nations un capital moral qui fait leur gloire, leur force et leur grandeur.

Sous le rapport physique, le travail développe toutes les forces productives de l'humanité, et ces forces combinées avec les énergies de la nature enfantent les produits agricoles et industriels, et constituent les richesses des nations.

Avec le travail les peuples s'instruisent, s'enrichissent et progressent ; ôtez le travail, ils tombent dans l'ignorance, la barbarie, la misère.... et la mort.

Il est facile de comprendre, avec la loi qui a présidé aux destins de l'humanité, le rôle malheureux que les travailleurs ont joué dans les sociétés humaines.

L'histoire du travail peut être divisée en quatre épo-

ques bien distinctes, correspondant à quatre grandes révolutions ou phases, qui ont changé ou modifié la condition des ouvriers industriels en France et chez presque tous les peuples de l'Europe.

1° Esclavage dans l'antiquité.

2° Sous la féodalité, le servage.

3° Liberté de travail.

4° Organisation nouvelle de l'industrie.

Nous allons jeter un regard *rapide* sur l'histoire des travailleurs dans les sociétés antiques.

§ Ier.

DU TRAVAIL DANS L'ANTIQUITÉ.

Les premiers peuples ont tous été jetés dans le même moule ; le temps et la civilisation les ont fait marcher plus ou moins vite dans la carrière du progrès.

En Chine, l'empereur, maître absolu, est adoré comme un Dieu ; le peuple y est encore divisé en deux classes : la première comprend quatre catégories, les lettrés, les laboureurs, les artisans et les marchands. La deuxième, les esclaves, misérables ouvriers sur qui se lèvent le fouet et le bambou quand ils veulent respirer pendant le travail. Leur dégradation est bien grande ; mais ce serait douter de Dieu que de croire qu'elle sera éternelle.

Dans l'Inde, les infortunés parias n'ont jamais été conviés au banquet de la vie ; sans pain et sans liberté, ils forment les neuf dixièmes de la nation. Les hommes libres sont partagés en castes héréditaires, le fils doit forcément exercer l'état de l'auteur de ses jours ; un

tel peuple renferme en son sein des principes d'immobilité et de mort.

En Egypte, terre d'esclavage, où la poésie n'a jamais fleuri, les travailleurs chargés de chaînes ont toujours été exploités par les castes sacerdotales et guerrières et par la royauté. Un fatalisme de plomb a pesé constamment, sous le rapport politique, sur le peuple abruti, les travailleurs n'ont jamais compris que les maîtres n'étaient grands que parce qu'on les regardait à genoux. Les Egyptiens ont exécuté des travaux gigantesques qui semblent encore défier le temps. Esclaves, ils n'ont cessé jusqu'à nos jours de dévorer le pain de la misère. Nos guerres et notre amitié viennent d'ouvrir à l'Egypte une ère nouvelle de progrès, de liberté et de bonheur. Cette nation, qui a voulu vivre des idées françaises, est devenue aujourd'hui un foyer de civilisation.

Dans la Grèce et dans l'Italie, le travail était méprisé et le commerce en horreur. Les esclaves seuls, qui formaient les trois quarts de la population, cultivaient les terres, travaillaient aux arts et métiers, et restaient même chargés des professions libérales. Ils furent les bêtes du labour et de l'agriculture, et les machines de l'industrie. On avait droit de les battre, et pendant le travail le fouet du maître retombait à chaque instant sur leurs épaules ensanglantées. Il fut même permis de leur arracher la vie.

Les esclaves d'une race intérieure à celle des citoyens étaient considérés, non comme des hommes, mais comme des choses qui devaient forcément tomber dans la propriété des hommes libres.

Les esclaves, ramenés des ateliers ou du travail des

champs, étaient attachés par le cou avec des chaînes de fer, enfermés dans un souterrain où on leur donnait du pain, de l'eau et du sel; ils dormaient *pêle-mêle* couchés sur des brins de paille.

Si quelquefois l'esclave était arraché aux rudes travaux de l'agriculture et de l'industrie, par ses maîtres, c'était pour le faire battre dans les amphithéâtres contre des tigres et des lions. Quand son sang rougissait la terre, quand sa chair tombait en lambeaux, alors le peuple-roi battait des mains.

La vie des bagnes n'est-elle pas un véritable paradis à côté de l'existence des esclaves dans les sociétés antiques. Pour terminer le tableau de tant de misères, ajoutons aux privations et aux tortures qui déchiraient l'âme et le corps de ces malheureux, la douleur de vivre et de mourir, sans avoir pu goûter les douces et saintes joies de la famille, sans avoir jamais rien possédé sur la terre, et sans jamais avoir eu le courage de remercier Dieu par un sourire.

Les Spartiates ont surpassé en sauvagerie tous les peuples de l'antiquité; ils donnaient chaque année la chasse dans les bois aux malheureux esclaves, de peur qu'ils ne devinssent trop dangereux par leur nombre.

On ne saurait trop appeler l'attention sur de pareils faits; puisse l'horreur qu'ils inspirent entretenir chez tous les hommes l'amour de la liberté et invétérer dans les cœurs la haine de toutes les aristocraties.

Travailleurs libres des temps modernes, c'est vous qui auriez été les esclaves d'autrefois.

Approchez donc, Républiques de la Grèce et de l'Italie, vous qui avez brillé d'un si vif éclat parmi les nations antiques, venez répondre à l'accusation que

dressent contre vous des hommes libres, égaux en droits et frères entre eux! Approchez aussi, philosophes de l'antiquité, moralistes austères, écrivains sublimes mis au rang des Dieux par vos écrits! Aucun de vous n'a eu assez de cœur pour protester contre l'esclavage: vous avez opprimé, égorgé sans pitié des hommes vos pareils, vos frères, et vous insultiez constamment à l'être suprême en prétendant que les esclaves, qui étaient aussi enfants de Dieu, venaient d'une race inférieure destinée au service des hommes libres.

Le travail et la production des richesses confiés seulement aux mains des esclaves ont engagé les nations antiques dans les voies les plus fausses et les plus perverses.

Les Grecs et les Romains proscrivaient le travail et le commerce comme choses infâmes et indignes des hommes libres; la guerre, disait-on, et la noble profession des armes les avaient faits maîtres de l'univers, tandis que les occupations industrielles avaient rendu les autres peuples leurs esclaves. Cicéron lui-même insultait aux travailleurs et aux commerçants. C'est avec de pareilles doctrines que les Grecs et les Romains sont parvenus à soumettre les peuples à leurs armes, et surtout à exploiter et à dévaliser l'univers. Ces grandes nations, ces fiers républicains, ont passé leur vie à ne rien faire, vivant dans une lâche oisiveté, c'est-à-dire noblement, aux dépens des citoyens pauvres, des esclaves, et surtout des vaincus.

Les peuples de l'antiquité qui ont marché à l'avant-garde du progrès, ceux surtout qui ont grandi au-dessus de tous les autres par leur puissance et par leur gloire, ont donc méconnu les véritables principes de

la morale et de la démocratie, du travail et de la richesse, qui font la force et la prospérité des nations modernes.

Il existait encore, au-dessus des esclaves et parmi les hommes libres, des citoyens bien pauvres et bien malheureux. Un simple regard, jeté sur les cités colossales qui ont dicté des lois au monde, pourrait donner une idée de la vie et de la condition misérable de ce qu'on appelait, par exemple, le peuple dans Rome.

Quel contraste affligeant ! Quelle triste inégalité ! D'un côté, se trouvaient des monuments gigantesques, des temples, des théâtres, des statues d'or et d'airain, des colonnes de marbre et de porphyre, des maisons admirables, sculptées avec talent et décorées avec somptuosité, palais enchantés où des républicains aristocrates s'engraissaient des dépouilles du monde.

De l'autre, étaient les demeures des citoyens pauvres, étroites, infectes, enfumées et couvertes de chaume, véritables cabanes visitées souvent par la faim ; elles ressemblaient assez aux tristes habitations que l'on aperçoit dans les campagnes stériles et désolées.

Les patriciens avaient pour eux le territoire romain, le sol des conquêtes, l'or des tributs et tous les emplois civils et militaires ; et pour que la richesse se perpétuât dans leur caste, il leur était défendu de prendre des plébéiens pour héritiers : malgré la gloire et les conquêtes, les citoyens pauvres n'eurent jamais en partage que le travail, la misère et l'humiliation. Aussi, la République était-elle déchirée par les luttes sanglantes et journalières de ceux qui voulaient s'arra-

cher, plutôt par la violence que par le travail, à la misère qui les dévorait.

Luttes terribles qui ont couvert de sang les pages de l'histoire de tous les peuples et qui affligent encore les nations modernes ; nous osons espérer qu'elles ne seront pas éternelles.

Et d'ailleurs comment, à Rome, les Plébeiens auraient ils pu lutter autrement contre la pauvreté ? Ouvriers libres, il leur était entièrement impossible de soutenir la concurrence contre les travailleurs esclaves qui ne recevaient aucun salaire de leurs maîtres ; et ils étaient alors contraints, pour ne pas mourir, ou de vendre leur corps ou d'agiter sans cesse la nation par des guerres civiles.

Tel nous a paru avoir été le sort des travailleurs dans cette première période de leur histoire. Déversons à notre tour le mépris sur les républiques aristocratiques et insolentes, et sur tous les peuples qui ont profané la dignité humaine et méconnu le rôle utile et honorable du travail dans les sociétés. L'industrie fait la puissance des nations modernes, le commerce embrasse le monde, et l'intelligence imprime le mouvement et la vie aux machines qui exécutent le travail des hommes; tout fait espérer que dans un temps plus ou moins éloigné, les peuples assisteront les bras croisés aux travaux de la matière asservie.

Mais pour les républicains qui aiment les pauvres et qui veulent établir la liberté, l'égalité et la fraternité sur la terre, pour nous enfin, la production et la richesse des peuples ne doivent exister qu'à la condition expresse qu'une répartition de plus en plus égale et équi-

table vienne apporter l'aisance et le bonheur au sein des classes laborieuses.

§ II.

LES TRAVAILLEURS SOUS LA FÉODALITÉ.

Rome n'était plus: ses fiers républicains, ivres de toutes les voluptés, s'étaient couchés aux pieds d'un maître, l'empereur tenait en main tous les pouvoirs publics, le matérialisme grossier et le scepticisme impuissant, qui dessèchent et tuent la vérité dans le cœur, se disputaient le monde des esprits.

On niait des Dieux, la vertu n'était qu'un nom, la mort rien, et après la mort tout était fini pour l'homme. Avec de pareils principes, les mœurs, autrefois austères et pures, s'étaient corrompues et gangrenées; les sentiments patriotiques qui font vivre les nations mouraient dans tous les cœurs; la législation était matérielle, la justice vendue, et la liberté nulle part.

Les lois de la corruption agissent sur les corps politiques comme sur tous les corps organisés; elles opèrent la dissolution et provoquent la mort.

L'humanité allait rétrograder..... Cependant le christianisme se lève, brillant et radieux, sur des esclaves misérables et sur des riches abrutis. Ses préceptes se répandent comme une lumière douce et pure qui éclaire tous les cœurs; et les Romains, ces tyrans de tous les peuples, rougissent de honte en se voyant plongés dans le bourbier immonde de tous les vices.

Le Christ apparaît..... Il efface d'une main puissante les traditions du passé, et il brise le monde antique.

Il n'y a qu'un seul Dieu, créateur de tout ce qui

existe, qui a tiré l'Univers de lui comme l'*araignée* qui tire sa toile de ses propres entrailles. L'homme est à son image ; son âme est un souffle exhalé du créateur. et qui doit rentrer sans doute dans le sein de Dieu, ce grand Océan des âmes humaines.

Les rapports des hommes à Dieu et les rapports des hommes entre eux sont changés ; l'humanité entière n'est plus qu'une grande famille ; tous les hommes sont frères, et les chaînes des travailleurs esclaves ne doivent plus servir qu'à briser la tête des tyrans.

La liberté humaine et la provideuce divine précipitèrent des cieux *l'immuable destin, ce Dieu-borne* des sociétés antiques. Enfants d'un même père qui est Dieu, tous les hommes deviennent libres, frères et égaux en devoirs et en droits, et la charité vient unir tous les peuples par un double lien de justice et d'amour.

Avec les principes égalitaires et la morale toute céleste du Christ, que deviennent les distinctions humaines ? Les rois et les sujets, les maîtres et les esclaves, les riches et les pauvres, les vainqueurs et les vaincus, les peuples de toutes les races, de toutes les zônes et de tous les climats, tous les hommes enfin sont frères entre eux.

Égaux, confondus, agenouillés au pied d'une croix, symbole de la foi nouvelle, ils adressent à Dieu la même prière : notre père, disent-ils, qui êtes dans les cieux !... c'est donc le Dieu éternel, infini, le Dieu de justice, d'égalité et de vertu qui est le père unique de tous les hommes. Étrange dérision !! on a osé, jusqu'à nos jours, donner ce titre glorieux aux rois et aux tyrans. Et si Dieu est le père de tous les hommes, com-

ment serait-il possible désormais à l'homme de regarder son frère comme un maître dans la nation et comme un ennemi dans l'humanité.

Voilà des principes devant lesquels tous les démocrates doivent se prosterner. Clairs et simples, ils s'adressent à toutes les intelligences et ils s'emparent de tous les cœurs. Il suffisait à de pareilles idées de naître pour ne plus mourir.

Lorsque l'histoire nous fait assister au triste destin qui était réservé aux doctrines chrétiennes si belles et si progressives, un dégoût amer et profond s'empare de nos âmes et terrasse nos forces. Nous avons vu les préceptes du Christ s'échapper de ses lèvres comme une source vive et pure, laver l'humanité de ses souillures et donner la Foi et la Charité aux sceptiques et aux tyrans. Cette source est destinée à se transformer à travers les siècles, en torrent dévastateur ou en marais fangeux.

Nous regrettons vivement de ne pouvoir ici suivre l'église et le clergé dans les opinions, les disputes, les contradictions et les transformations si opposées qu'on n'a cessé de faire subir jusqu'à nos jours aux principes du Christianisme.

Nous verrions les prêtres enlever l'égalité de dessus la terre pour la transporter dans le ciel, détacher ici-bas les peuples de leurs véritables intérêts, en leur montrant un pays idéal, une patrie imaginaire, séjour de bonheur, tandis que la terre recevait le triste nom de vallée des larmes; prêcher que nous ne sommes pas de ce monde, qu'il faut pour expier un prétendu péché d'un prétendu premier homme, et pour être agréable à Dieu, parcourir la route de la vie, traînant après

soi le jeûne, les privations, la pénitence, les afflictions, les souffrances et l'affreuse légende de toutes les misères.

Quelle différence avec nos principes, avec la loi divine du progrès qui se trouve en harmonie avec les véritables paroles du Christ, et qui pousse les hommes à la civilisation et au bonheur.

Nous verrions dans l'histoire, la royauté, la noblesse et le clergé se disputer tour à tour le pouvoir, c'est-à-dire la faculté d'exploiter les peuples; le clergé devenir noble en face des principes d'égalité et de fraternité humaine..... Quelle insulte faite au Père suprême en la personne de ses enfants !.... Quelle insulte faite à Dieu ! Les prêtres devenir propriétaires du sol en exploitant les donations *in extremis*, en vendant les actes de leur saint ministère, posséder tous les priviléges solides et toutes les distinctions puériles de la noblesse, et cela en faisant vœu d'humilité et de pauvreté, et en méprisant les biens et les joies de ce monde.

Nous verrions les prêtres, seigneurs ou chapelains de tous les châteaux, avoir partout l'oreille des rois, consolider le trône par l'autel, et en revanche dresser l'autel sur le trône, sacrer les tyrans, les appeler les pères du peuple et puis les faire régner par la volonté de Dieu ; et il arrivait souvent que des rois ainsi établis étaient détrônés par la force et par la volonté des peuples......... Quel conflit de pouvoirs! Quelle étrange dérision !

Quant à l'Église, après avoir séparé le spirituel du temporel, c'est-à-dire le monde des idées du monde des faits, et mis en principe que la force n'a pas le droit d'enchaîner la pensée, elle abandonne les voies évangéliques de la persuasion, elle impose ses croyances

par les cachots, les gibets et les bûchers de l'inquisition, elle abreuve de sang le sol des nations.

Les papes, ces serviteurs des serviteurs de Dieu, deviennent princes temporels, dominent toutes les couronnes, et l'un d'eux se déclare maître de la terre entière. Ils représentent le Christ sur la terre, et le Christ a vécu pauvre.

La révolution de 89 a trouvé le clergé de France maître du tiers du pouvoir aux États-Généraux, et du tiers de la propriété; elle l'a trouvé aussi attaché à tous les priviléges et à tous les monopoles. Les prêtres d'aujourd'hui sont presque tous légitimistes, et ils rêvent encore la restauration du passé. Il y a quelques jours de cela, les évêques de France avouaient faire cause commune avec la horde des jésuites, avec ces hommes noirs qui marchent, à travers des voies souterraines, à des idées et à des systèmes qui n'ont jamais pu supporter les rayons du soleil, idées horribles qui tendent à emprisonner le corps et la pensée dans les chaînes abrutissantes d'une obéissance passive; les jésuites sont des taupes politiques que l'homme libre devrait écraser sous ses pieds.

Nous adorons les préceptes du Christ et les sages maximes de l'Évangile, et voilà pourquoi nous demandons à l'Église, qui sans doute n'a pas hérité des erreurs du passé, d'entrer franchement dans les idées qui ont servi si puissamment les intérêts de l'humanité. Aujourd'hui la révolution et la politique ont tendu la main aux prêtres du Christ; on demande l'union sincère de l'Évangile et de la démocratie; on demande que les principes sublimes de celui qu'on appelle le Sauveur des hommes cessent d'exister à l'état de théorie pour

passer enfin dans le domaine des faits. Nous savons qu'il faut plusieurs siècles pour les mettre en pratique. Les prêtres sincères et vertueux doivent marcher à côté des républicains dévoués à la sainte cause du peuple, à la cause de Dieu.

Le Christianisme, qui fut une révolution morale et politique, apporta d'heureuses améliorations dans la condition des travailleurs industriels; mais les principes de liberté et d'égalité ne pouvaient pas se développer sans avoir à subir des transformations progressives.

Citoyens, vous connaissez l'histoire de France; il est donc inutile de vous parler de nos ancêtres, de ces Gaulois qui, braves et aventureux, pesèrent sur le monde civilisé en établissant partout des colonies, et qui remplirent l'univers du bruit de leur nom en fesant trembler Rome.

Pourquoi donc irions-nous vous entretenir du débordement des barbares qui plongèrent l'humanité dans une nuit profonde? L'histoire, d'ailleurs, éprouverait de la peine à raconter ces invasions qu'elle n'a pu écrire qu'à la lueur des torches incendiaires, envoyées sans doute pour brûler l'ancienne civilisation, et afin que l'univers corrompu fût purifié par le feu.

ORIGINES DE LA FÉODALITÉ.

Quelles sont les origines de cette féodalité qui transforma les esclaves de l'antiquité en serfs industriels et agricoles ? Personne n'ignore que c'est aux principes chrétiens et à l'église qui baptisait les barbares que l'humanité est redevable des améliorations survenues dans la condition des ouvriers travailleurs.

Les Francs, vainqueurs barbares de la Gaule, substituent leur domination à celle des Romains; ils s'emparent peu-à-peu des terrains du fisc, de toutes les terres et enfin de la souveraineté politique. Au midi la civilisation Romaine se trouve respectée, mais au centre de la France, ils font passer la hiérarchie militaire dans la propriété foncière. Quelques Francs, ennemis de la civilisation des villes et des charges qu'elles imposent, se répandent dans les campagnes où ils établissent le système féodal avec ses dominations hiérarchiques. C'est aux barbares que la France est redevable de la noblesse de race inconnue jusqu'alors, et dont l'établissement fut une insulte à l'adresse des vaincus; ce sont des barbares qui se décorèrent des titres fastueux de comtes, de ducs et de barons féodaux!!!

Quant aux travailleurs inféodés à la propriété, ils n'appartinrent plus aux hommes mais à la terre qui les avait vus naître. L'industrie repoussée au fond des manoirs tristes et obscurs travailla seulement pour les besoins locaux, les Gaulois seuls supportèrent l'impôt. On créa des bénéfices viagers, des exemptions de charges. Ces priviléges devinrent par la suite héréditaires, et c'est ainsi que les inégalités et les distinctions de toute espèce envahirent la société.

La nation perdit alors toute son unité, elle se divisa en provinces et en seigneuries; chaque chef barbare, accompagné de ses soldats et de ses serfs, bâtit un château fortifié, hérissé de tours; la vie du corps de la France eut à peu près autant de centres d'activité qu'il y avait de petits tyrans et de petites cours, de seigneuries et de couvents.

La royauté vaincue par la féodalité. Charlemagne

paraît : il impose la hiérarchie royale à tous les seigneurs. ainsi qu'à toutes les provinces.

La France divisée par les lois romaines et barbares, par des mœurs, des institutions et des usages différents, sembla jouir d'un simulacre d'unité ; l'Empereur inspiré par Dieu rédigea lui-même des lois ou capitulaires, qu'il soumit, selon l'usage des Francs, à l'approbation du royaume ; des *envoyés du maître* dans les provinces étaient chargés de lui signaler tous les abus. Charlemagne voulut limiter le prix des grains, établir un système uniforme de poids et mesures ; il porta des réglements sur la mendicité, qui ordonnaient à chaque pays de nourrir ses pauvres ; il établit des écoles dans les couvents, ce qui lui valut le surnom de père de l'Université.

Voilà de belles institutions, et cependant le mal que ce prince a fait à la cause du progrès suffirait pour que l'histoire lui enlevât le surnom de grand.

L'ambition qui poussait Charlemagne à placer sur sa tête la triple couronne d'Allemagne, de France et d'Italie, lui fit caresser les puissants du royaume, et par suite opprimer les pauvres et les travailleurs. Il frappa d'immobilité les biens de l'église et du clergé, et le sol de la France passa presque en entier entre les mains des prêtres et des gens de guerre, à l'aide de donations successives faites en vertu de la toute-puissance royale. Les petits propriétaires dépossédés s'abritèrent sous l'aristocratie des prêtres et des nobles ; ils renoncèrent à leur liberté et devinrent serfs. On dirait en voyant de pareils actes que Charlemagne n'a cru régner que sur des féodaux. Jaloux de consolider le présent, il ne songea pas à l'avenir, et il emporta dans la tombe tout le

génie de sa race ; l'empire disparut entre les mains faibles et inhabiles de ses successeurs.

La féodalité ainsi organisée dévora de plus belle les travailleurs des champs ; quant aux ouvriers industriels, on nous les montre comme n'ayant aucune protection, ni aucune garantie pour la propriété si sacrée du travail.

Les successeurs de Charlemagne furent obligés de rendre les priviléges héréditaires, les fiefs furent constitués, et comme de la richesse à l'indépendance nous savons qu'il n'y a qu'un pas, les seigneurs riches devinrent tous rois ; on fait dater de cette époque la véritable civilisation française, qui éprouva le sort de tout ce qui naît ici-bas : les douleurs et les souffrances vinrent assiéger son berceau.

Autour des châteaux élevés sur chaque montagne, vinrent se ranger des villages dont les nombreux habitants furent divisés en trois classes.

1° Les serfs, immeubles par destination, attachés à la terre, et qui suivaient toutes les modifications de la propriété ; ils avaient les cheveux ras, et ils étaient couverts d'un habit tout particulier.

2° Les vilains qui habitaient les campagnes ; ils payaient redevance au seigneur et le reste leur appartenait ; mais leur part était bien petite, car ils étaient taillables et corvéables à merci.

3° Venaient enfin les industriels : quelques hommes libres forcés de payer des redevances en argent ou en services fonciers, opprimés sous un pouvoir absolu, et obligés bien souvent d'aller se mettre eux et leurs biens sous la protection des seigneurs.

La France, ainsi organisée, resta pendant plus de trois siècles en proie à toute espèce de maux; on se battit sur tous les points; l'industrie disparut et le commerce fut réduit au colportage; la justice appartint aux seigneurs qui en usaient selon leur bon plaisir, et sans aucune espèce de contrôle; plus de liberté, plus de propriété, plus d'industrie; partout la guerre, la dévastation et la misère avec son cortége de douleurs. L'esprit si vivace et si brillant de la France paraissait s'éteindre, et les chroniques de l'histoire nous apprennent qne les malheurs qui assaillirent les dernières années du dixième siècle firent croire à la fin du monde. Une épidémie, appelée *Mal des Ardents*, épouvanta les seigneurs; ils crurent que Dieu voulait les punir de leurs crimes et de leurs folles guerres. Le Clergé établit la trêve de Dieu; tout combat et toute spoliation étaient défendus depuis le mercredi jusqu'au lundi matin. Cette triste époque favorisa la puissance du clergé; chacun se disposant à mourir, on s'empressa partout de se débarrasser de ses biens pour les donner aux prêtres.

Ces événements sont très-curieux dans l'histoire de la civilisation; ils prouvent que les mouvements que le progrès imprime aux nations ne sont pas réguliers, mais oscillatoires.

La France ne devait pas mourir au commencement du XIe siècle; la civilisation endormie fut réveillée par deux grands événements qui secouèrent sa léthargie : l'émancipation des communes et les guerres des croisades

ÉMANCIPATION DES COMMUNES.

Quelle fut l'origine de l'émancipation des communes.

Les invasions germaniques avaient apporté dans les Gaules des éléments de progrès, dûs aux coutumes guerrières des barbares. Les Scandinaves, qui suivaient la religion d'Odin, avaient l'usage de s'associer entre eux par les serments les plus terribles. Quand un barbare avait juré la foi commune, il devait protéger son frère en tout temps et en tous lieux, même au péril de sa vie. Cette existence en commun s'entretenait par des statuts et à l'aide d'une rétribution annuelle. Les associés faisaient souvent des repas publics, où ils vidaient la coupe des braves. Un dieu, un héros, étaient leurs chefs; en France ce furent des saints.

Cette association élémentaire, basée sur l'individualisme, prépara l'organisation politique des nations modernes. Chaque membre qui se dévouait à la masse, recevait en échange un dévoûment égal au sien.

Tous les malheureux, tous les exploités, serfs, paysans et industriels, s'empressèrent de s'enrôler dans ces confréries, qui devinrent bientôt un foyer d'insurrections politiques. Charlemagne avait voulu les abolir, la noblesse et le clergé s'en mêlèrent; mais rois, prêtres et aristocrates ne purent opérer une contre révolution; il y eut des confréries de faction pour les nobles, et des confréries pieuses pour les œuvres de charité et de religion.

Au sein des villes, des événements plus graves se préparaient; les industriels et les commerçants ne purent plus longtemps supporter la tyrannie des barons.

qui n'avaient aucun respect pour les nobles travaux de l'industrie. On avait érigé en fiefs jusqu'aux droits de péage des marchandises, de rouage des charrettes, et même le conduit ou escorte des marchands venant aux foires.

C'est au XIe siècle que commença la lutte des industriels contre la noblesse, lutte qui devait fonder la bourgeoisie et amener sept cents ans plus tard le tiers-état au gouvernement des affaires de la France.

Ces associations devinrent mille fois plus terribles dans les cités.

Le régime municipal romain, avec l'ordre de la curie et les défenseurs de la cité, avait été respecté par les barbares. La féodalité elle-même n'avait pu tout envahir ni tout détruire. Dans quelques villes les féodaux établirent un comte, qui partagea quelques prérogatives avec les conseillers municipaux. Il y eut même des cités, et surtout dans le Midi, qui conservèrent toute leur indépendance. Mais dans la majeure partie des villes, les seigneurs gouvernèrent la bourgeoisie et le peuple sans leur laisser aucuns droits.

Le besoin de résister aux invasions féodales et de s'affranchir de l'exploitation ruineuse des barons, fit soulever plusieurs cités, qui se constituèrent à l'état d'association et s'organisèrent en *Communes*. Leur exemple fut rapidement suivi.

Les citoyens juraient de s'aider mutuellement et de ne payer aucune taille. Les villes s'entourèrent de fortes murailles et défendirent leur émancipation : une tour s'éleva au milieu de la cité, elle contenait une cloche nommée beffroi. Aux premiers sons, tous les citoyens étaient obligés, sous peine d'amende, de se

réunir pour marcher contre les ennemis de leur liberté.

ORIGINE DES CROISADES.

Un mot maintenant sur l'origine des croisades.

Pendant que ces graves événements se passaient au sein de la France, Grégoire VII voulut élever la puissance papale au-dessus du pouvoir des peuples et des rois. Il souffla son esprit révolutionnaire dans les Gaules, et la lutte de la papauté contre les pouvoirs oppresseurs favorisa la création des conseils électifs qui balancèrent la puissance des comtes et des évêques. Rome sortie de ses cendres aspirait à conquérir le gouvernement spirituel des affaires du monde.

Ce pape tenta d'établir la théocratie. Il s'arrogea le droit de disposer des couronnes, et de délier les sujets du serment de fidélité. Jaloux d'établir le pouvoir absolu de l'église et secondé par les immenses richesses et par l'influence de ses prêtres, il résolut d'envoyer les rois et les barons promener et guerroyer en Asie, afin qu'il pût dominer à son aise toute la chrétienté à l'aide du troupeau si soumis de tous ses subordonnés.

Une nuée de moines s'abattit dans toutes les directions pour réchauffer l'ardeur religieuse et chevaleresque des grands de la terre.

Le peuple espérait trouver dans ces pays lointains un sort moins misérable; aller en terre sainte arracher le tombeau du Christ aux mains des infidèles, devint une fureur.

L'occident se rua pendant deux siècles sur l'orient, et quelques historiens élèvent jusqu'à deux millions le

nombre de morts dans ces expéditions. Fatigués de guerres, les croisés trouvèrent en rentrant dans leur royaume, leurs pays en ruine et une seule puissance debout : celle du Clergé.

Les croisades ont exercé une influence bien marquée sur l'industrie des nations et sur le sort des travailleurs industriels et agricoles. Le Clergé eut pendant longtemps la suprématie sur la noblesse ; les biens des féodaux étant passés sous la protection des ecclésiastiques, la condition des serfs et des ouvriers reçut de grandes améliorations ; le pouvoir judiciaire fut également exercé par le Clergé avec plus d'humanité ; au 13e siècle, les seigneurs ayant voulu protester contre cette prétendue usurpation de la justice, c'est de la lutte qui s'engagea que naquirent les parlements, cette justice bourgeoise, qui fit respecter la maxime : *cedant arma togæ.*

Le travail industriel, autrefois exploité par les barons, finit par se faire respecter, et par conquérir et acheter quelques droits. Abrités sous la protection de ces droits, les industriels accumulèrent des capitaux à l'aide du travail le plus rude, de l'économie la plus stricte et la plus sévère, seul moyen légitime d'arriver à la fortune et à la propriété, Les industriels ayant leurs besoins et leur existence garantis, se trouvèrent placés hors de la puissance et de l'exploitation des barons, et ils purent dès lors arriver à la liberté, compagne inséparable de la richesse.

D'un autre côté, les croisades ayant agrandi l'industrie, et l'émancipation des communes ayant affranchi le travail, les bourgeois industrieux, riches et sédentaires, fournirent à la noblesse l'argent, les vivres.

l'équipement et tout ce qui était nécessaire à ces lointains voyages devenus si fréquents, et un essor vigoureux fut imprimé aux sciences, aux arts, au commerce et à la navigation.

On apprit chez les Orientaux à fabriquer les tissus, à travailler les métaux, la verrerie ; le murier fut introduit en Italie, et le maïs fut apporté de la Turquie en Europe.

Il fut permis aux nobles d'engager et de vendre leurs fiefs même aux bourgeois, et cela sans l'autorisation de leurs seigneurs. C'est ainsi que la liberté et la propriété passèrent aux mains des travailleurs industriels, et que la bourgeoisie, cette fille du peuple, naquit au sein des classes laborieuses.

Que faisait la royauté française au milieu de ces graves événements....? Détruite par les féodaux et dominée par les papes, la puissance royale se trouvait réduite à rien, s'étendant à peine sur une surface équivalant à cinq de nos départements. La royauté, qui avait tout intérêt à dominer les barons et les hauts dignitaires de l'Eglise, comprit, que pour relever son pouvoir, elle devait intervenir dans la lutte des bourgeois contre les féodaux ; elle soutint les droits des industriels et des marchands contre les priviléges des barons et des seigneurs ; l'Eglise, qui préférait avoir affaire à un maître qu'à plusieurs, l'aida dans cette lutte. Les communes, ainsi secondées dans leur émancipation, se révoltèrent de toutes parts, et le roi accorda sa sanction aux chartes de liberté.

Les temps étaient venus : les bourgeois, suspendus à leur beffroi, donnèrent le signal de la révolte ; les communes, organisées en corporations, se levèrent en

masse pour obtenir leur affranchissement. Les bourgeois demandaient la liberté d'être régis par leurs pairs, le droit d'élire des maires ou échevins, et des prévôts des marchands dont les prérogatives vinssent balancer le pouvoir des barons ; la faculté de ne payer la rente qu'une fois l'an, et l'abolition de toutes les taxes arbitraires imposées selon le caprice des seigneurs, prêtres ou laïques.

La bourgeoisie, liguée avec la royauté, engagea une lutte terrible et acharnée qui se termina par la soumission des barons à la hiérarchie royale, et par l'affranchissement des communes sur toute la surface du royaume. Mais les bourgeois ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'en se confiant à la royauté qu'ils avaient prise comme moyen de les délivrer de leurs seigneurs, ils s'étaient donné un maître. Les rois, devenus puissants, exploitèrent à leur tour le travail et la production industrielle de la France.

Les féodaux avaient établi des droits énormes sur la circulation des marchandises et des denrées ; chaque province avait ses frontières et ses douanes ; chaque pont, chaque rivière, chaque route ses tarifs de péage. De son côté, la royauté vint étouffer à l'intérieur l'industrie en l'organisant, et le commerce extérieur à l'aide d'une ceinture de douanes.

C'est à l'aide de ces moyens que la royauté se donna d'immenses revenus.

L'industrie, livrée aux esclaves, aux condamnés aux bagnes, est devenue maintenant une véritable puissance.

Le travail, exercé par des hommes libres, aurait dû lever fièrement la tête et faire rougir de honte

les riches et les oisifs. Les travailleurs industriels devaient être encore longtemps un objet de mépris pour les nobles. Être utile à la nation, produire, vendre, échanger, faire vivre les puissants, furent choses honteuses et dégradantes jusqu'à notre glorieuse révolution de 1789. Ne rien savoir, ne rien faire, vivre aux dépens du travail d'autrui devait rester, au contraire, la marque qui servit à faire reconnaître l'homme de bonne maison.

La richesse territoriale avait toujours conféré tous les honneurs, tous les droits et tous les priviléges féodaux; elle venait de voir naître et grandir à ses côtés la richesse mobilière, puissance rivale enfantée par les travailleurs industriels, puissance avec laquelle on devait compter et qui devait être la source des révolutions futures.

L'émancipation des communes, révolution tout industrielle, due aux ouvriers de la France, trouva de l'écho chez toutes les nations voisines, en Espagne, en Italie, en Angleterre et en Allemagne. Partout les communes émancipées dressèrent l'étendard de la révolte contre la tyrannie des féodaux.

Quels furent les obstacles apportés par la royauté française et ses courtisans à la prospérité croissante de de l'industrie.

CORPORATIONS DE SAINT-LOUIS.

Au XIIIe siècle Saint-Louis lutta contre la féodalité et s'efforça de rendre les barons vassaux de la couronne; il voulut dominer, à l'aide d'une législation générale, la France morcelée et affaiblie par des pouvoirs opposés.

La nation dès ce moment s'avance d'un pas rapide vers la concentration de tous les pouvoirs entre les mains royales. Les lois furent terribles et toutes matérielles : les meurtriers, les traitres et les voleurs domestiques étaient punis du gibet ; les hérétiques, du feu ; les simples voleurs perdaient une oreille : on crevait les yeux aux voleurs d'église ; le blasphémateur recevait l'empreinte du fer rouge sur le front, et le marchand qui vendait de fausses qualités de draps avait le poing coupé.

Saint-Louis, chef hiérarchique de la nation, organisa l'industrie sur le modèle de la société féodale. La hiérarchie politique passa jusques dans l'atelier. Elle établit des maîtres, des compagnons et des apprentis séparés entr'eux par des lignes de démarcation souvent infranchissables.

Les seigneurs opprimaient les serfs et les vilains ; les maîtres exploitèrent les compagnons et les apprentis.

L'apprentissage durait de sept à huit ans ; l'ouvrier qui changeait de ville était obligé de le recommencer de nouveau, entrave absurde qui attachait le travailleur au pays qui l'avait vu naître, et qui l'empêchait de se perfectionner en voyageant. Le maître avait sur l'apprenti les droits les plus absolus ; il pouvait même avoir recours aux coups de bâtons. Ce n'est qu'après sept à huit ans de travail que l'apprenti pouvait aspirer à devenir compagnon.

Le compagnonage durait aussi de longues années. Impossible au compagnon de se marier avant d'être reçu maître, et à cette réception, il devait présenter son chef-d'œuvre et payer des droits énormes en taxes de toute espèce. Ces obstacles devinrent, il est vrai,

des garanties de talent. Mais la maîtrise resta environnée d'un si grand nombre de difficultés puisées dans la longueur du temps et les frais de tout genre, qu'il devint bien souvent impossible, faute d'argent, de passer maître; l'ouvrier restait ainsi condamné à travailler toute sa vie pour le compte d'autrui.

Les métiers rendus distincts les uns des autres, le travail fut réglé avec la plus grande minutie. Chaque travailleur fut obligé de s'occuper à un seul état et même à une spécialité. Cette division extrême du travail fit faire à l'industrie des progrès rapides.

Chaque métier organisé en confréries prit un saint pour patron. Mais malheureusement l'esprit de corps s'en mêla; des haines et des rivalités terribles éclatèrent parmi les industriels qui auraient pu, restant unis, résister à l'exploitation des rois alliés aux nobles pour dévaliser les bourgeois et les ouvriers. On se garda bien d'éteindre ces divisions qui livrèrent les travailleurs à la merci de leurs dominateurs.

Les mesures les plus rigoureuses furent prises afin d'empêcher la falsification des produits, ainsi que toutes les fraudes industrielles.

Chaque maître ou fabricant fut obligé de signer et de garantir ses marchandises comme bonnes et loyales, sous peine d'amende, et plusieurs d'entr'eux en répondaient par corps. Des inspecteurs royaux, chargés de l'exécution des réglements industriels, étaient nantis du pouvoir de punir toutes les infractions. Ils se gardèrent bien d'y manquer : les amendes furent si fortes et si nombreuses que les rois et les seigneurs n'eurent jamais de meilleurs revenus. Charles VI, Henri III,

Henri IV accrurent les taxes et les entraves de toute espèce qui étouffèrent la production nationale.

Ainsi l'industrie se trouva resserrée dans les plus étroites limites. Les douanes, les droits et priviléges féodaux vinrent encore la comprimer. La liberté de travailler et de produire est de nos jours illimitée, sans surveillance et sans direction, et même sans garantie contre les falsifications ; une concurrence meurtrière tend sans cesse à faire produire à meilleur marché et cela presque toujours aux dépens des salaires des ouvriers. et l'encombrement des marchandises suscite des crises commerciales qui amènent la suspension du travail.

Cette liberté de produire qui a besoin de surveillance et de direction, ne sera jamais complète tant que les douanes s'opposeront à la liberté de vendre et d'écouler les productions industrielles.

Saint-Louis peut-être n'avait eu en vue que d'organiser le travail. mais ses successeurs en firent un moyen terrible d'exploitation et de ruine. Ces précautions, oppressives pour la plupart, eurent aussi leur côté favorable. La bonne foi, qui est l'âme de l'industrie et du commerce, domina tous les ateliers et vint présider, de par la loi, à la fabrication, aux achats et aux ventes de toute espèce de marchandises.

Voilà un simple aperçu de l'organisation du travail au moyen âge ; seulement à mesure que les siècles marchent, les entraves de tout genre ne faisant qu'augmenter, le droit de travailler devient en définitive un privilége royal. Le génie fiscal des successeurs de Saint-Louis ne cessa de s'évertuer pour accroître les confiscations, les amendes et les condamnations de tout

genre. L'industrie de la France s'affaissa sous le poids d'une compression calculée, les guerres civiles, l'absence de débouchés, les barrières élevées entre chaque province exigeaient que les métiers fussent restreints et l'industrie bornée aux besoins locaux; on pouvait, parfaitement, et à l'aide de ce moyen, éviter les encombrements, la concurrence pour les salaires et les crises du commerce. Mais, d'un autre côté, c'était décréter la misère et la mort de l'industrie.

Au XIV[e] siècle Philippe le Bel triomphait de la féodalité; les industriels étaient toujours asservis et exploités. La France, disait-on, devait proscrire tout commerce avec les nations voisines parce que ne pouvant offrir presque rien en échange, elle devait craindre de s'appauvrir en recevant les produits étrangers. Argument qui a retardé si long-temps l'avènement des principes vrais du libre échange.

Ce roi qui mérita de l'histoire le surnom de faux-monnayeur, recevait toujours de la monnaie forte et payait en monnaie faible, système horrible qui a servi à ruiner des nations entières. Il s'avisa de réprimer le luxe en fixant le nombre et le prix des robes et des habits que devaient acheter tous les ans la noblesse ou la bourgeoisie, et il défendit l'usage de la vaisselle d'argent à ceux qui ne possédaient pas 6,000 livres tournois, (120,000 fr. de rente.)

Son successeur, Louis X, voulut abolir le servage des terres, et les paysans purent se racheter moyennant une somme d'argent comptée aux officiers du prince. Cette tentative d'affranchissement eut lieu d'après le précepte antique que chacun devait naître franc.

Le commerce et l'industrie ne furent pas partout

méprisés et comprimés par les amendes et les prohibitions comme en France.

RÉPUBLIQUES ITALIENNES.

L'Italie surtout accomplit une véritable révolution industrielle, qui plaça ce pays privilégié de Dieu aux avant-postes du progrès. Florence, Gènes et Venise se déclarèrent en républiques. La noblesse de race fut abolie, et remplacée par une noblesse d'institution moderne, celle de *la laine* et *du coton*, et l'industrie s'éleva chez ce peuple à une puissance inconnue jusqu'à cette époque.

Ces villes ouvrirent leurs ports au commerce libre de l'univers; leurs flottes qui visitaient toutes les nations, répandirent partout les produits variés du globe. La fortune publique et privée devint immense. Les cités et les campagnes se peuplèrent d'admirables palais. Les arts furent encouragés, les ouvriers recherchés et estimés; on fit la police des métiers, on bâtit des hospices pour les pauvres et des écoles pour les petits enfants du peuple.

Des banques de dépôt établies sur tous les points, les certificats des déposants devinrent une monnaie plus rapide, et un compte de débit et de crédit permit aux négociants d'opérer plus rapidement leurs paiements commerciaux.

Tant que la liberté des échanges régna sur leurs ports et sur leurs marchés, ces républiques ne firent que grandir en richesse et en prospérité; leur puissance s'écroula quand elles voulurent convertir la liberté commerciale en monopole. Venise ferma ses ports aux mar-

chandises étrangères, et s'arrogea le droit absolu de transporter ses produits sur ses vaisseaux et le privilége exclusif de les vendre sur plusieurs marchés étrangers. Les nations exploitées usèrent de représailles, et fermèrent leurs ports et leurs frontières aux marchandises de l'Italie.

En France, l'avénement de la branche des Valois avait amené une guerre de succession qui dura cent ans, contre l'Angleterre qui prétendait avoir des droits à la couronne de France. La guerre civile vint encore se mêler aux maux de la guerre étrangère. La royauté maîtresse et voulant faire face à tant de dangers, exploitait toutes les charges et tous les revenus publics ; les impôts des seigneurs devenus également insupportables, la ruine de la France était imminente ; il y eut d'énergiques protestations.

Des états généraux avaient été convoqués pour accorder des subsides. Marcel, prévôt des marchands, exigea, au nom de la puissance bourgeoise, qu'à l'avenir on ne détournât plus les fonds destinés à la guerre ; il demanda aussi la destitution des ministres, la nomination d'un conseil de régence pris dans les trois ordres, des officiers choisis parmi les bourgeois pour surveiller la levée de l'impôt, et que défense fût faite à la royauté de vendre des lettres d'absolution pour les grands crimes.

D'un autre côté, les paysans écrasés d'impôts et humiliés par leurs seigneurs qui les appelaient les *Jacques bons-hommes*, se révoltèrent contre eux, et la guerre civile de la jacquerie ensanglanta la France. Trente ans plus tard le peuple de Paris tuait, avec des maillets de plomb, les percepteurs royaux d'un nouvel impôt sur les

vivres. Le gouvernement effrayé amnistiait la ville ; et quelque temps après on fit saisir les principaux maillotins : cousus dans un sac, ils furent jetés à la Seine avec cette inscription : Laissez passer la justice du Roi.

Les paysans et les bourgeois vaincus furent ruinés avec plus d'atrocité. Le roi rétablit l'impôt sur la ville de Paris et la priva même de ses droits municipaux.

Au XVe siècle, Louis XI achève le triomphe de la puissance royale sur la féodalité et les grands vassaux. La France possède maintenant l'unité des pouvoirs, une politique générale, et les guerres deviennent nationales en cessant d'être partielles. Ce monarque détruit également la ligue des seigneurs, qui avait reçu le titre mensonger de ligue *de bien public !* Appuyé sur la bourgeoisie, il veut se rendre populaire ; mais il n'ôte aucun impôt aux bourgeois pour le placer sur les nobles et les prêtres, qui en étaient exempts. Louis XI établit la première manufacture de soieries, exempte de toute charge publique les ouvriers qui travaillaient dans ces fabriques, et accorde à la noblesse et au clergé de faire le commerce sans déroger ; il permet enfin aux habitants de La Rochelle, de trafiquer avec les Anglais, même pendant la guerre.

La cause du progrès, qui est celle de Dieu, allait recevoir au XVIe siècle de puissants auxiliaires, et lancer l'humanité dans des voies nouvelles.

L'invention de la poudre double les forces humaines en les égalisant ; la boussole enseigne le chemin des mers ; la découverte de l'Amérique ouvre, par ses produits et ses débouchés, une nouvelle carrière à l'industrie de l'univers, et jette dans la circulation des produits inconnus, et des mines d'or qui devaient aug-

menter les capitaux industriels du globe. L'imprimerie, le levier le plus puissant de la civilisation des peuples, va déraciner les erreurs et les préjugés, détruire les monopoles et les aristocraties, détrôner les rois et asseoir la raison sur les bases éternelles de la liberté, de l'égalité et de la fraternité de tous les hommes et de tous les peuples.

Sous le règne de Louis XII, surnommé le père du peuple, l'industrie et le commerce firent des progrès très rapides; depuis quelque temps le travail avait été mis en honneur; les guerres soutenues par François Ier, ruinèrent le commerce et le travail. Aux impôts réguliers on substitua les taxes arbitraires; les systèmes les plus absurdes arrêtèrent tout d'un coup l'industrie de la France dans sa marche ascendante; le règne des classes moyennes n'était pas encore arrivé.

Charles-Quint parut, et son passage sur ce globe a été un véritable fléau pour les classes industrielles; les systèmes qui ont surgi sous son règne, infectent encore l'humanité; il mit la dernière main aux moyens employés par les seigneurs et les rois pour étouffer la puissance et dévorer la richesse des peuples.

Charles-Quint avait rêvé une monarchie universelle qui aurait dominé les nations, comme la papauté qui avait voulu dominer les intelligences. Pour arriver à ce but, il fut obligé d'entreprendre des guerres continuelles, et pour refaire ses finances épuisées, de frapper l'industrie de taxes arbitraires et d'impôts excessifs établis sur la consommation : ce qui devait accroître le prix de la main d'œuvre, en élevant outre mesure la valeur des objets fabriqués. C'était, en fait de ressources fiscales, un monde nouveau qui s'ouvrait devant le génie

malfaisant des rois ; ils s'empressèrent de suivre un si pernicieux exemple.

Aux Républiques italiennes, qui avaient voulu créer le monopole commercial, nous avons vu les peuples répondre par des tarifs et des prohibitions. Charles-Quint et ses complices se hâtèrent d'adopter le régime exclusif. Chaque nation et chaque province ferma ses frontières aux marchandises des voisins et des étrangers. L'organisation des douanes devint pour la royauté une source immense de revenus prélevés sur la fortune nationale.

L'or de l'Amérique inonda l'Europe, et comme tous les rois eurent soin de le frauder, ils ruinèrent les banques italiennes. Cet or servit à établir les principes les plus absurdes. On crut que la fortune d'un pays consistait dans l'or qui n'est en définitive qu'une richesse factice et de convention ; c'était méconnaître la véritable richesse qui consiste dans le travail et la production agricole et industrielle. On ne rechercha plus que l'art d'entasser et de conserver l'or ; on l'empêcha de franchir les frontières par des lois terribles et barbares. Chaque nation acheta le moins possible de marchandises étrangères et eut la prétention d'en vendre le plus qu'elle pourrait, comme si chaque peuple pouvait toujours vendre sans jamais rien acheter, et se passer constamment des productions de ses voisins.

Ces théories anéantirent les relations internationales. L'industrie abattue et le commerce frappé de mort, le travail brisa ses marteaux, la production se ralentit, les ouvriers manquèrent de tout, et le paupérisme s'étendit comme une large plaie sur l'humanité. Les couvents peuplés de riches oisifs se multiplièrent à l'infini.

Le clergé tout puissant s'allia tantôt avec les nobles, tantôt ave les rois, combinant ensemble les moyens les plus aisés pour exploiter les producteurs. Toutes les énergies de l'homme étant étouffées à la fois, celui qui avait le courage d'élever la voix pour la liberté civile ou religieuse était livré aux bûchers de l'inquisition, ou succombait sous la hache des tyrans.

Le règne de l'exploitation, de la force brutale et des préjugés, ne pouvait pas s'établir ainsi sans protestations. Les nouvelles découvertes avaient ouvert un horizon inconnu à l'intelligence humaine, et l'immortel Padilla défendait, à la tête des communes espagnoles, la cause de l'indépendance et de la vérité.

Les communes demandaient: la perception régulière des impôts; l'établissement d'états généraux composés de députés pris dans la noblesse, le clergé et la bourgeoisie; la confiscation des biens et la mort pour tout député qui solliciterait titres ou pensions pour lui, sa famille ou ses amis; l'impôt uniformément supporté par les nobles, les prêtres et les bourgeois.

Padilla avait dépassé son siècle.

La civilisation, qui se déroule sous la main de Dieu, ne pouvait s'arrêter. Chassée par la royauté, la noblesse et le clergé, du champ de la politique et du travail, elle alla se réfugier dans le monde des idées et se placer sous la protection des principes du protestantisme.

PROTESTANTISME.

L'Église avait voulu condamner les nations à vivre dans un cercle d'idées immuables et stationnaires, l'es-

prit humain ne devait pas mourir courbé sous les chaînes abrutissantes de la foi. La liberté de penser, proclamée par le Christ et par les prêtres, ne devait pas être condamnée, fût-ce même par l'Eglise, à disparaître du monde.

Depuis plusieurs siècles, des tentatives d'indépendance sans cesse étouffées avaient agité les esprits; il y eut des voix courageuses qui s'élevèrent au sein de l'Eglise et jusqu'au milieu des Conciles, pour demander des réformes pacifiques.

Jean Huss et Jérome de Prague condamnés au feu comme révolutionnaires, leurs partisans s'armèrent pour la raison et pour la liberté.

Au XVI[e] siècle, Luther brûla en place publique la bulle du pape qui le condamnait, et cet acte qui ne paraissait être qu'une insubordination, devint le signal d'une révolution sociale.

Il ne faut pas aller chercher la cause du protestantisme dans la vente des indulgences, dans l'ambition des petits états qui ne voulurent pas se laisser absorber par les grandes nations, ou bien encore dans l'avarice des rois qui convoitaient les biens immenses du clergé.

Le protestantisme est la révolte de la raison qui veut être libre, et qui veut choisir ses croyances contre l'autorité qui les impose par la force, et qui prétend décréter l'esclavage du corps après celui de la pensée. Le protestantisme, en plaçant le droit d'examen avant la foi, a rendu des services immenses à l'indépendance et à la philosophie. Partout où il a établi ses principes, les nations sont devenues libres et riches.

L'Angleterre couverte de couvents nourrissait une in-

finité de moines oisifs et corrompus; ceux-ci entretenaient à leur tour une foule immense de mendiants paresseux ou voleurs. Le protestantisme fit passer entre les mains industrieuses et fertilisantes des travailleurs les trois quarts de la propriété nationale qui se trouvait en la puissance des moines : ce fut une immense révolution. Ce peuple, qui reçut la liberté et la propriété, bouleversa bientôt sa constitution politique, restreignit le pouvoir royal, et s'élança à la tête de l'humanité dans les champs du progrès.

Les états Allemands s'échappèrent des serres de l'Autriche, et l'enthousiasme religieux les rendit libres et indépendants.

La Hollande protestante secoua le joug de l'Espagne, et sa prospérité date de l'époque de sa liberté. Partout enfin où les idées d'indépendance et d'émancipation ont été semées par le protestantisme, la propriété est passée en la puissance du peuple.

La raison humaine, libre et indépendante, partit d'un vol audacieux vers la conquête des principes sublimes de la philosophie, principes qui devaient quelques siècles plus tard bouleverser les sociétés.

En France, il y eut combat entre le libre examen et la foi; le catholicisme et le protestantisme opposèrent la pensée à la pensée, et la force à la force; le sang coula par torrents, l'imprimerie aida les deux partis, et l'intelligence agrandit son domaine; on étudia de toutes parts; les principes les plus salutaires annoncèrent le règne de la raison, et la France servit encore puissamment la cause de l'humanité.

Nous allons voir s'établir maintenant chez les peuples deux espèces de politique et deux espèces d'états, les

catholiques et les protestants. Partout où le protestantisme a fait fleurir ses doctrines, l'activité humaine, protégée par la liberté, produit de grandes richesses : et partout, au contraire, où le catholicisme a dominé, les peuples abrutis sous le joug de l'autorité, vivent sans intelligence et sans travail, dominés par un clergé stationnaire. Privés de liberté et de propriété, ces peuples ont manqué des deux conditions exigées par les lois de Dieu, pour développer le progrès.

Il suffit, pour justifier cette remarque, de placer en regard les nations dont nous venons d'esquisser les brillantes destinées, avec le Portugal, l'Espagne, la partie catholique de l'Allemagne, et même l'Italie. De nos jours encore ne peut-on pas voir les deux systèmes aux prises dans l'Amérique du Nord et dans l'Amérique du Sud, et apprécier l'influence diverse des idées catholiques ou protestantes sur la prospérité des états.

Le protestantisme doit emporter aussi sa part de critiques.

La raison une fois débarrassée des lisières de la foi, s'avança à pas de géants dans la carrière du progrès. Jeune encore parmi les hommes, elle ne comprit pas les lois générales qui doivent présider à l'union des intelligences et à la vie des sociétés. Partout apparaissent des opinions et des sectes si variées qu'elles n'ont aucune fraternité, et par suite aucun lien commun.

Le protestantisme, en isolant ainsi les intelligences, supprima l'unité à laquelle tendait le catholicisme, et développa l'égoïsme des hommes par l'isolement des croyances. La communion universelle prêchée par les catholiques fut oubliée, et l'autorité mal comprise et mal définie, ne régnant plus que sur des esprits isolés.

aboutit à développer les sentiments égoïstes des grands. Les calculs glacés de la raison ne sauraient établir tous seuls, les véritables rapports des hommes entre eux.

Les nations protestantes, sous l'influence de la liberté, ont été très ingénieuses à produire de grandes richesses industrielles; mais elles n'ont su qu'en faire une injuste répartition, en établissant l'aristocratie d'un côté et la misère de l'autre; il leur a manqué ces beaux sentiments d'unité, de fraternité, de justice et d'amour, auxquels tendait le catholicisme.

Ces sentiments auraient réchauffé les cœur des protestants, ils auraient placé le système égoïste et personnel de l'agglomération des richesses sous la protection du principe catholique qui appelle tous les hommes à la communion des mêmes idées, et il aurait été plus facile alors de faire admettre aux peuples, qui n'auraient eu qu'une seule âme et qu'une seule tête, qu'étant tous frères, chacun doit avoir sa part de richesse publique, fruit du travail de tous.

C'est à la science moderne, à la Révolution de 1848 et à la France qu'il appartenait d'appeler tous les hommes et toutes les nations sous la triple bannière de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité humaine, principes qui promettent aux travailleurs industriels une répartition plus juste et plus égale de la richesse publique.

Sous l'empire des idées religieuses, la France se divisa en deux camps; les provinces du Midi, habituées à un régime démocratique qui leur venait des Romains, embrassèrent la réforme, et le Nord resta catholique. Les guerres nationales contre l'Italie s'étaient terminées en amenant avec le goût des arts et des lettres

l'époque de la Renaissance ; une nouvelle guerre éclata contre la maison d'Autriche. Deux partis qui avaient pour chefs les Guises, les Condé et les Coligny, divisèrent la France; mille combats couvrirent de sang le sol de la patrie ; les massacres de la Saint-Barthélemy, commandés par Catherine de Médicis, Charles IX et le clergé, ont voué cette époque à l'exécration de l'histoire.

La royauté, en France, aurait dû suivre le mouvement qui entraînait les esprits vers la liberté, et seconder les nations qui s'étaient levées pour conquérir les droits de la raison. François Ier, qu'on ne peut pas accuser de bigotisme, aurait dû servir la cause de la réforme.

Les frais de toutes les guerres se payaient toujours à l'aide de taxes continuelles qui ruinaient l'agriculture et l'industrie. Les seigneurs et les prêtres, quoique exempts de charges, recevaient l'impôt et n'en donnaient qu'un tiers au roi ; les industriels étaient encore exploités à l'aide de taxes de toute espèce perçues sur les ateliers, les routes, les ponts et sur les douanes des provinces. Quant aux travailleurs des campagnes, placés plus directement sous l'autorité barbare des féodaux, ils étaient taillables et corvéables à merci. Tout cela se passait malgré l'ordonnance d'Orléans publiée par le chancelier l'Hôpital qui défendait les exactions des seigneurs contre le peuple et qui enjoignait aux magistrats de protéger les petits contre l'exploitation des grands.

La France avait épuisé son sang et ses trésors ; les rois, qui avaient louvoyé entre les deux partis, les mécontentèrent tous deux, et la couronne fut mise à deux

doigts de sa perte. La misère et le désordre régnaient en tyrans sur les populations désolées ; l'autorité royale n'était qu'un fantôme, il n'y avait plus que des chefs de parti suivis de soldats aventuriers, les villes étaient pillées, et les champs dévastés restaient sans culture.

Sully entra dans la voie de quelques réformes, il protégea les agriculteurs contre la noblesse et les soldats ; les terres laissées incultes par suite des guerres religieuses furent rendues à l'exploitation. Il réforma le mode de perception des impôts et trouva les moyens d'éteindre la dette publique qui s'élevait à 300,000,000 fr. et de faire 12,000,000 fr. d'épargnes qui furent déposés dans les caveaux de la Bastille.

Sully qui avait une âme romaine partagea sous le rapport de l'industrie et du commerce tous les préjugés de son temps. Il méprisa les ouvriers industriels sous prétexte que ces travaux affaiblissent le corps, abrutissent les intelligences et ne peuvent que faire de mauvais soldats. Il lutta contre Henri IV qui voulait protéger la fabrication de la soie ; il proscrivit le luxe comme chose nuisible aux véritables intérêts des peuples, et crut qu'une nation devait pour s'enrichir se passer des autres ; il regarda aussi toute consommation de marchandises étrangères comme une perte faite par l'industrie nationale ; les frontières furent fermées par les tarifs et la contrebande rigoureusement punie.

Les guerres religieuses apaisées après l'abjuration d'Henri IV et par l'édit de Nantes recommencèrent sous Richelieu. Ce ministre abaisse les grands et les protestants, comme parti, au profit du pouvoir royal.

Sous le roi Louis XIV, l'astre de la royauté brilla du plus vif éclat.

Colbert, petit-fils d'un marchand de laine, entre plus franchement dans la voie des réformes; Richelieu et Mazarin avaient dilapidé les finances et ruiné les travailleurs, et c'est au manque d'argent que la France est encore redevable de toutes les améliorations qui signalent son ministère.

Colbert comprend que la production industrielle et agricole est la véritable richesse des nations tandis que l'or n'est qu'une richesse fictive.

Voici les réformes qu'il propose ou qu'il introduit dans la nation.

Protection à l'agriculture, reconstitution du cadastre afin que l'impôt, supporté bien entendu par les bourgeois seulement, soit établi d'une manière plus équitable; il fit comprendre l'importance des routes, et ses édits ont servi à établir notre code forestier. Il y eut, sous le rapport industriel, surveillance exercée dans les ateliers, salaires accrus, et un appel général adressé à tous les meilleurs ouvriers des nations voisines, les fabricants qui falsifiaient les produits furent poursuivis avec rigueur et la renommée des marchandises françaises courut le monde. A l'intérieur, les droits de circulation furent réduits ainsi que les droits d'entrée des matières premières venues de l'étranger. L'or s'en allait pour ces achats; mais comme il n'a qu'une valeur de convention qui représente seulement les valeurs réelles, ce ministre pensa que le capital de la France devait être augmenté à mesure que les matières premières seraient converties en marchandises, et qu'il valait mieux en fait de richesses posséder la réalité que la fiction.

A l'intérieur et pour les marchandises étrangères

Colbert paya tribut aux erreurs de son temps; il pratiqua le système prohibitif; les douanes furent révisées, mais il ferma les frontières aux étrangers. Il voulait à l'aide de ce moyen, protéger, disait-on, notre industrie nationale contre l'envahissement sur nos marchés de l'industrie de nos voisins.

Colbert institua un conseil de commerce dont la mission fut de connaître les besoins industriels et de proposer des améliorations. Les manufactures placées sous la surveillance immédiate d'inspecteurs, des conseils de prud'hommes furent établis afin de protéger les ouvriers; toutes ces réformes qui ne gênent en aucune façon la liberté du travail nous paraissent être excessivement utiles.

Avec un pareil régime industriel, la France était devenue riche et puissante malgré les guerres et les dilapidations incessantes de Louis XIV et de sa cour; mais le clergé vint encore arrêter la prospérité de notre industrie, la révocation de l'édit de Nantes chassa tous les protestants de France; ils étaient probes, habiles et laborieux; répandus dans les nations voisines, ils les mirent à même de lutter contre nous.

DU CRÉDIT.

A cette époque nait au sein du commerce une puissance nouvelle, le crédit, qui donna à l'industrie un accroissement prodigieux, et lui permit de lutter avec avantage contre l'aristocratie foncière; le crédit, arme terrible et puissante qui éclate entre les mains de ceux qui veulent trop la charger.

A Rome les banquiers étaient des prêteurs à la pe-

tite semaine ; dans les villes anséatiques et chez les républiques italiennes, les banques furent des caisses de dépôt qui avaient autant d'argent que de billets en circulation ; leur mécanisme n'avait pour but que de faire voyager plus commodément les espèces. Les Hollandais perfectionnèrent le système de banque en rendant les billets, garantis par les banques de dépôt, transmissibles par la voie de l'endossement.

On comprit que l'on pouvait faire circuler l'argent en dépôt et augmenter, par conséquent, l'émission du papier. Il n'y avait à cela aucun inconvénient. C'était acquérir pour les classes ouvrières un surcroît de capitaux qui devait révolutionner l'industrie.

Les banques de circulation ainsi établies, l'important était de connaître la quantité d'effets que l'on pourrait émettre en sus du capital en dépôt, afin que le roulement continuel des fonds pût chaque jour faire face aux billets émis.

L'escompte vint encore compliquer la situation. Les banques d'Angleterre et des Etats-Unis, faute d'avoir gardé de justes proportions entre l'argent et le papier, firent faillite. Le gouvernement anglais, aidé par le patriotisme financier des puissans du royaume, sut convertir la déconfiture des banques en un immense progrès. Les billets valeur de convention furent établis argent comptant. Ce fut une révolution. Le crédit particulier devint alors crédit public.

En France, l'écossais Law voulant porter remède au désordre des finances, et acquitter la dette nationale, lança la nation dans les voies hasardeuses d'un crédit exagéré. Il crut que la prospérité de l'agriculture et de l'industrie dépendait de l'abondance des capi-

taux. Une banque de l'État inonda la France de valeurs en papier. Il établit aussi une banque des Indes fondée sur les profits imaginaires que devait fournir le commerce du Mississipi et du Sénégal. Les actions grandirent d'une manière fabuleuse. La noblesse entraînée par l'idée qu'elle allait doubler sa richesse, s'empressa d'échanger ses terres contre du papier. L'industrie inondée de capitaux ne pouvait assez fabriquer de marchandises. Quand il fallut réaliser les valeurs en argent, en terres ou en maisons, cette fortune imaginaire croula tout d'un coup; on eut beau donner un cours forcé à cette masse de papiers, imposer la délation à ceux qui connaissaient l'argent enfoui ; l'état fut obligé de réduire la valeur des actions et des billets, afin de rétablir l'harmonie entre les valeurs réelles et fictives.

Sous l'influence de l'exagération du crédit, l'industrie surexcitée par les capitaux avait travaillé avec le délire de la fièvre, et une grande partie de la propriété immobilière avait changé de mains.

Ces malheureux essais jetèrent du mépris sur le commerce et l'industrie. Une prompte réaction eut lieu en faveur de l'agriculture. Le travail industriel, disait-on, n'ajoutait rien aux matières premières, et l'objet manufacturé n'avait d'autre surcroît de valeur que celui qui était représenté par le travail. L'agriculture seule produisait un revenu *net*, dégagé de tous frais de production. Le travail industriel ne donnait donc aucuns bénéfices, si ce n'est ceux des salaires qui sont indispensables à la vie des ouvriers; il devint par conséquent injuste d'imposer l'industrie, et les charges publiques durent forcément reposer toutes sur les terres.

Ces principes proclamés par l'école dite économiste, firent accorder une protection toute spéciale aux travaux des champs. La condition des paysans fut améliorée: on demanda l'abolition des corvées, la libre circulation des grains et la destruction des barrières provinciales; et, pour faciliter les échanges, on couvrit le pays de routes et de canaux.

L'industrie ne pouvant en aucune façon accroître la richesse des peuples, il devint peu important pour l'État que la fortune industrielle qui ne pouvait être atteinte par l'impôt restât soumise à des entraves.

Dès ce moment, on s'éleva contre le régime des corporations qui fut frappé de mort et la guerre aux douanes fut proclamée. On mit en système le laissez-faire et le laissez-passer, c'est-à-dire, la liberté absolue dans la production industrielle, et la liberté absolue dans la circulation, la vente et l'échange de tous les produits agricoles et manufacturiers. Principes admirables qui décrétaient la solidarité des nations et la fraternité de tous les peuples, obligés, par Dieu, de se rattacher entre eux par le lien tout-puissant des intérêts.

Turgot, homme de tête et de cœur, mit la main à l'œuvre.

La libre circulation des grains qui devait répandre une abondance moyenne dans tout le royaume, en prévenant l'encombrement d'un côté et la disette de l'autre, fut décrétée: il considéra les corvées comme un vol fait à la plus précieuse des libertés, c'est-à-dire, aux travaux des paysans qui donnent à vivre aux nations. L'ouvrier des villes fut délivré pendant trois mois de l'esclavage des corporations; il proposa également

d'établir sur la propriété l'impôt régularisé par le cadastre, la suppression des monastères et un système unique de poids et mesures pour tout le royaume.

Louis XVI abolit le droit de main-morte dans ses domaines seulement. Le serf ne pouvait disposer, sans la permission du seigneur, de sa personne et de ses biens, s'il allait vivre en lieu franc; son héritage appartenait au seigneur, de même que ce qu'il acquérait en pays étranger, en vertu du droit de suite.

Necker fit le premier compte-rendu des recettes et des dépenses de l'État, il fit la guerre aux places en supprimant le cumul et celles qui étaient inutiles, et il sut atteindre les bénéfices des fermiers généraux.

La Cour, effrayée de ses économies, le força à se retirer.

Sous Joly de Fleuri, d'Ormesson et Calonne, ce fut l'âge d'or de la Cour; on augmenta les impôts et les taxes, et tous les moyens furent mis en usage pour se procurer de l'argent.

Que faisait le peuple de France au milieu de tous ces désordres financiers? il se préparait à la grande lutte; les presses étaient clandestines, on ouvrit un premier club en 1782; les loges maçoniques étaient organisées en sociétés secrètes.

Calonne effrayé propose d'établir des assemblées provinciales pour répartir l'impôt sur les nobles, les prêtres et les bourgeois; de proclamer la liberté du commerce des grains et de revenir aux idées de Turgot.

La noblesse ne voulut jamais subir l'égalité de l'impôt et la diminution des tailles.

L'heure de la liberté de travailler et de produire va sonner pour la France; nous arrivons avec la révolution

de 1789 à la troisième période de l'histoire des travailleurs en France. Les rois et les seigneurs cesseront d'exploiter les travaux de l'industrie, l'aristocratie de naissance va disparaître pour faire place à la bourgeoisie qui, devenue aristocratie de l'argent, pèsera bientôt à son tour sur les travailleurs indnstriels, jusqu'à ce qne notre révolution de 1848 vienne associer les capitaux avec le travail des ouvriers.

§ III.

LIBERTÉ ILLIMITÉE DE TRAVAILLER.

Le peuple humilié. étouffé sous le poids des privilèges et des charges de toute espèce, se releva pour écraser ses oppresseurs. Ce fut un jour de représailles, de sang et de mort, marqué dans le livre de Dieu, jour à jamais fameux dans les annales de l'histoire. Les bourgeois et les travailleurs industriels, abreuvés de mépris et privés de tous les avantages sociaux, étaient seuls chargés de faire face aux besoins du gouvernement et aux caprices fastueux de toutes les aristocraties.

L'immortelle révolution de 89 mit un terme à tant d'injustices et à tant de malheurs; voici les améliorations qu'elle apporta dans la condition physique et morale des travailleurs. Gloire à nos pères qui ont fait de si grandes choses.

Les droits de l'homme et du citoyen sont proclamés. le niveau de l'égalité passe sur les droits et sur les charges. Déclarés égaux devant la loi les Français jouissent tous de la liberté individuelle et de la faculté de

travailler librement et du droit d'arriver à la propriété et aux emplois publics.

Dans la nuit à jamais mémorable du 4 août, les privilèges féodaux sont abolis et avec eux le droit d'aînesse, les substitutions et les majorats : institutions féodales dont le but était de centraliser les richesses et de rendre la propriété foncière inaliénable entre les mains des seigneurs. L'égalité dans les partages de succession qui s'oppose sans cesse au monopole des fortunes mobilières et immobilières en les nivelant est introduite dans nos lois.

Les biens de main-morte du clergé, devenu si riche et si puissant malgré son vœu de pauvreté et d'humilité, rentrèrent dans le commerce, et l'Etat se chargea de payer les prêtres.

La nation confisque les biens des nobles émigrés qui avaient mérité la mort en prenant les armes contre la patrie.

L'Europe entière se coalise contre les principes révolutionnaires de la France, qui décrétaient la liberté du genre humain, la propagande armée, la mort de tous les rois et de toutes les aristocraties. Pour faire face à tant de dangers, on eut besoin de grandes ressources financières; mais on n'eut pas le temps de vendre toutes les propriétés devenues nationales; le gouvernement fut alors obligé de les négocier. Le besoin pressant d'argent fit émettre des assignats dont la valeur fictive reposait sur les biens déclarés nationaux. Ceux qui prenaient ces asssignats pouvaient les convertir en propriétés, et ce papier-monnaie était brûlé à mesure qu'il rentrait au trésor. Le gouvernement s'était créé ainsi des ressources en s'ouvrant un moyen de

crédit qui n'était nullement illusoire, puisqu'il reposait sur des bases certaines. Mais voici ce qui advint : Tandis que d'un côté la peur empêchait les citoyens d'acheter, de l'autre, la situation de la France en péril obligeait d'émettre continuellement et par anticipation des valeurs en papier. Il vint un moment où les assignats, trop nombreux, ne se trouvant plus sans doute en rapport avec la richesse qu'ils représentaient, durent forcément être dépréciés. L'or se cacha, et le bruit courut que les nobles l'avaient tout emporté. On voulut alors maintenir l'harmonie entre la valeur des assignats et le prix de tous les objets, des propriétés comme des marchandises. On défendit l'emploi de l'argent, les assignats reçurent un cours forcé, et les marchandises furent soumises à la loi du maximum. Mais il arriva que les produits se dérobèrent d'eux-mêmes à la consommation générale, et désertèrent les marchés. Les peuples acquirent alors la certitude que la force et la violence ne peuvent, en aucune façon, ramener la confiance et la sécurité. Ces mesures violentes eurent pour effet de fermer les ateliers et de dérober les produits aux besoins des consommateurs. Il est inutile de parler du sort des travailleurs au sein de la tourmente révolutionnaire.

Toutes les mesures prises pour ramener la France dans la voie de la prospérité et du crédit, firent dire à Saint-Just que la loi était bonne, mais que les hommes ne valaient rien.

Après le maximum vinrent les réquisitions et les emprunts forcés, moyens violents, mais nécessaires, qui ont sauvé la patrie des mains des rois, des nobles, des prêtres et des étrangers, leurs complices.

Les secousses révolutionnaires eurent les plus heureux résultats. Le sol de la France étant passé presque en entier dans la classe bourgeoise, le peuple eut alors les avantages de la division de la propriété.

La révolution introduisit également d'utiles réformes dans l'assiette et dans la perception des impôts, qui furent placés sans distinction aucune sur toutes les propriétés. Déplorons ici que les préjugés funestes qui existaient encore à cette époque sur la véritable origine des richesses publiques aient fait méconnaître à la France l'établissement et la perception des impôts indirects; ces impôts auraient créé de bien grandes ressources à la nation et ils auraient évité, sans nul doute, toutes les mesures violentes que nous déplorons sans pouvoir les blâmer.

La révolution de 89 proclama le droit de travailler librement. Ce droit est le plus saint et le plus sacré de tous; il est écrit par Dieu dans la conscience de tous les hommes, et il n'appartenait qu'aux aristocrates et aux tyrans d'y porter une main sacrilége.

Elle a légué à l'avenir des devoirs bien glorieux. La destruction du paupérisme sur la terre et l'éducation publique, dettes nationales qui imposent à la France le devoir d'améliorer la condition physique et morale de tous les citoyens et notamment de ceux qui sont les plus nombreux et les plus pauvres.

La République de 1848, dont la mission est d'édifier et non de détruire, avancera dans les voies de progrès tracées par nos pères. L'éducation générale et professionnelle pour tous, la destruction du prolétariat, l'organisation du travail et le bonheur enfin le plus large et le plus complet des classes ouvrières sont devenus

pour nous des obligations sacrées ; tels sont les problèmes que les générations futures sont appelées à résoudre.

La liberté de produire accordée aux ouvriers augmenta bientôt la richesse nationale ; les taxes qui comprimaient l'essor industriel de la France furent, il est vrai, remplacées par les patentes ; mais il est bon de faire observer que ces derniers droits ne sont que la représentation de l'impôt qui doit frapper toute espèce de fortune et de revenus. De cette époque datent les brevets d'invention, précieuse conquête pour l'industrie.

Les douanes féodales furent entièrement supprimées. Durant tout le moyen-âge, elles avaient nui à la fabrication en élevant le prix des marchandises ; au commerce, en les empêchant de circuler ; et au bonheur de tous, en arrachant même les produits nationaux à la consommation de la France.

La nation devint puissante par l'unité, et le commerce mit à la portée de tous les citoyens les produits variés du sol et de l'industrie nationale.

Pourquoi les douanes furent-elles maintenues aux frontières ? Pourquoi furent-elles appelées à remplacer entre les nations les barrières féodales établies au moyen-âge entre les provinces ? Etait-ce pour plonger à leur tour l'industrie dans des crises incessantes ?

Cette inconséquence, fruit des erreurs du temps, pourrait trouver, peut-être, son excuse dans l'histoire de cette époque ; il nous serait plus difficile maintenant de comprendre pourquoi, de nos jours, des barrières aussi barbares que caduques s'opposent encore à l'émancipation du commerce.

La Convention nationale lutta avec des tarifs de prohibition contre l'Angleterre dont la puissance se trouve presque en entier placée dans le commerce extérieur. L'affreux paupérisme des travailleurs s'oppose chez cette nation à la consommation de ses produits manufacturés. Napoléon comprenant cette situation isola par le blocus continental l'Angleterre du commerce de l'Europe.

Les nations alliées de la France par les traités jouirent entre elles de la liberté commerciale, et malgré la crainte bien souvent illusoire des rivalités commerciales, l'industrie française qui pouvait écouler facilement les produits nationaux et recevoir en échange ceux des étrangers, fit des prodiges ; des fortunes nouvelles se levèrent comme par enchantement, et ce fut une heureuse époque pour la prospérité nationale.

Mais les douanes qui enrichissent les rois en jetant le trouble, les crises et la misère au sein des industriels, revinrent bientôt sur les pas de la sainte alliance, des tarifs protecteurs à l'excès monopolisèrent l'industrie qui devint, comme par le passé, engourdie et languissante, faute de rivalités et de débouchés ; l'Europe et l'humanité retrogradèrent vers les principes barbares du moyen-âge.

L'Angleterre en armant l'Europe contre la France avait épuisé toutes les ressources de ses finances en 1797 ; elle fit banqueroute. A la fin de l'Empire, elle se trouva avoir dépensé au service de la contre-révolution la somme énorme de 20 milliards. Sa dette s'éleva à 28 milliards en 1815, et en 1830 il restait encore 19 milliards de déficit. Les Anglais ajoutèrent à toutes ces dépenses l'établissement avantageux de la dette flot-

tante, qui enseigna aux gouvernements les moyens de dépenser par anticipation les ressources de l'année.

Tant de sacrifices joints à la trahison des généraux enrichis de Bonaparte imposèrent à la France une royauté établie par les bayonnettes étrangères; les Bourbons arrivèrent néanmoins très humblement avec un programme à la main, et l'Angleterre de son côté, resta avec une dette qu'elle n'a jamais pu éteindre et qui dévore encore ses finances.

Deux nouvelles puissances industrielles venaient de recevoir chez les Anglais une heureuse application: la machine à vapeur et la mécanique à filer allaient élever au plus haut degré la prospérité et la puissance de cette nation.

SCIENCE ÉCONOMIQUE.

Que fait donc la science de la production des richesses au milieu du fracas des révolutions; elle marche vers la solution des problèmes sociaux.

J. B. Say enseigne le véritable rôle que jouent dans la production des denrées et la fabrication des marchandises le travail, le talent, les capitaux et la nature elle-même.

La paix universelle rêvée par la belle intelligence de Bernardin de Saint-Pierre n'est plus une utopie; les avantages que doit procurer la liberté des échanges sont démontrés, et le dogme sublime de la fraternité des peuples prêché par la morale et sanctionné par la loi immuable des intérêts généraux, devient le but réel de l'humanité.

L'or cesse d'être considéré comme une valeur réelle; le commerce libre, avantageux pour tous les peuples, n'est plus qu'un échange de produits, un peuple ne pouvant vendre sans acheter et réciproquement; toutes les nations deviennent solidaires sous le rapport des intérêts; et cette solidarité amène à dire que l'appauvrissement d'une nation par suite d'une mauvaise récolte ou d'une crise commerciale, l'empêchant d'acheter ou de vendre, devient nuisible aux autres nations, tandis que la richesse et la prospérité d'un peuple sont un avantage réel pour ce peuple et pour l'humanité tout entière.

Ce principe simplifié acquiert encore plus d'évidence. La grêle vient détruire les produits agricoles d'un ou de plusieurs départements, tous les autres s'en ressentent; la ruine d'une industrie amène le désordre et quelquefois la chute d'autres industries, et les crises commerciales d'une ville affectent d'autres villes et la France entière.

Ces idées nous conduisent à quelques conséquences.

Une nation doit être considérée comme un corps organisé. Chez les êtres animés, la douleur d'un membre affecte le corps tout entier qui tend toujours à se débarrasser de la souffrance; on est, au contraire, porté à s'approprier les sensations de plaisir qui circulent à l'aise dans toutes les organisations sensibles. Ce raisonnement, qui conduit chaque homme au bonheur, doit forcément s'appliquer à un peuple qui n'est qu'une réunion de mêmes êtres, ne formant qu'un corps, et à l'humanité qui est l'assemblage de tous les peuples.

Qu'est-ce donc que rendre un peuple heureux? C'est

le faire avancer dans le progrès, c'est donner satisfaction à tous les citoyens sous le rapport physique et moral.

Toutes les nations en particulier sont donc destinées à soulager de plus en plus les besoins et les douleurs des pauvres et des malheureux, et tous les hommes et tous les peuples sont solidaires dans la bonne comme dans la mauvaise fortune.

Adam Smith, en Angleterre, avait déjà fait connaître la théorie des banques et signalé les avantages de la division du travail, et de la concurrence qui devait léguer à ce pays son affreux paupérisme.

Il avait expliqué les véritables sources de la production, et rendu au travail son importance toujours méconnue; il prouva que là était la source unique de la richesse des particuliers et de l'Etat; qu'en s'exerçant sur la terre le travail créait les diverses productions agricoles; qu'il convertissait, à l'aide de l'industrie, les matières premières en marchandises, et qu'enfin il opérait encore l'échange, la vente et la circulation des produits. Avec de pareilles idées, la base de l'impôt devait reposer aussi bien sur l'industrie que sur l'agriculture. Une nation grandit donc à raison du travail journalier et de ses économies. Le travail des hommes aidé de celui des machines étant indéfini en puissance et en activité, la richesse des peuples se trouve également soumise à la loi divine et sans bornes du progrès.

Ricardo, presque aussi célèbre que Smith, prouva plus tard que l'argent et le papier étaient des valeurs égales, puisqu'elles étaient toutes deux des valeurs de convention. Il reconnut tous les avantages du crédit mais il signala les dangers d'une trop grande émission

de papier-monnaie qui constituait un abus de crédit; il prouva que le papier émis avec trop de profusion sur les marchés nationaux passait du cours forcé à la dépréciation, mais que cet inconvénient n'avait pas lieu pour l'or qui était une valeur reconnue sur toute la surface du globe. Principe qui pourrait s'appliquer au papier reconnu par tous les peuples.

C'est Ricardo qui imagina un système de banque dont les billets seraient garantis par des dépôts en lingots d'or qui n'auraient pas l'inconvénient de s'user en circulation. J. Mill, Torrens et Mac Culloch furent les disciples de Ricardo; leurs principes forment l'école anglaise qui a reçu chez ce peuple une si désastreuse application.

Ces auteurs semblent considérer la production des richesses, et leur accumulation en quelques mains seulement, comme le dernier terme de la civilisation humaine; ils ont méconnu les lois de Dieu et les préceptes de la morale; ils ont oublié que le bonheur, véritable but de l'humanité sur la terre, ne peut exister sans une répartition plus ou moins égale de la fortune, qui seule peut procurer aux membres d'une nation les moyens de consommer et de se rendre heureux.

Entrainés par ces faux systèmes, les riches anglais sont sans pitié pour les classes laborieuses; pour ces aristocrates, les ouvriers sont des machines insensibles qui ne doivent compter dans la civilisation que sous le rapport de la formation des richesses. En Angleterre, les ouvriers, machines de l'industrie, fonctionnent à bon marché pour concentrer en quelques mains la fortune publique. L'aristocratie dorée ferme l'oreille aux émeutes de la faim; les travailleurs s'assemblent et

crieut; mais, abrutis par le travail, ils se dissipent toujours devant la baguette du constable.

Les démocrates de la France doivent faire alliance avec les travailleurs anglais contre les riches qui les oppriment. Ce peuple, qui a violé les lois divines du progrès et du bonheur pour tous, est destiné aux orages révolutionnaires les plus terribles ; il attend l'heure de la justice et de la vengeance.

La vérité, qui ne peut s'éteindre, trouva des défenseurs an sein de l'Angleterre ; le ministre Huckisson, voulut réaliser la liberté du commerce: Henri Parnell prêcha la réduction des taxes et la réforme des finances ; Wade fit entendre une voix généreuse en faveur des classes ouvrières ; il s'occupa des salaires, voulut extirper le paupérisme , et demanda l'abolition de l'infâme loi des céréales.

Quelle différence avec notre école !!! Il appartenait à la France sociale et sympathique de proclamer les véritables lois du bonheur et du progrès des nations.

Il est inutile d'entrer dans tous les systèmes des économistes français.

Sismondi, frappé des conséquences qu'entraînait en Angleterre l'organisation des grandes industries, s'éleva contre leurs abus , mais il n'eut pas le courage de proposer des réformes ; il déplora, avec une noble philanthropie, la misère des ouvriers anglais livrés sans défense aux aristocraties industrielles. Il flétrit la concurrence , qui , d'après lui, amenait toujours la baisse des salaires, la ruine des industries rivales, et la falsification des produits. Il déplora le système des banques toujours meurtrier pour les travailleurs, en ce que l'argent

et le crédit fournissent le moyen d'établir des machines dont l'emploi enlève le travail aux ouvriers.

Rien n'est réglé, dit cet auteur, dans la production, et toute l'habileté du commerce et de l'industrie consiste à produire et à vendre à bon marché. Aussi arrive-t-il bien souvent que l'abondance des marchandises dépasse les besoins de la consommation. Il y a encombrement dans les fabriques faute de débouchés à l'extérieur, et alors arrivent les crises commerciales qui suspendent le travail; les ouvriers obligés de vivre au jour le jour, leur existence n'est nullement garantie; la nécessité du lendemain les livre sans défense aux capitalistes; et quand quelques désordres troublent le commerce et la fabrication, c'est encore sur les ouvriers que retombent les plus grands malheurs.

Il y a là exagération dans les critiques. La concurrence est l'ame de l'industrie, elle donne la vie et le mouvement à tout ce qu'elle touche; elle active les forces, elle arrache les capitaux à l'oisiveté et pousse les intelligences à découvrir sans cesse des procédés plus simples et moins coûteux. Enfin, l'industrie qui fabrique mieux ou à plus bas prix, sert le bonheur humain en livrant à la consommation générale des produits plus abondants, et par suite à meilleur marché.

Les banques organisent le crédit, doublent les forces des producteurs et fournissent un aliment au génie. Au lieu de les détruire il faut les multiplier, les étendre, et les mettre à la portée des classes travailleuses.

Les machines font la gloire de l'esprit humain, elles épargnent les bras et produisent plus vite et plus abondamment; elles filent et tissent mieux que les ouvriers;

c'est à elles que les nations modernes sont le plus redevables de leurs richesses et de leur puissance ; vouloir détruire les machines serait donc une grave erreur, et un mal irréparable.

La grande industrie qui distribue la richesse d'un côté et qui établit la misère de l'autre, est un fléau ; et nous croyons que les malheurs des ouvriers proviennent de ce que l'industrie, mal organisée, tend sans cesse à concentrer les richesses ; le moyen de lutter contre le mal signalé, n'est pas de détruire la concurrence, les banques et les machines ; il faut au contraire respecter la concurrence et mettre le travail industriel en rapport et en harmonie avec les grands éléments de la production, avec les banques et les machines. Il faut enfin appeler les travailleurs à la propriété de l'industrie.

Une autre plaie des nations modernes, le paupérisme, est également étalée aux yeux des riches ; depuis l'origine des sociétés il existe des pauvres et des mendiants, et les religions ont été impuissantes à détruire la mendicité ; les catholiques même semblent avoir augmenté le nombre des pauvres partout où ils ont régné par leurs doctrines. Il appartenait aux philanthropes et aux démocrates d'extirper la mendicité ; chaque commune doit nourrir ses pauvres. On pourrait ajouter aux mesures aussi énergiques qu'utiles qui ont été employées par les cités pour organiser d'une manière intelligente les secours à distribuer et dont le but est de soulager l'indigence sans encourager la paresse ; des hospices environnés de jardins et d'ateliers où travailleraient les pauvres selon leur âge, leurs forces et eu égard à leurs infirmités. Ce serait aider, il nous semble, à résoudre

une question qu'il ne nous appartient pas d'examiner aujourd'hui.

Villeneuve Bargemont propose les moyens suivants pour éteindre le prolétariat :

Une éducation morale et industrielle donnée gratuitement dans les communes ;

Des caisses d'épargne et de prévoyance, des associations de charité, capables de fournir aux ouvriers un pécule industriel pour leurs vieux jours ;

L'institution des corporations qui favoriseraient le désir de s'associer.

Droz prouve que le bonheur d'un peuple consiste dans la production et dans la distribution de la richesse nationale ; et il établit que l'Angleterre, où la répartition est moins égale, procure moins de bonheur à ses habitants, que la France qui est moins riche et moins peuplée.

Enfin, A. Comte et Dunoyer accusent les classes travailleuses d'une insouciance coupable pour tout ce qui pourrait servir à l'amélioration de leur condition physique et morale.

La comparaison que nous avons établie entre les systèmes économiques nous a donné des résultats bien différents.

L'Angleterre est, toutes proportions gardées, deux fois plus riche que la France ; ses moyens de production consistent : en ouvriers industriels qui forment les deux tiers de la population, tandis que nous n'avons qu'un tiers d'habitants occupés à l'industrie ; en chevaux, en machines, dont les forces sont deux fois plus grandes, et en une masse énorme de capitaux engagés dans l'agriculture et l'industrie.

Ces richesses permettraient aux habitants d'avoir tous leur existence heureuse et assurée, si une répartition plus équitable de la fortune allait répandre l'aisance et le bien-être sur les travailleurs. La France moins riche est bien plus heureuse.

BALANCE DU COMMERCE.

Nous allons maintenant nous efforcer de combattre une erreur que nous avons déjà signalée, et qui conserve des racines profondes dans le passé, nous voulons parler de la balance du commerce. Les statistiques publiées tous les ans par le gouvernement établissent que notre commerce international importe plus en France de produits étrangers qu'il n'exporte de nos produits. Il est inutile de citer les chiffres.

La France importe plus qu'elle n'exporte, achète plus qu'elle ne vend, et cependant la nation ne se ruine pas. La prospérité de l'agriculture et de l'industrie est au contraire toujours croissante. Tout le monde sait aujourd'hui que la France est plus riche que par le passé; que les ouvriers industriels mieux logés, mieux vêtus, mieux nourris et plus instruits, ont une part plus grande à la richesse nationale.

Les anciennes théories de la balance du commerce reposaient sur des principes erronés. Elles consistaient à ne rien acheter aux peuples voisins et à leur vendre beaucoup. D'après ces idées, un peuple ne pouvait s'enrichir qu'en ruinant les autres peuples. L'or était considéré comme le principal élément de la richesse; il s'agissait pour devenir riche d'empêcher l'or de sortir,

et des tarifs de prohibition écartaient les denrées et les marchandises étrangères des marchés nationaux, afin que l'or de la nation ne fût pas employé à les acheter.

L'erreur de ce système était de considérer l'argent comme étant le seul capital d'un peuple, tandis qu'il n'est que la représentation des capitaux réels. La véritable richesse d'une nation consiste seulement dans la valeur des objets échangeables. La France fait subir à l'aide de son industrie et de son commerce aux produits apportés de l'étranger des transformations qui augmentent leur valeur et par suite la richesse nationale. Cent millions, par exemple, de matières premières reçues de l'étranger auront doublé de valeur en passant dans nos manufactures, et c'est ainsi que la France, après avoir acheté à la fin d'une année plus qu'elle n'a vendu, se trouvera néanmoins plus riche, les objets importés ayant reçu un surcroît de valeur à l'aide du travail ou du commerce.

Si tout ce qui est importé en France se trouvait à l'instant même consommé, il serait, dans ce cas, vrai de dire que la nation marche à sa ruine ; mais loin de consommer tout ce que produit sa terre, et tout ce qui sort de ses ateliers, la France accumule sans cesse des richesses qui sont le fruit de ses économies : et voilà pourquoi des documents incontestables établissent une prospérité toujours croissante.

L'histoire nous montre même l'industrie nationale s'avançant libre et fière à travers bien des orages, sans suspendre ses marteaux et sans cesser de grandir.

Les guerres de l'empire ont moissonné un million de travailleurs, les invasions ont ravagé une grande par-

tie du territoire, détruit des maisons, des ateliers, des marchandises et coûté plus de quinze cents millions. La *sainte alliance*, à qui nous devons toutes nos hontes et tous nos malheurs, nous imposa, d'accord avec la race des Bourbons, le tribut de deux milliards. Ajoutez à ces fléaux l'indemnité des émigrés, et le déshonneur de solder pendant cinq ans deux cent mille bayonnettes étrangères sur lesquelles reposait la royauté.

La France industrieuse et agricole fit face à tous ses désastres, et vit croître encore la fortune publique.

UN MOT SUR L'INDUSTRIE DE LA FRANCE.

Nos investigations sur les travailleurs industriels nous amènent tout naturellement à jeter un regard sur l'industrie actuelle de la France.

Depuis Colbert, qui introduisit les premières fabriques d'étoffes croisées en laine, l'industrie française a bien grandi sous ce rapport. La France produit assez de laines mérinos d'une qualité moyenne, elle manque de laines fines pour la belle draperie de Sédan et de Louviers, et les emprnnte à l'Allemagne. Elle manque également de laines grosses et longues, propres à la fabrication des alépines, des tapis, de la bonnetterie, de la passementerie, et de tissus ras de Reims, Amiens et Roubaix. Nous les tirons de l'Angleterre et de la Hollande. Le climat brumeux des Anglais, favorable aux beaux fourrages, seconde également la production des grandes races de moutons. Les races petites de l'Espagne et de la France, qui donnent de la laine fine et délicate, ne peuvent venir que sur des terrains légers.

La France, dont les productions fourragères sont si variées, devrait faire des efforts pour avoir les races qui lui manquent. Les chèvres du Thibet et du Cachemire, introduites par Ternaux, sont d'un grand secours pour notre industrie.

La production des laines, des draps, des cachemires et des étoffes de tout genre, s'est considérablement accrue depuis quelques années, le bon marché s'en est suivi, et la consommation a augmenté. Depuis que les tarifs de prohibition ont fermé la porte aux matières premières, afin de protéger notre agricultore sous le rapport de cette production, nos industriels se sont endormis à l'abri de ces tarifs. L'industrie étrangère a dépassé la nôtre, et nos exportations sur les draps ont diminué de moitié.. . . . .

. . . .

L'Amérique, qui a jeté dans le commerce des nations des produits aussi utiles que variés, rendra toujours l Europe tributaire de ses cotons; la plante qui les produit est et restera particulière au sol et au climat de ces contrées lointaines. L'industrie cotonnière s'est accrue en France dans des proportions gigantesques. Le coton se plie à toutes les exigences industrielles, il se mélange à toutes les autres matières; il sert à fabriquer les tissus les plus légers et les plus vaporeux, comme les gazes, les dentelles et les papiers, et les plus forts et les plus grossiers, comme par exemple les toiles à voiles. . . . .

. . . .

Apportée de l'Orient en Europe, protégée par Charlemagne, Saint-Louis, François 1er et Henri IV, qui faillit se brouiller à son sujet avec l'agriculteur Sully,

la soie est devenue un produit privilégié de notre sol. Le ver à soie est naturalisé chez nous, et nous possédons jusqu'aux espèces de la Chine. Nulle part le mûrier ne semble se plaire plus qu'en France, et l'Angleterre, malgré tous les efforts, n'a jamais pu l'acclimater sous son ciel gris et brumeux. La France possède en Europe le monopole de ce riche produit, et des tissus qu'elle sait si bien plier à tous les besoins, à tous les goûts et au luxe de tous les caprices. Aucune nation ne peut entrer en rivalité avec la nôtre pour les soieries. C'est un monopole que nous devons conserver et même agrandir. Nous fabriquons les crêpes de Chine aussi bien que les Chinois, et, à deux mille lieues de distance, nous rivalisons avec avantage les tapis de Perse et de Turquie, et nous l'emportons même par le choix et par la nouveauté des dessins. . . . . . .

. . . .

La France fabrique des fers aussi bons que ceux d'Angleterre, et ne reconnaît comme supérieurs aux siens que ceux de la Suède et de la Russie. Notre fabrication a plus que doublé depuis 1815, et cependant elle est encore fort au-dessous des besoins généraux. Les maîtres de forge protégés par d'indignes tarifs fabriquent trop peu et cher. Il faut le répéter ici, Dieu en donnant des productions particulières à chaque nation, n'a pas voulu que les hommes vécussent indépendants et séparés les uns des autres ; il les a contraints à se rapprocher par les échanges et par la loi des intérêts ; il a proclamé ainsi la fraternité humaine.

La nation anglaise est assise sur des mines de houille et de fer, productions naturelles du sol.

Jamais la France, avec l'état actuel de la science sur

la combustion et sur la fonte du minerai, ne pourra lutter contre l'Angleterre pour la production du fer. Chez nous, le minerai est plus rare et la houille surtout est presque toujours très éloignée de la matière première. Ces inconvénients, qui n'existent pas en Angleterre, donnent au fer un prix de revient beaucoup plus élevé.

Au nom de la consommation générale qui sera toujours pour nous la première de toutes les considérations politiques, au nom des intérêts bien entendus du commerce des nations et de la solidarité des peuples, nous demandons l'anéantissement des douanes, ou l'abaissement gradué des tarifs, pour réveiller le génie de nos producteurs et les marteaux de nos forges.

Le fer est l'âme de l'industrie ; il se plie à toutes les exigences, et il est partout ; il subit mille transformations, et son usage est appliqué aux besoins les plus variés. C'est lui qui, dans les mécaniques et les machines, fonctionne plus vite et mieux que des millions de bras ; c'est lui qui exécute des travaux qui échappent à la force des hommes et à la délicatesse des doigts de nos plus habiles ouvrières. Une machine file, tisse, imprime, exerce plusieurs métiers, et ne se repose jamais.

Empecher le fer de pénétrer en France et d'être à bon marché, c'est comprimer, c'est étouffer l'essor de nos manufactures. Car c'est à la puissance du fer que les Anglais doivent de tenir le sceptre de l'industrie parmi les nations.

On objectera qu'il faut, en cas de guerre, pouvoir se passer de tous les peuples voisins, et que les droits d'entrée sur les fers sont utiles au fisc.

A cela nous répondrons : que des tarifs placés sur des

produits qui sont la vie ou la mort des manufactures doivent plutôt être supprimés que maintenus; et que, d'un autre côté, un abaissement gradué augmentant la consommation et par suite la masse des importations, rendrait probablement autant en droits d'entrée.

Quant à la guerre, nous pensons qu'un peuple n'a jamais été en hostilité avec tous les autres peuples, et que d'ailleurs rien n'enlèverait à la France ses matières premières, qui, dans un moment donné, pourraient être bientôt converties en fer. L'esprit de spontanéité et d'invention qui distingue la France est un sûr garant de ce que nous osons dire en sa faveur.

La destruction des douanes et la liberté du commerce ont, au contraire, pour effet immédiat d'empêcher la guerre et de la rendre même impossible. Les peuples liés d'intérêts ne se battront pas, dans la crainte de compromettre ce qu'ils ont de plus cher.

On n'osera pas dire que la guerre est encore civilisatrice, le drapeau de la France plane aujourd'hui sur toute l'Europe, nous assistons l'arme au bras au fracas de tous les trônes et au triomphe de nos principes. Les rois s'en vont, et partout des républiques vont se lever jeunes, fortes et radieuses comme les étoiles. Les temps sont peut-être venus où la guerre doit disparaître à tout jamais. Les anciennes aristocraties vivaient de guerres et de combats, et la civilisation moderne n'en a plus besoin. La plume a remplacé l'épée. Les voies rapides de communication ont détruit les distances et rapproché tous les peuples; la vie circule plus rapide et plus active dans toutes les nations qui tendent à ne former qu'un grand corps politique. La pensée court portée même sur les ailes de la foudre, et la

presse, ce grand levier du progrès, a vaincu la puissance des sabres et des canons. . . . .

. . . .

La France l'emporte sur tous les autres peuples de la terre pour la fabrication des objets d'art et de luxe. Nous sommes les arbitres souverains du bon goût; nulle part on ne fabrique avec plus d'élégance les meubles, les décors d'appartement, les objets d'orfèvrerie et de toilette. Nos dessins pour les étoffes sont partout copiés, et la mode française va dicter chez tous les peuples ses lois en véritable souveraine.

Nos porcelaines sont supérieures à toutes celles de l'Europe, nos faïences moins solides qu'en Angleterre sont plus jolies et mieux décorées, et nos cristaux mieux taillés se donnent à plus bas prix. Nous luttons avec les industriels anglais pour les aciers et les fers blancs, nous laminons avec autant de perfection, nous avons su donner au papier des grandeurs indéfinies, la lithographie et la typographie sont en progrès, nos instruments de mathématiques sont partout recherchés pour leur beauté et pour leur précision, et nos montres rivalisent avec celles de la Suisse. . . . .

. . . .

Depuis Lavoisier la chimie a fait en France des progrès immenses, et son alliance avec les arts a rendu les plus grands services à l'industrie. Elle a enseigné à colorer les tissus, les fils et les bois; l'indigo a été remplacé par le bleu de Prusse, et la garance a été utilisée pour les habillements militaires... Nous cessons d'être tributaires des nations voisines pour les limes, les faulx et les scies, et notre coutellerie enfin a atteint la perfection des fabriques de l'Allemagne et de l'Angleterre.

MACHINES.

Parlons de l'influence des machines sur l'industrie, et des récriminations sérieuses qu'elles ont arraché à la classe si intéressante des travailleurs.

L'influence des machines est immense ; leur but est de remplacer les bras et d'accroître les richesses des peuples. L'ouvrier des sociétés démocratiques modernes doit être considéré comme un instrument animé, destiné à fonctionner jusqu'à ce que l'intelligence humaine, qui est toujours en travail, lui ait substitué un instrument inanimé.

Elles ont apporté à l'industrie des nations un surcroît immense de forces productives. Ce sont des bras-géants qui unissent la délicatesse à la force. Des marchandises de tout genre fabriquées en plus grande quantité et à plus bas prix ont inondé tous les marchés. La consommation s'est accrue avec l'abondance, et le bonheur qui les accompagne s'est répandu sur tous les peuples.

Les machines qui exécutent les plus rudes travaux des nations, fonctionnent pour les ouvriers et peuvent leur permettre de se reposer et de s'instruire. Ce sont autant de victoires remportées sur la nature inerte par le génie de l'homme qui a imprimé à la matière le mouvement et la vie.

C'est à la machine à filer et aux applications de la vapeur que l'industrie moderne est redevable de ses prodigieux progrès.

Il est facile de se rendre compte des avantages que nous venons de signaler. Chaque machine à filer, par exemple, fait le travail quotidien de plus de deux cents

fileurs ou fileuses. L'art de la mécanique a envahi tous les ateliers, et les machines qui fonctionnent en France pour filer le lin, le chanvre, le coton, la laine et la soie, et pour tisser les diverses étoffes, produisent beaucoup plus que ne feraient ensemble plusieurs millions de travailleurs industriels.

Tel est le secret de la richesse, du bonheur et du progrès des nations modernes.

Les machines ont eu leur mauvais côté, elles ont fait aux ouvriers une guerre affreuse, et leur introduction dans l'industrie a été opérée avec une imprévoyance aussi coupable que barbare. Les fabricants ont été sans pitié pour leurs ouvriers; ils les ont chassés de leurs métiers, et les ont jetés sans travail et sans pain dans les rues de nos cités manufacturières. Le gouvernement lui-même n'a pas songé à s'enquérir du sort des ouvriers pour les soulager dans leurs misères, et leur procurer du travail. Les réformes et les transitions n'ont donc jamais été ménagées par l'Etat et les particuliers. Et cependant, qui pourrait, sans être ému, comprendre les souffrances des malheureux, qui perdaient tout d'un coup leurs états si péniblement appris!! Que de douleurs et d'angoisses pour eux et pour leurs familles!! Que de temps et de persévérance ne leur a-t-il pas fallu pour se livrer à des occupations nouvelles!!! Comment s'étonner après cela des désordres et des émeutes qui ont ensanglanté nos villes manufacturières, et du désespoir qui a porté nos ouvriers à briser les machines qui leur avaient ravi le travail et le pain.

Mais il est écrit que tout ce qui est utile et vrai ne

peut nuire longtemps à l'humanité. Les ouvriers d'aujourd'hui comprennent l'importance des machines, et savent en calculer tous les services. Ils savent qu'elles exécutent tout ce qu'il y a de plus pénible dans la fabrication des marchandises ; et que loin de supprimer le travail, elles en donnent souvent aux ouvriers. C'est ainsi que l'imprimerie occupe, de nos jours, vingt fois plus d'imprimeurs que l'écriture, ancien temps, n'occupait de copistes.

Si l'on brisait les machines à filer et à tisser, les forges, les usines, les presses et les moulins, la France et l'humanité se trouveraient tout-à-coup plongées dans la misère, le malheur et la barbarie des temps antiques.

Voyez la preuve de la puissance des machines construites à meilleur marché par le fer des Anglais. La France produit du lin et du chanvre, nos toiles sont très-belles, et Saint-Quentin rivalise la Saxe et la Silésie. L'Angleterre, à cause du mode de culture fourragère introduit sur son sol, manque presque entièrement de ces produits, et cependant les Anglais viennent chercher chez nous nos chanvres et nos lins, pour nous les revendre, ensuite, tout filés ; et malgré les doubles frais de transport, il est impossible à nos filatures de soutenir cette concurrence étrangère. Les fils anglais couvrent aujourd'hui nos marchés.

L'Angleterre ne récolte pas le coton ; elle le tire, comme nous, des États-Unis ; et, après l'avoir filé et tissé, elle va le revendre aux lieux qui l'ont produit. C'est ce qui faisait dire aux économistes que l'Angleterre avait fait remonter un fleuve vers sa source.

PUISSANCE INDUSTRIELLE DES ANGLAIS.

Quel est donc le secret de la puissance industrielle et de la richesse des Anglais ?

La prospérité de leur agriculture date du blocus continental qui fit tourner les capitaux vers la culture des terres; et leur fortune industrielle provient d'un grand déploiement de forces productives à l'aide de capitaux fictifs qui organisèrent le crédit sur une large échelle. L'émission disproportionnée du papier monnaie aurait jeté la perturbation et le désordre dans les rangs de toutes les industries, sans une solidarité nationale qui exista entre les fabricants et les industriels, et qui, quoi qu'on en dise, sut éviter une grande crise commerciale à l'aide d'une abnégation courageuse.

Tout le patriotisme anglais se borne à l'union des puissants ligués entre eux pour produire beaucoup, entasser d'immenses richesses, sans s'occuper du sort des ouvriers qui meurent de faim. Cette union n'est cimentée que par un égoïsme froid et barbare.

L'industrie anglaise appartient à quelques industriels et à quelques capitalistes seulement. La propriété est concentrée en quelques mains et se transmet par droit d'aînesse; douze à quinze cents familles possèdent la moitié du sol, huit à neuf mille le sol entier; et les dix-neuf milliards de dettes de l'État sont inscrits sous le nom de moins de cinq mille personnes. Les machines qui fabriquent à bon marché et qui donnent le moyen d'accroître la production d'une manière illimitée, l'ensemble des lois, tout enfin, a concouru en Angleterre au but que les aristocrates industriels et agricoles s'étaient

proposé; c'est-à-dire : organiser une lutte universelle et faire concurrence à l'industrie et au commerce du globe.

Ils ont surexcité, par tous les moyens possibles, la production nationale : primes, expositions des produits agricoles et manufacturés, rien n'a été négligé. Les bâtiments et les bateaux à vapeur ont parcouru toutes les mers, et sont revenus chargés de matières premières prises chez tous les peuples et surtout dans leurs colonies. Les chemins de fer et les canaux ont facilité partout les moyens de transport et les débouchés. L'industrie dégagée chez eux de tout impôt a pu grandir sans entraves : toutes les charges de l'État ont été placées sur la consommation : les matières premières n'ont supporté aucun droit d'entrée.

Avec une pareille organisation, les ouvriers ont vu leurs salaires baisser tous les jours. Il fallait produire beaucoup et à bas prix; et, par l'économie apportée dans la fabrication, vendre les produits fabriqués dans les pays mêmes qui leur avaient fourni les matières premières. Les machines s'élevèrent en si grand nombre que Sismondi a dit : Que le roi des Anglais assis sur son trône, pourrait, bientôt, à l'aide d'une simple manivelle, mettre en activité toutes les forces industrielles du royaume.

La production dégagée de toute entrave s'est considérablement accrue; la richesse s'étant concentrée de plus en plus, la pauvreté du peuple a réduit presque à rien la consommation intérieure de cette nation qui tient sa prospérité et ses richesses de son commerce avec les peuples voisins. Les droits établis sur la consommation ou les impôts indirects ont formé presque en

entier le budget national; par suite de ces mesures financières les objets de première nécessité ont augmenté de prix; et d'un autre côté la concurrence mettant chaque jour au rabais les salaires des ouvriers, la misère des travailleurs est devenue affreuse.

C'est ainsi que s'est élevée la puissance industrielle de l'Angleterre. A mesure que les seigneurs anglais deviennent plus riches ils abaissent les travailleurs qu'ils attachent plus fortement encore à la glèbe de l'industrie. L'organisation elle-même du travail oppose des barrières insurmontables à la diffusion des richesses et condamne les ouvriers anglais à une misère éternelle.

Que nous font à nous républicains tous les trésors de l'Angleterre! Ce que nous désirons c'est l'égalité, c'est le bonheur pour tous et non le bonheur pour quelques-uns à l'aide du malheur de tous. La richesse d'un peuple ne nous paraît précieuse qu'à la condition seule qu'elle sera partagée surtout par ceux qui la produisent. Oui nous environnons de toute notre tendresse et de toute notre sollicitude, oui nous portons dans tre cœur les pauvres et les ouvriers; ils souffrent, et leur misère nous attriste et blesse en nous les sentiments les plus purs. Et c'est pour cela que nous demandons en France et à l'étranger justice pour ceux qui n'ont jamais connu dans les sociétés humaines que les peines sans les jouissances, que les charges sans les droits; pour ceux qui produisent tout sans rien consommer, et qui boivent leurs larmes sans avoir le courage de sourire à la vie.

Républicains, il est pour la France une fortune que nous plaçons au-dessus des richesses de tous les peu-

ples : ce sont nos idées, nos sentiments, nos lois, nos principes de philosophie, de morale et de philanthropie; c'est notre science politique toute dévouée aux intérêts des travailleurs, à la répartition de la richesse publique, à l'éducation commune; c'est notre jeune République s'avançant libre et fière pour fonder le règne de la raison et de la démocratie. Voilà des biens infiniment plus précieux, infiniment plus utiles; ils forment le capital moral de la France.

Ouvriers français, qui êtes encore placés sur le cratère béant d'une révolution démocratique, espérez pour vos frères d'Angleterre ! Disons, avec Mme Staël, que l'ordre ne tient dans cette nation qu'à la patience des classes laborieuses. Les temps sont peut-être venus où le peuple anglais malheureux, exploité, couvert de chaînes, recevra des mains de Dieu la balance qui doit peser l'or et les richesses des grands du royaume avec les privations et les tortures des pauvres et des ouvriers. Et plaise au Dieu de justice et de bonté, qu'au milieu de cette révolution qui est imminente et qui sera terrible, la tête des riches anglais ne soit pas broyée dans les engrenages des machines de l'industrie.

Les ouvriers doués de ce bon sens qui a fait dire que la voix du peuple est la voix de Dieu, comprennent aujourd'hui la mission et l'importance des machines, et ils demandent seulement aux fabricants et à la République qu'on s'empresse de procurer de l'ouvrage aux bras que les mécaniques chassent des ateliers avec autant de brusquerie que d'inhumanité.

Nous avons vu la France grandir en richesse et en puissance sous l'influence heureuse de la liberté du travail; c'est à la République et à son avenir que nous

confions la plus précieuse de toutes nos conquêtes. La liberté du travail est le fruit de plusieurs siècles de luttes, de sang versé et de révolutions; elle a brisé les fers des esclaves et les entraves des corporations. La liberté doit être chère à tous; c'est la fée des temps modernes, c'est aussi la fée de l'industrie et des travailleurs, une fée que tout le monde doit adorer et bénir, car elle a le pouvoir de convertir en or tout ce qu'elle touche.

CONSIDÉRATIONS SUR L'AVENIR DE L'INDUSTRIE.

Les travailleurs industriels ont encore d'autres victoires à remporter :

La liberté marche à travers les siècles en donnant la main à la propriété; elle en est la conséquence et le complément : l'une est le droit, et l'autre est le fait ou la réalisation du droit. Pas de liberté sans propriété, unies ensemble elles constituent dans son entier la véritable indépendance. La révolution de 1848, qui apporte à tous les citoyens de grandes libértés, doit appeler également les ouvriers à la propriété industrielle ; c'est là son caractère et sa mission. La question du siècle n'est donc pas dans la destruction de la propriété ; le problème à résoudre consiste, au contraire, à trouver les moyens de détruire le prolétariat tout en respectant le bien d'autrui, et d'appeler les travailleurs industriéls à la propriété de l'industrie.

La liberté de travailler et de produire est encore incomplète; elle attend des réformes que le progrès ne manquera pas d'introduire. L'industrie, sans limites,

sans surveillance et sans direction, est à nos yeux une des causes principales des malheurs qui ne viennent que trop souvent assaillir les ouvriers. La faculté aveugle et absolue de fabriquer, associée à un régime de douanes qui ferme les débouchés, est pour nous également une contradiction flagrante et un préjugé des plus funestes, qui doit disparaître.

Un gouvernement qui décrète l'esclavage du commerce et l'isolement d'une nation en l'entourant d'une ceinture de douanes, devrait forcément diriger et même comprimer quelquefois son industrie. Produire au hasard et outre mesure c'est dépasser bien souvent les besoins de la consommation et créer la misère des ouvriers au milieu d'un surcroît de richesses. Nous avons vu bien souvent l'engorgement des produits, arriver faute de débouchés à l'étranger, surcharger les marchés de la France de marchandises dépréciées par leur abondance ; et alors les fabricants se ruinent, les fabriques s'arrêtent et les ouvriers qui vivent de leur travail de chaque jour manquent d'ouvrage et de pain. Il est étonnant de voir les nations soumises avec le régime de douanes à des maladies qui prennent leur source dans un excès de santé, à des misères qui viennent d'une trop grande concentration de richesses.

La liberté illimitée de travailler et de produire ,sans la liberté d'écouler les produits à l'étranger, constitue donc une véritable anomalie.

L'esclavage du commerce par suite de l'établissement des douanes, centralise dans la France toutes les luttes industrielles et crée une concurrence acharnée entre les producteurs , et meurtrière pour les ouvriers ; ces rivalités ont encore pour effet d'établir bien souvent le

monopole pour le vainqueur et la faillite pour le vaincu.

L'industrie et le commerce de la France marchent vers un but unique, celui de fabriquer et de vendre toujours à meilleur marché; nous approuvons ces tendances : elles sont en harmonie avec nos principes qui font consister le bonheur physique des ouvriers dans la consommation et dans la possibilité d'une économie qui protége leur vieillesse, en les rendant propriétaires de l'industrie. Mais nous déplorons qu'aucune espèce de surveillance ne soit exercée sur les manufactures qui sont cause que le commerce intérieur et extérieur est livré à la plus insigne mauvaise foi; qui ne sait pas aujourd'hui que presque tous les produits sont falsifiés ?

Gardons-nous cependant de toucher à la liberté du travail, demandons la liberté absolue du commerce ou un abaissement gradué des tarifs des douanes et des octrois, pour faciliter sur les marchés intérieurs et extérieurs l'écoulement du trop plein de nos marchandises.

Gardons-nous aussi de toucher à la concurrence ; on n'a besoin que d'en régler le mouvement et l'essor : elle est la vie et le besoin de l'activité humaine et de l'industrie des nations; elle pousse les intelligences à découvrir et à appliquer les procédés les plus simples et les plus économiques à la fabrication ; elle répand des produits à meilleur marché ; elle fait palpiter tous les cœurs, donne de la force à tous les bras et stimule tous les travaux.

Un besoin inoui de destruction agite aujourd'hui la République sous le nom de réformes. Les principes les plus sacrés sont mis en question. Sachons réprimer la licence; mais respectons toutes les conquêtes de la li-

berté. La France a besoin, il est vrai, de s'élancer dans des voies nouvelles et de donner une autre organisation au travail. Nous étudierons bientôt les moyens à prendre pour résoudre cette question.

Nous demandons, quant à présent, que le gouvernement, tout en proclamant l'entière liberté de fabriquer et de produire, donne au commerce des débouchés, et à la consommation générale des garanties.

Nous sollicitons donc deux réformes : 1° surveillance de l'industrie, 2° liberté du commerce.

SURVEILLANCE DE L'INDUSTRIE.

Le passé nous paraît ici devoir être un sûr garant de l'avenir. Partout où l'industrie a été soumise à une surveillance active, les produits manufacturés ont été moins fraudés, et la vente en est devenue plus facile à l'intérieur et à l'étranger. Les anciens règlements ont été en France très-rigoureux sous ce rapport. Sous le règne de Saint Louis les maîtres et les fabricants étaient responsables par corps de leurs marchandises, et Colbert condamnait ceux qui falsifiaient leurs produits à être attachés à un poteau pour être ensuite exposés aux regards du public.

Il n'est pas nécessaire que la fabrication des objets manufacturés soit environnée de garanties barbares, mais il serait utile, au nom de la bonne foi qui est l'âme du commerce, au nom de la consommation générale qui doit être la première de toutes les considérations, qu'une surveillance salutaire fût exercée sur les manufactures et sur les ateliers. Si par exemple, la vi-

site des fabriques était reconnue comme trop rigoureuse, ou comme portant atteinte à l'inviolabilité du domicile, on pourrait alors employer d'autres mesures. Saint Louis prescrivait à tous maîtres et fabricants de signer tous les objets qui sortaient de leurs manufactures. Ne pourrait-on pas exiger que toute marchandise sortant de fabrique fût scellée du sceau de son fabricant! Le consommateur qui achèterait, par exemple, du coton pour de la soie pourrait réclamer au vendeur qui aurait, à son tour, son recours contre le fabricant. Les délinquants seraient condamnés à des amendes, et leurs noms publiés mettraient en garde les acheteurs contre la fraude et la mauvaise foi de ces industriels.

Ces précautions, qui ne portent nullement atteinte à la liberté du travail, pourraient être utiles à établir sur les marchandises le plus facile de tous les impôts. Il faudrait pour cela décréter que tout objet manufacturé ne pourra entrer dans le commerce que revêtu du sceau des particuliers et d'une marque de l'Etat.

Persoune d'ailleurs ne pourra contester à un gouvernement le droit de surveillance et l'emploi de tous les moyens propres à élever l'industrie d'un peuple à un très haut degré de prospérité et de grandeur.

INSTITUT INDUSTRIEL.

Nous oserions prédire un avenir encore plus brillant à l'industrie nationale, si un institut composé de savants distingués, d'industriels ingénieux, avait la haute main sur les manufactures de la République, non pour exercer sur elles un pouvoir despotique, mais pour avoir une influence toute de conseils. Il nous paraîtrait utile

que l'agriculture fût également dotée d'une pareille institution. Nous croyons fermement que toute autre action serait funeste à la liberté et aux progrès.

L'Institut indnstriel serait chargé : 1° d'appliquer la science à l'industrie, d'examiner et de propager les machines, les inventions utiles, les méthodes économiques et les procédés nouveaux ; 2° de connaître les besoins de la production et de la consommation intérieure ou extérieure, en correspondant avec les conseils de prud'hommes établis dans les cités ; 3° de recevoir de ces conseils des idées nettes et précises sur le travail à distribuer, le cours des marchandises et sur l'industrie en général ; 4° d'établir des expositions et de créer des primes offertes à la fabrication, pour récompenser les qualités et le bas prix ; 5° de voyager pour donner des conseils et proposer des réformes ; 6° de surveiller les professeurs des écoles industrielles destinées à l'instruction des jeunes ouvriers. Outre l'éducation générale, la création d'écoles professionnelles pour l'agriculture et l'industrie nous paraît être de la dernière utilité.

Cette grave et imposante assemblée, mise à même de voir fonctionner toutes les fabriques, de les surveiller, de les diriger au besoin à l'aide d'instructions, donnerait à l'industrie nationale une forte impulsion vers les destinées futures qui attendent la France.

LIBRE-ÉCHANGE.

Occupons-nous maintenant de la question si importante du libre échange.

Les douanes sont des droits établis aux frontières

sur l'entrée des denrées et marchandises étrangères et sur la sortie des denrées et marchandises nationales; elles ont pour but supposé de protéger la production d'un peuple contre l'invasion des produits agricoles ou industriels qui pourraient être fournis à meilleur marché par les autres peuples.

Les douanes ne sont pas d'invention nouvelle; on les connaissait chez les anciens, elles étaient la conséquence de l'état général et permanent de l'hostilité des nations, elles se trouvaient en harmonie avec les idées du passé. Les sociétés humaines étaient alors poussées, on ne sait trop pourquoi, à vivre dans l'isolement, et à se livrer bataille soit avec les armes, soit avec les tarifs de prohibition. Terribles et néfastes au moyen âge, les douanes ont maintenu la guerre, la désunion, la faiblesse et la ruine dans la France divisée en provinces. Les péages intérieurs abolis, les tarifs de 1664 et les règlements de 1667 vérifiés et modifiés par les lois des 13 mars et 27 août 1791, le service des douanes reçut en 1801 une complète organisation; et c'est à cette époque que surgit cette masse d'employés embrigadés qui coûtent encore si cher à la nation.

La France féodale morcelée en provinces présente à cette époque l'aspect d'un vaste damier; chaque division possédait ses barrières, les agriculteurs et les industriels n'étant nullement intéressés, faute de débouchés, à produire au-delà de leurs besoins et de ceux de la province, il aurait été très difficile de vendre ou d'échanger tout excédent de denrées ou de marchandises. L'agriculture languissante donnait à peine à vivre à des populations clairsemées; la guerre absorbait l'activité de tous les esprits et de tous les bras; l'industrie,

qui grandit si vite au sein de la paix, s'abaissait de jour en jour. Les hommes d'armes foulaient les récoltes aux pieds, le sang inondait les campagnes; et la noblesse, qui n'avait d'autre moyen de s'imposer aux peuples, était intéressée à perpétuer l'état de guerre.

Les douanes et les tarifs enrichirent les barons et ruinèrent les bourgeois et les ouvriers; les objets de consommation usuelle rendus hors de prix, personne ne put en acheter; et, faute de libre circulation, bien souvent l'abondance de certains produits se trouva à côté de la plus affreuse disette

L'anarchie féodale a disparu. La Révolution de 89 a détruit à tout jamais les barrières provinciales, et a ramené la France au régime de l'unité; il ne reste plus des anciens obstacles que les octrois qui forment le revenu des villes.

Les produits si variés de la France circulent aujourd'hui avec plus de liberté dans toute l'étendue du territoire, et surtout avec plus de facilité. Le libre échange les a mis à la portée des consommateurs et une heureuse égalité de prix s'est partout répandue.

L'humanité poursuit la réalisation de principes entièrement opposés à ceux qui ont régné durant le moyen-âge. Les nations suscitées par leurs intérêts bien entendus cherchent à former entr'elles des alliances pacifiques. La guerre s'en va, et les douanes, instruments des sociétés qui ont fait leur temps, sont condamnées à disparaître à leur tour.

On les a maintenues parce qu'elles sont une source inépuisable de richesses. Les rois savent que les relations commerciales civilisent les peuples, les idées

voyagent dans les ballots, et voilà pourquoi ils disent aux marchandises : on ne passe pas.

Personne n'oserait demander aujourd'hui la résurrection des douanes provinciales; c'est un système à jamais condamné : eh bien! ce qui se trouve vrai pour la France et ses provinces est également vrai pour les nations et pour l'humanité tout entière.

Une nation ne peut prétendre à produire tout ce qui est nécessaire à l'existence de ses habitants. Chaque peuple possédant un sol privilégié et un génie industriel tout particulier, peut fournir en abondance et à meilleur marché, à ses voisins, des objets que les autres peuples ne pourraient jamais posséder, ou bien qu'ils ne fabriqueraient qu'à grands frais.

L'histoire a prouvé que les systèmes prohibitifs pratiqués par les rois ou les aristocraties, pour séparer les peuples et les exploiter, ont répandu partout la misère et les souffrances, et comprimé l'industrie en ravissant à la consommation du globe les productions renchéries par les tarifs.

La liberté des échanges ferait fabriquer à chaque peuple ses produits particuliers, et tous y trouveraient un avantage réel en travail, en bénéfices, en richesses et en consommation. Les rois et les mauvais gouvernements ont établi la disette et la pauvreté, lorsque Dieu avait créé l'abondance et la richesse.

Les peuples, égarés par de faux principes, ont usé de représailles les uns à l'égard des autres; ils ont voulu empêcher les voisins de rien leur vendre, tout en ayant la prétention de les obliger à venir acheter chez eux. Dans le moyen-âge, les douanes et les tarifs n'étaient pas établis pour avoir les denrées et les marchandises

des étrangers, mais pour avoir leur or. Chaque peuple avait songé à s'enrichir en ruinant les autres peuples, et cependant que faire de l'or si l'on ne veut rien acheter? Ne chercher dans le commerce international que le moyen d'attirer de l'or dans un pays, exporter beaucoup sans jamais vouloir rien importer, est donc un système absurde : voici quelles en ont été les conséquences :

Chaque peuple a gardé ses marchandises et ses denrées, on n'a laissé sortir les matières premières que surchargées de tarifs, prélevés en définitive sur la consommation étrangère ; les objets utiles ont partout augmenté de prix, et l'industrie et la production de la terre ont été comprimées.

Les principes d'exclusion, si opposés aux idées nouvelles, ont triomphé ; cela ne doit étonner personne, car l'isolement est nuisible aux peuples et favorable aux rois. Cest l'argent des douanes qui a servi l'exploitation et la splendeur des royautés. D'un autre côté les fabricants n'ayant à redouter pour certaines marchandises aucune concurrence étrangère ont vécu à l'aise, à l'ombre des tarifs, en vendant plus cher des produits que les étrangers nous auraient fournis à meilleur marché.

Mais l'erreur ne doit pas s'établir ici-bas sans protestation ; la contrebande s'est organisée sur toute la terre. Ses luttes contre les douanes ont déjà fait baisser les tarifs et les contrebandiers peuvent s'écrier avec l'illustre Béranger :

Si la loi les condamne,
Le peuple les absout.

Ce que nous demandons, dans l'intérêt des travailleurs industriels et de l'humanité, c'est la liberté du commerce, c'est que les produits spéciaux à chaque nation circulent, se répandent librement, afin que chaque peuple fasse part aux autres de ses richesses. Si le commerce est libre, les tarifs biffés, les douanes anéanties, on verra une quantité énorme de produits baisser de prix, tous les biens de la terre se placer d'eux-mêmes à la portée des consommateurs les plus pauvres, chaque nation travailler pour toutes les parties du monde; le globe enfin rendu à sa véritable destination, et tous les produits à leur valeur réelle.

Les démocrates de la France, entraînés par leur cœur, se tromperaient-ils en plaçant avant toute considération l'intérêt des consommateurs? Pour nous la consommation, ou la jouissance des biens de ce monde, est le thermomètre de l'égalité, du bonheur physique, de la richesse, de l'activité du travail et de la civilisation d'un peuple. Y a-t-il privations et misères à la base et jouissances au sommet, le pays est organisé aristocratiquement et il est malheureux. Les richesses sont-elles bien réparties, le pays est démocratique et il est heureux, non seulement sous le rapport physique mais encore sous le rapport moral. Les travailleurs, dont les premiers besoins sont assurés, ont alors la possibilité de donner à leur famille des biens tout aussi précieux, je veux parler d'une éducation convenable; l'égalité des droits qui ne tendrait pas à amener chez un peuple une plus grande division de la propriété serait donc la plus amère de toutes les illusions.

Ici se présentent des objections qui ne manquent pas d'importance; le gouvernement trouverait-il dans l'abo-

lition des tarifs et dans l'accroissement de la fortune publique qui en est la conséquence une compensation aux revenus que procurent les douanes?

Il s'agit ici de débattre de bien graves intérêts: les douanes apportent au budget la somme énorme de plus de deux cents millions et font vivre une légion de fonctionnaires; la France qui a besoin d'une armée en cas de guerre pour que l'Europe soit républicaine et non cosaque, ne nous paraît pas être dans une position financière qui lui permette, quant à présent, de faire cet énorme sacrifice.

Nous croyons utile, à ce propos, de donner ici un aperçu rapide de nos théories en matière de finances. La France est obligée de faire face à une dette de plus de six milliards, et de solder les fautes et les dilapidations de la royauté; et d'ailleurs il importe aux idées nouvelles que la République paie ce qu'elle doit, et débarrasse le budget des charges énormes que lui impose sa dette; il faut qu'elle passe de l'état de débiteur à celui de créancier, afin de pouvoir établir plus commodément des caisses nationales qui seront utiles à l'organisation future du travail industriel; un gouvernement ne doit plus songer à se perpétuer en s'entourant de créanciers, disposés, par crainte et par intérêt à soutenir les plus mauvaises administrations. La République doit au contraire se faire aimer par les travailleurs industriels en leur fournissant le capital-argent, agent essentiel de la production.

Une rénovation dans l'assiette et la perception de l'impôt est près d'arriver: le principe de l'égalité apporté dans les droits doit aussi exister pour les charges; la propriété foncière, source antique de monopoles et de

priviléges, ne doit pas supporter plus d'impôts que la richesse mobilière. Toute fortune, de quelque nature qu'elle soit, doit être soumise à une contribution ; on doit épargner le nécessaire et frapper progressivement le superflu. Quatorze milliards d'hypothèques viennent d'être atteints, mais il reste à saisir d'autres valeurs qui n'échapperont pas longtemps à l'action du fisc ; il serait facile aussi d'imposer toutes les actions de la banque, des canaux et des chemins de fer. Quant aux prêts d'argent qui paraissent au premier aspect insaisissables, on pourrait les atteindre de la manière qui suit : les bureaux de timbre seraient munis de papier pour des obligations de tout terme et de toutes valeurs ; celui qui prendrait par exemple du papier pour mille francs, payables dans six mois ou un an, serait porté sur un registre comme créancier de cette somme, et imposé pour ce délai au chiffre de.... pour cent.

Le percepteur serait chargé de réclamer cet impôt. Tout créancier qui le ferait supporter au débiteur serait considéré comme usurier. Enfin tout prêteur qui ferait usage pour lettres de change, billets à ordre, etc., de papier qui ne serait pas revêtu des formalités voulues par la loi, n'aurait aucune action en justice pour le paiement de sa créance.

L'extinction de la dette nationale, ou le remboursement des rentes, est une des difficultés les plus ardues. Comme ce n'est pas ici le lieu de traiter des questions de finances qui se lient pourtant d'une manière intime à la prospérité des états, nous nous bornerons à dire qu'ordinairement une famille ou une nation ne peut payer ses dettes que par l'économie apportée dans tous les services, ou bien par un surcroît de revenus. Il nous

paraitrait praticable d'éteindre la dette nationale *par elle-même* à l'aide d'un impôt perçu sur les rentes, et qui servirait de fonds d'amortissement. Rien de plus facile. Ici tout est connu : les sommes et les créanciers.

Tous les impôts sont plus ou moins onéreux; celui des douanes possède, en outre, l'inconvénient d'être nuisible à la prospérité des Etats.

Qu'y a-t-il donc à faire en France sous le rapport des douanes ?

Poser en principe que la liberté absolue du commerce doit être proclamée; et si des raisons sérieuses ou politiques, telles que les craintes de la guerre, la difficulté de remplacer au budget les revenus des douanes, le besoin chimérique ou non de protéger quelques industries nationales dans l'espoir qu'elles apprendront à lutter contre l'étranger, empêchent le Gouvernement d'entrer aussi largement dans les voies que nous venons d'indiquer, qu'on opère au moins des améliorations successives par la révision et l'abaissement des tarifs.

Que toute exportation ou importation de marchandises ou de denrées soit permise si elle profite à la masse des citoyens, quand même elle nuirait à quelques industries privilégiées, et qu'elle soit défendue, quand même elle satisferait les intérêts de quelques monopoleurs, si elle nuit à la masse de ceux qui consomment

Qu'il n'y ait rien d'immuable en fait de tarifs, et qu'ils soient de suite revisés avec intelligence, abolis ou diminués, en vue toujours des intérêts généraux.

Que les droits établis sur les objets de première nécessité soient supprimés.

Abaissez de suite les tarifs de prohibition sur les fer-

anglais, russes ou suédois; l'avenir de l'industrie de la France en dépend.

Laissez entrer ce qui nous manque en fils et en tissus.

Réduisez les droits sur les sucres; ils ont été réduits en Angleterre, et leur produit s'est élevé au double de ce que cet impôt rapporte en France, où le nombre des consommateurs est plus grand et la fortune plus divisée. Pourquoi cette inégalité entre le sucre colonial et le sucre indigène? Pourquoi cette surtaxe sur le sucre étranger ?

Permettez à nos voisins de nous offrir à bas prix les cotons, les laines, les denrées coloniales, le thé, le café et les bois de construction du nord de l'Allemagne et de la Russie; ils ne s'en retourneront pas sans emporter les produits de la France.

Le fisc n'y trouvera pas de mécomptes.

Ouvrons nos frontières aux produits étrangers, et les beaux principes que nous avons émis recevront une application immédiate. Les nations voisines travailleront à nous donner ce qui manque à nos besoins et à nos fantaisies; les étrangers prendront chez nous quand nous prendrons chez eux, et réciproquement.

L'industrie agricole et manufacturière de la France recevra un grand développement, et le travail ne manquera plus aux ouvriers.

Nos soies, nos vins, nos étoffes, nos tissus, nos modes, nos dessins, nos objets d'art et de goût, trouveront d'immenses débouchés sur toute la surface du globe. Ce sont autant de monopoles dûs à la nature de notre sol et au génie de la France.

Laissez donc entrer et sortir, laissez circuler librement les denrées et les marchandises, et tout le

monde y gagnera : les consommateurs, le fisc, la France, les peuples voisins et l'humanité.

C'est à la démocratie seule qu'il appartient de réaliser toutes ces réformes.

§ IV.

ORGANISATION DU TRAVAIL.

Le séjour des travailleurs industriels sur cette terre a toujours été un véritable enfer. Il n'est pas possible, en effet, de concevoir une condition plus injuste. Le prolétaire n'est pas sûr de vivre jusqu'au terme qui semblerait lui être assigné par la puissance de son organisation. Tout n'est pas de naître, il faut encore trouver chaque jour ses moyens d'existence ; et comme il arrive que ce qui est indispensable à la vie vient à manquer très-souvent aux ouvriers des sociétés modernes, il leur reste alors l'exil ou la mort.

POPULATION.

La richesse publique d'un peuple et sa répartition sont la mesure de l'accroissement ou de la décroissance de la population de ce peuple.

Si la fortune nationale s'accroît et si elle est mieux répartie, le chiffre des habitants et surtout celui des pauvres travailleurs augmente : si la richesse diminue ou se concentre, la population diminue aussi forcément.

Tout ce qui porte atteinte à la prospérité des nations, comme les mauvaises récoltes, les crises commerciales, les monopoles, l'agglomération des fortunes, le défaut

même de liberté, tous les fléaux, enfin, qui affligent les peuples deviennent une cause de misère pour les ouvriers.

L'Amérique, terre fertile et industrieuse, fait fleurir la liberté; l'ouvrier y est largement rétribué, et la population double et triple en quelques années.

L'Angleterre produit pour la majeure partie du globe, et sa richesse industrielle nourrit, malgré la concentration des fortunes, une population trop nombreuse pour qu'elle pût exister sans industrie sur un sol aussi restreint. Les hommes pullulent en Belgique.

En France, la révolution de 89 divise propriétés et fortunes; l'industrie prend un nouvel essor, et, après les guerres si meurtrières de la République et de l'Empire, et les désastres et les indemnités qui les suivirent, la France devenue plus riche se trouve posséder dix millions d'habitants de plus.

Notre République toute démocratique aura des entrailles pour les pauvres et les travailleurs, elle saura les empêcher de mourir. Elle aura horreur de ces riches Anglais dont la vie moyenne est deux fois plus longue que celle de leurs ouvriers. Elle ne permettra pas à quelques citoyens de dévorer l'existence de leurs frères; car tout gouvernement, qui dilapide les ressources de la masse ou qui protége les monopoles et les aristocraties, tue les citoyens les plus pauvres, j'oserai dire les plus utiles.

EXISTENCE DES TRAVAILLEURS.

N'est-ce pas le travail des ouvriers qui crée toutes les richesses des peuples? Est-il juste qu'en récompense

de leurs peines et de leurs sueurs, la vie leur soit toujours amère? est-il juste qu'en travaillant chaque jour, ils disparaissent avant le terme qui leur aurait été fixé par Dieu?

Le cœur se resserre quand on pense à la condamnation terrible qui pèse sur les classes laborieuses. Non, les ouvriers ne doivent pas éternellement vivre au milieu du travail et de la misère sans le moindre éclair de bonheur, arriver à la vieillesse avec la perspective de la besace du mendiant ou de l'hospice du pauvre, et puis, avoir dans un coin ignoré d'un cimetière une humble fosse recouverte d'herbe et surmontée d'une croix de bois.

Le jour vient-il à poindre, les travailleurs industriels, hommes, femmes, enfants et vieillards, sont entassés pêle et mêle dans des ateliers insalubres et privés d'air. Ils restent courbés du matin au soir sous les mêmes travaux, sans qu'une nourriture saine et abondante vienne jamais réparer leurs forces épuisées.

Le peuple qui bâtit et décore nos palais, le peuple qui fabrique nos soies et nos velours, qui donne à nos tissus leurs couleurs fraîches et miroitantes et leurs dessins capricieux ; le peuple qui satisfait aux besoins, au luxe, aux plaisirs des riches et des puissants, habite de sales taudis, porte des habits déchirés, qui sont impuissants à défendre le corps usé par les fatigues et les privations contre les intempéries des saisons.

Si l'on pense que nous nous sommes trompés sur la durée de l'existence des prolétaires, qu'on interroge les statistiques de tous les pays, et l'on verra que la vie moyenne des malheureux ouvriers est moindre que celle des riches, moindre encore que la vie des travail-

leurs agricoles qui sont plus mal nourris et quelquefois plus mal vêtus, mais qui du moins ont la faculté d'agir en tous sens, de vivre en plein air et de travailler au grand soleil.

En jetant un regard sérieux sur l'industrie des temps modernes qui tue et assassine, on serait tenté de eroire que le servage des temps féodaux, chassé des campagnes par la destruction des priviléges de la noblesse, s'est réfugié au sein des manufactures.

Là quelquefois, une aristocratie d'argent, aussi insolente que corrompue, pèse sur des hommes libres. Qu'appelons-nous libres? La liberté n'est qu'un vain mot pour le prolétaire. L'homme qui n'a pas de propriété n'est pas libre; il reste soumis pour les besoins de sa vie à ceux qui tiennent en main ce qu'il lui faut pour qu'il puisse exister. La République ne peut appeler les travailleurs à la véritable indépendanee, qu'en leur fournissant les moyens d'arriver par leur travail aux bénéfiees et à la propriété de l'industrie.

Il y aura sans doute toujours des prolétaires et des pauvres sur cette terre ; mais il faut que la misère soit une faute et un châtiment infligé aux passions mauvaises, aux viees et à la paresse des hommes.

Il en est peut-être qui pourraient croire qu'en appelant les ouvriers à la propriété industrielle on a l'intention de s'emparer de l'argent et des capitaux des riches pour les distribuer aux travailleurs. C'est une erreur grave : les Républicains et les Socialistes repoussent avec l'énergie de leur probité toute idée ou tout système qui parlerait de violence et de dépouillement du propriétaire ou du capitaliste. Les travailleurs industriels demandent qu'on leur tende une main secoura-

ble, qu'on leur ouvre seulement les voies du crédit, afin que, par un travail plus intéressé, ils puissent arriver à devenir propriétaires.

Examinons dans quelle situation physique et morale l'ouvrier industriel de la France se trouve placé.

ÉDUCATION DES OUVRIERS.

Le peuple français est plus arriéré sous le rapport de l'éducation primaire que la plupart des autres peuples ses voisins, que la Suisse, la Belgique, l'Angleterre et la Prusse. Quand on habite les provinces du Midi surtout, et que l'on mène la vie des champs, on se croirait, sous le rapport des croyances, transporté en plein moyen-âge. Ici, l'on a foi aux revenants, aux sorciers, aux sortiléges, aux loups-garous et aux démons ou esprits familiers qui viennent visiter les chaumières. On entend dans la nuit parler les âmes des trépassés, et l'on reçoit chaque jour des nouvelles du purgatoire ou de l'enfer. Le clergé ne se fait pas scrupule de dire des messes pour la guérison des ensorcelés et pour le repos des visionnaires et des tourmentés. Il se garde bien de lutter en chaire contre toutes ces absurdités lucratives, peut-être qu'il craint aussi la lumière..... et il y a près de deux mille ans qu'il en est ainsi : confiez donc, après cela, aux prêtres de la France la liberté d'enseignement.

Les instituteurs qui, sous le rapport de l'éducation morale et politique, rendent pour le moins autant de services que les desservants des campagnes, pourraient répartir l'éducation gratuite sur un plus grand nombre de têtes, s'ils étaient plus rétribués, ils ont à peine de

quoi vivre ; nous désirons que la voix de tous les hommes qui crient justice soit entendue : il appartient à la République, cette mère des enfants du peuple, d'élever les traitements des instituteurs.

Il convient même aux démocrates d'agrandir le programme des écoles. Il faut dans les campagnes et dans les cités que l'éducation professionnelle qui se trouve livrée aux préjugés et à la routine des maîtres et des devanciers, soit répandue sur tous les enfants de France par des hommes élevés à des écoles centrales d'agriculture et d'industrie.

La Révolution de 89 avait proclamé l'éducation comme une dette nationale. Nous demandons aujourd'hui, outre le développement, l'application de toutes les intelligences à l'exercice de tous les métiers et de toutes les professions.

Les temps sont passés où l'on osait dire que l'éducation n'était qu'un don funeste pour les pauvres condamnés à vivre dans l'ignorance et les préjugés, sans pouvoir songer au lendemain. Aujourd'hui l'éducation générale est utile en ce qu'elle dissipe les erreurs et qu'elle apporte plus d'égalité entre tous les citoyens. Elle est avantageuse à la société parce qu'elle accroît les forces productives des peuples.

Et cependant il n'y a pas de nation en Europe qui soit plus propre que la France à recevoir les bienfaits réels de la liberté, parce qu'il n'y a pas de nations où la propriété soit plus divisée; la République attend encore des réformes pour la diffusion de la richesse nationale; allez chez tous les peuples qui vous entourent, et vous trouverez partout une quantité immense de pau-

vres agriculteurs et de misérables industriels dant l'existence et la liberté sont à la merci des grosses fortunes.

Chez tous nos voisins les palais écrasent les chaumières, et les grandes manutactures les petits métiers. Notre glorieuse patrie, cette fille bien aimée du Ciel. que Dieu guide par la main, qui marche à l'avant-garde de l'humanité, qui a proclamé la glorieuse devise de son immortel drapeau, est la nation qui se trouve plus près de la réaliser. Les révolutions et la liberté aboutissent toujours chez nous à une diffusion plus grande des fortunes ou bien à l'égalité; et quand les citoyens sont presque égaux en biens et en droits comment ne seraient-ils pas tous frères?

La propriété divisée sans cesse par l'égalité des partages, par la vente des biens en détail, et par les paysans qui arrivent chaque jour à la possession du sol, est morcelée en douze millions environ de côtes ou de parcelles et se trouve entre les mains de l'immense majorité de habitants; ajoutez à ce nombre celui des capitalistes qui n'ont pas de biens fonds, et nous trouvons que plus des trois quarts de la population française est propriétaire ou intéressée à la possession des terres, des maisons ou des capitaux mobiliers.

Chiffre immense qui met en France la propriété à l'abri de tous les systèmes et de tous les coups de main qui tendraient à abolir par la force un droit consacré par le temps et par les institutions de tous les peuples.

L'industrie n'a pas subi en France l'heureuse division de la propriété immobilière; les réformes qu'elle attend à ce sujet constituent le problème que la Révolution de 1848 est appelée à résoudre.

Ceux qui ne sont ni propriétaires, ni capitalistes, ni

intéressés au bénéfice de l'industrie, comprennent donc à peu près le quart des trente-cinq millions d'habitants qui vivent sur le sol de la France. Cette masse de citoyens composée de travailleurs agricoles et industriels, de vieillards, de femmes et d'enfants et de ceux qui vivent d'aumônes, forme l'universalité des prolétaires qui n'ont pour vivre que leur modique salaire de chaque jour. Nous écartons de nos calculs le petit propriétaire qui cultive de ses mains son lopin de terre, vivant moitié chez lui, moitié chez les autres, et le petit industriel ou artisan qui paie patente à l'Etat.

Occupons-nous seulement de ceux qui vivent au jour le jour, menant une vie nomade parce qu'ils n'ont pas un établissement fixe et stable, et qui se trouvent seulement campés dans la société.

C'est donc cette portion des habitants, intéressante parce qu'elle est pauvre et malheureuse, qui doit être l'objet de nos études et de notre amour.

EXISTENCE DES TRAVAILLEURS.

Etudions la vie matérielle des ouvriers dans ses détails pour prouver à tous, que leurs murmures et leurs plaintes émanent de douleurs bien réelles, que la société doit calmer si elle ne peut les guérir.

L'ouvrier des villes ne travaille pas durant les trois cent soixante-cinq jours de l'année, les cinquante-deux dimanches, quelques lundis, les fêtes patronales ou consacrées, les temps de chômage, les maladies et les manque d'ouvrage, toutes ces causes réunies réduisent l'année de travail à deux cent cinquante journées. Nous les porterons, terme moyen, à 2 fr. pour

tous les corps d'état. et pour toute la hiérarchie des travailleurs. Chaque ouvrier aura donc la somme de 500 fr. à dépenser par an. Il nous paraît impossible que l'on puisse taxer ces données d'exagération, car ceux qui ont étudié la matière portent en moyenne le prix du travail industriel en France, de 1 fr. 50 c. à 2 fr.

Ce budget est-il suffisant pour que l'ouvrier des villes puisse vivre d'une manière convenable ? Non.

Est-ce une rétribution qui soit en rapport avec son travail, avec ses besoins, avec la démocratie et la civilisation de la France ? Non.

Plaçons maintenant les dépenses indispensables à la vie de chaque travailleur en regard des recettes de l'année.

Pain, 1 Kilogr. par jour, à 30 cent. le kilog	109f 50c
Viande, sel et légumes à 30 cent. par jour.......	109 50
Boissons fermentées 25 cent. par jour............	91 25
Loyer. par an..............................	50 00
Feu et lumière, par an	20 00
Impôts..	6 00
Habits et linge, par an........................	50 00
Renouvellement du mobilier, par an..............	15 00
Total................	451f 25c

Il reste donc pour dépenses imprévues la somme de 48 fr. 75 c.

Ce pauvre et triste budget est un tableau fidèle de la vie des ouvriers ; il ne faut qu'y ajouter par la pensée le chiffre des dépenses nécessitées par la fourniture et l'entretien des outils ou instruments de travail, laissés à la charge des ouvriers dans la majeure partie des fabriques.

Il reste donc démontré, d'après l'état actuel des salaires, que le prolétaire gagne à peine de quoi subsister, qu'il vit dans un état voisin de la misère, et si quelque crise commerciale vient à suspendre les travaux, il devient plus malheureux que le criminel des bagnes, à qui la société assure un morceau de pain tous les jours.

Et maintenant, pourquoi prêcher aux ouvriers la sagesse et l'économie, pourquoi leur parler de l'avenir ; supposez-les sages, économes et rangés; il leur est de toute impossibilité de rien mettre de côté ; les salaires fournissent à peine aux premiers besoins de la vie ; et s'ils pensent à l'avenir, ils reculent épouvantés. Ne leur reprochez pas de fréquenter les cabarets, ils y trouvent l'oubli momentané de tous leurs maux.

Voilà la condition de l'ouvrier célibataire ; que sera-ce donc s'il est marié ?

Si l'ouvrier est chef de famille, c'est-à-dire dans l'état normal de tout homme sur la terre, c'est alors que le tableau se charge des plus noires couleurs. Entrez dans sa mansarde, regardez son modeste mobilier, ses meubles boiteux, ses ustensiles brisés ; assistez à ses maigres repas, et vous concevrez alors combien il vit de peu, et si vous êtes Républicain et Philanthrope vous sentirez l'émotion et la pitié briser vos cœurs.

Dans la société conjugale des Travailleurs des cités, la femme ne gagne pas de quoi subsister et se vêtir ; les embarras de son sexe, les soins à donner à ses enfants et à son ménage ne laissent que 200 jours environ de travail qui, évalués terme moyen à 90 c., donnent 180 fr. par an. Somme inférieure à ses besoins : la femme est donc une charge pour le mari.

Ainsi l'ouvrier marié est obligé, pour nourrir sa femme, de s'imposer des privations bien cruelles en économisant encore sur sa nourriture et sur ses vêtements.

Mais que sera-ce lorsque son budget sera chargé de dépenses inévitables que la nature va imposer à son cœur de père. L'ouvrier aura de deux à trois enfants, terme moyen des familles en France; bien souvent alors la faim viendra s'asseoir au foyer domestique. Le pain manquera à la famille. . . . .

. . . .

. . . . Il ne doit pas y avoir dans la vie une situation plus cruelle.

Nous sommes donc obligés de conclure que le mariage qui moralise et attache encore plus fortement l'homme à ses devoirs sociaux est presque impossible à l'ouvrier industriel... Bien souvent il s'associe et ne se marie pas ; les enfants qui naissent de cette union illégitime sont jetés dans les hospices, et vont ensuite peupler nos bagnes et nos prisons.

Les salles d'asiles sont ouvertes à l'enfance ; le ménage qui part pour l'atelier, y conduit ses petits enfants, couverts d'habits sales et déchirés, bleuis par le froid, et portant au bras un panier au fond duquel se trouve un morceau de pain. Ils seront chauffés, instruits pour rien et gardés tout le jour. C'est un grand bien, mais qui perd de son importance quand on considère que l'enfant de douze ans gagne à peine sa nourriture, et qu'il est encore à cet âge à charge à ses parents.

La chambre des députés s'était déjà occupée du tra-

vail des enfants dans les manufactures, elle n'avait pu voir sans pitié ces jeunes existences flétries avant l'heure par des travaux trop longs et trop pénibles pour de petits êtres auxquels manque la liberté et l'activité de mouvements si nécessaires à l'enfance. Le but était, mais il n'a pas été atteint, de cicatriser une des plaies les plus vives du prolétariat.

Ainsi, l'ouvrier célibataire vit à peine des fruits de son travail; marié, il ne peut exister sans s'imposer les plus rudes privations, et jamais dans aucun cas il ne pourra faire des réserves; l'organisation actuelle de l'industrie condamne donc les Travailleurs à une misère éternelle. Cet aperçu de la vie et du sort des ouvriers fait courir le froid dans tous nos membres : élevons nos mains vers le Dieu de justice et plaçons tout espoir en notre jeune République. Répondez? en conscience, n'est-il pas plus juste et plus équitable de calmer les souffrances des pauvres que de protéger le luxe et les plaisirs des riches et des puissants.

Supposez maintenant qu'au milieu de ces hommes insouciants de l'avenir par nécessité, vienne fondre tout-à-coup une de ces mille catastrophes qu'enfantent les crises industrielles, malheurs terribles auxquels les gouvernements aristocratiques du passé ont tous dédaigné d'apporter remède, et qui n'ont été soulagés que par les secours de la charité.

Les travaux sont suspendus, les bras abondent et sont mis au rabais, le commerce s'arrête et les ateliers sont déserts.

Que deviennent alors les ouvriers qui vivent au jour le jour, les pères de famille qui font exister leurs femmes et leurs enfants? Ne sont-ils pas plus malheureux que

les esclaves et les serfs des temps passés ! Plus malheureux que ne le sont les peuplades les plus sauvages ou les nègres des Antilles. Tout sentiment de dignité humaine était outragé et flétri dans la personne des esclaves, mais les maîtres avaient pour eux le même soin et la même affection qu'ont aujourd'hui les paysans de nos campagnes pour leurs bêtes de labour. Ils étaient sûrs d'être nourris et entretenus, et leur existence n'était pas livrée, comme celle de nos ouvriers, à tous les caprices du hasard.

Nous avons vu les industriels du moyen-âge accablés d'amendes, de taxes et d'entraves, mais l'industrie surveillée fabriquait avec bonne foi ; les obstacles apposés au droit du travail, tenaient la production et le commerce dans des bornes étroites, les marchandises s'écoulaient rapidement, et alors l'ouvrage ne manquait jamais aux ouvriers.

Aujourd'hui les crises commerciales dont nous parlons sont mortelles pour les travailleurs ; la faim les chasse hors du logis, ils descendent dans la rue pour demander du pain ou la mort ; l'émeute gronde, le sang ruisselle. ..... Et puis les gouvernements tyranniques, complices de toutes les aristocraties, entonnent la victoire.

Est-il possible, avec notre régime industriel, d'apporter de sérieuses améliorations au sort des ouvriers. Nous avons déjà parlé de la liberté illimitée de travailler, du libre échange et de la concurrence, et nous avons exprimé en peu de mots notre opinion franche et sincère sur ce qui nous paraissait devoir être maintenu ou réformé.

SALAIRES.

Pourrait-on trancher toutes les difficultés, et rendre les ouvriers plus riches et plus heureux en augmentant les salaires, et en diminuant les heures du travail. Ces questions ont été bien souvent agitées au sein des travailleurs, il importe d'y appeler toute leur attention.

Que se passe-t-il entre le maître et l'ouvrier au moment où intervient entr'eux un engagement réciproque, l'un de travailler, l'autre de fournir un salaire. Sont-ils placés dans une situation pareille lorsque la convention a lieu ? Non.

Il n'y a pas débat à armes égales dans le contrat qui intervient chaque jour entre les maîtres et les ouvriers; les uns sont riches, les autres pauvres, et la richesse est une force qui a toujours fait la loi à la pauvreté. Si l'ouvrier prétend débattre ses conditions, le maître peut ne pas les accepter ; s'il est capitaliste, il laisse ses capitaux inactifs ; s'il est fabricant, il peut, sans se ruiner, fermer ses ateliers de un à six mois. Sans doute, le fabricant et le travailleur ont besoin l'un de l'autre, mais l'ouvrier pressé par la faim est obligé de se soumettre aux conditions qui lui sont dictées, à peine s'il peut attendre de un à six jours.

L'eneombrement des produits, les rivalités industrielles viennent-ils baisser le prix de la main d'œuvre et augmenter les heures du travail; les ateliers se ferment-ils par suite d'une stagnation dans les affaires ou d'une mauvaise récolte qui a eomprimé la consommation ? C'est toujours sur les ouvriers que retombent en définitive les plus grands malheurs.

On a établi des conseils de prud'hommes chargés de régler les contestations qui pourraient s'élever entre les maîtres et les ouvriers au sujet du travail et des salaires. Mais ces prud'hommes n'ont aucun pouvoir d'intervenir entre le maître et l'ouvrier qui ont le droit de traiter librement du prix de la journée et des heures du travail ; ils n'arrivent que pour apprécier si les engagements ont été maintenus de part et d'autre.

Les prud'hommes, tribunal tout pacifique, composé à parties égales de maîtres et d'ouvriers, peuvent être appelés à jouer un grand rôle.

L'ouvrier ne pouvant, dans nos sociétés modernes, améliorer sa situation présente, et encore moins assurer son avenir et celui de sa famille, faute d'avoir une part assez large dans les bénéfices de l'industrie de la France, est-il possible de diminuer le travail et d'accroître les salaires. Il nous sera très facile de démontrer que ce moyen réclamé par les ouvriers eux-mêmes est plus illusoire que sérieux.

Supposons un instant que le prix des journées soit augmenté d'un tiers, qu'arrivera-t-il ?

La valeur réelle de tout produit étant le résultat du prix de la matière première, combiné avec celui de la main d'œuvre et avec les intérêts des capitaux consacrés aux manufactures, il arrivera que l'accroissement des salaires aura pour effet d'augmenter de suite la valeur de toutes les denrées produites et de toutes les marchandises fabriquées en France. Le prix de la main d'œuvre étant accru d'un tiers, le même surcroît de valeur passera évidemment dans tous les produits agricoles et industriels.

Qu'importerait alors cette prétendue augmentation,

si les ouvriers, tous consommateurs, ne pouvaient se procurer avec un tiers de plus d'argent que la même quantité d'objet qu'ils pouvaient avoir avant l'accroissement des salaires.

L'influence directe de la main d'œuvre sur la production donne donc à ce moyen d'arracher les prolétaires à leur misère le caractère d'une véritable duperie. Ce n'est pas ainsi qu'on peut rendre les travailleurs industriels plus riches et plus heureux.

En Belgique les salaires sont moins élevés qu'en France, mais aussi les produits manucfacturés sont moins chers que chez nous ; les ouvriers quoique moins payés ne sont ni plus pauvres ni plus malheureux.

Diminuer les heures du travail d'un dixième ou d'un douzième de durée, c'est atteindre et même frapper une part correspondante dans la production et dans la richesse du pays ; que de millions perdus et sacrifiés !! Nos ouvriers qui aiment la patrie jusqu'à savoir mourir pour elle comprendront qu'il importe à la civilisation et au bonheur de tous que la France voie accroître incessamment ses richesses.

Il faut cependant que le travail exécuté en sus des heures indiquées soit payé proportionnellement aux prix de la journée.

La philanthropie républicaine commande que les fatigues des ouvriers soient allégées ; nous aimons à voir l'État s'occuper de leur avenir et de leurs souffrances ; mais nous préférerions qu'avec l'association la liberté la plus absolue régnât dans le travail. En associant les bras avec les capitaux, nous verrons infailliblement le travailleur intéressé aux bénéfices industriels augmenter ses heures de labeur au lieu de les

diminuer, et agissant pour son propre compte, redoubler d'efforts pour arriver à la propriété, en fesant grandir la richesse nationale.

Il est encore dans la question des salaires des inconvénients très sérieux, ils se rattachent à des considérations d'un ordre tout aussi élevé.

Une augmentation étant opérée sur tous les salaires des travailleurs français, qu'adviendrait-il si les nations étrangères laissaient chez elles le prix de la main d'œuvre dans l'état où il se trouve actuellement ? Il arriverait de suite, que nos marchandises et nos denrées augmentant de prix, nous ne pourrions plus soutenir la concurrence sur les marchés du monde contre les productions des étrangers. Notre industrie nationale se trouverait compromise à l'instant même parce qu'elle ne pourrait plus écouler quelques-uns de ses produits à l'extérieur.

Voici ce qui aurait lieu, en outre, pour la consommation intérieure : tous les citoyens qui ne sont pas ouvriers industriels, et qui n'ont pas la même part au surcroit de leurs revenus ou de leurs salaires, deviendraient de suite plus pauvres, car avec le même argent ils pourraient acheter bien moins d'objets.

L'accroissement des salaires enfin se trouverait en opposition évidente avec les véritables principes qui doivent présider à la formation et à la distribution des richesses chez les peuples démocratiques. Nous demandons que les produits abondants et à bon marché soient mis à la portée de toutes les bourses et de tous les consommateurs.

Voilà pourquoi nous pensons que l'accroissement du

prix de la journée des ouvriers était une illusion pour eux et un malheur pour tous.

Il reste donc constaté qu'avec l'organisation de notre industrie l'existence des prolétaires n'est ni assurée, ni garantie, qu'elle est soumise à la tyrannie des capitaux et à toutes les vicissitudes industrielles; nous avons signalé les causes de cette situation; elles se sont trouvées dans l'inégalité forcée qui existe entre le maître et l'ouvrier, dans la liberté de produire séparée de la liberté de vendre et d'écouler les produits, et dans la concurrence qu'on ne doit pas détruire, mais qu'on doit diriger et régler, afin que l'on prévienne, autant que cela sera possible, toutes les crises commerciales.

Nous avons enfin cru trouver remède à tous ces maux, dans l'association de l'ouvrier aux bénéfices de l'industrie, qui doivent le conduire à la propriété.

Il faut donc chercher ailleurs que dans l'accroissement des salaires le moyen de combattre victorieusement le prolétariat.

Il ne faut pas que la France, qui marche à la tête de la civilisation regarde autour d'elle; elle pourrait voir presque partout les ouvriers industriels encore plus malheureux. Mais elle ne doit pas non plus s'endormir au milieu des nobles conquêtes qu'elle vient de faire en s'affranchisssant de la tyrannie des rois. Il faut qu'elle se mette à l'œuvre la première pour organiser mieux encore le travail sur la terre; car il lui est ordonné d'accomplir de grandes choses. L'Assemblée nationale ne doit jamais oublier qu'il est de nos jours, comme cela a eu lieu dans le passé pour toutes les nations du globe, des questions qui doivent être résolues sous peine des plus graves désordres et des plus

sanglantes révolutions. Organiser le travail, est peut-être une question de vie ou de mort pour la République. Tout fait pressentir qu'il appartient à la France seule de résoudre la question du siècle, en proposant à l'humanité, qui marche sur ses traces, des réformes qu'il est temps d'introduire dans le travail humain. Oui, la France, intelligente et sympathique, aura une tête et un cœur pour les ouvriers. Malheur à elle, si elle refusait de marcher au devant de toutes les difficultés!

Le gouvernement de la République et tous nos publicistes ont compris les dangers de la situation. Ils se sont mis courageusement à l'œuvre pour préparer cette rénovation politique et sociale; ils ont tous l'esprit sérieux et le cœur ardent; qu'ils se hâtent donc, car le temps presse; les travailleurs de la France, et peut-être du monde, attendent les résultats de leurs travaux.

Quant à nous, ouvriers de la pensée, obscurs et ignorés, toute notre ambition est de poser le problème. Ce n'est la fumée d'aucune espèce de gloire et d'ambition qui a placé la plume en nos mains; nous avons écrit à la hâte, et sous la dictée de notre cœur; et nous n'avons eu qu'un désir, celui d'être utile à la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Heureux de croire que nos principes ne sont pas des illusions.

La France habituée, par l'heureuse division de la propriété agricole, à jouir de quelque liberté et de quelque bonheur, voit avec peine l'industrie s'organiser comme en Angleterre. On ne peut nier que le régime actuel conduit plutôt à la concentration qu'à la diffusion des richesses. La concurrence sans débouchés amène le monopole et détruit les petites manufactures:

les machines font aux bras une guerre qu'ils ne peuvent plus soutenir. Les capitalistes, devenus barons de l'industrie, dictent des lois tyranniques, et le commerce élève d'immenses bazars qui écrasent les petites boutiques. On doit redouter et combattre ces tendances.

Il est contraire aux lois de Dieu que les hommes se préparent et s'habituent à vivre plus malheureux. Non, la France ne deviendra pas semblable à l'Angleterre, où l'infâme concentration des richesses, qui ruine le travail, a produit sept fois plus de criminels et quatre fois plus de pauvres que chez nous.

La France redoutera les grandes manufactures, les riches fabricants, les gros capitalistes et les commerçants universels, qui mettent la fortune d'un côté et la pauvreté de l'autre, et établissent cette affreuse inégalité qui fait la honte et le malheur des nations modernes.

Les puissants, qui ne veulent devenir grands qu'en s'élevant sur la ruine du peuple, rouleront dans l'abîme, le jour où le prolétariat manquera sous leurs pieds.

Qu'a-t-on fait pour porter remède à des maux reconnus par tout le monde? on a écrit. On a critiqué le système de production exagérée existant, sans rétribution ni consommation, et réclamé des maîtres qu'ils entretînsent les ouvriers dans leur détresse. Quelle différence avec nos principes, qui veulent placer les ouvriers à l'abri de tous secours étrangers. On a reproché également aux travailleurs, de manquer de prévoyance, comme s'il leur était possible de regarder dans l'avenir. On leur a conseillé des associations de secours mutuels placées sous le patronage du clergé : être secouru dans les maladies, être sûr d'être enterré après la mort.

sont de légers palliatifs qui sont loin de résoudre les difficultés proposées.

Jetons un regard sur tout ce qui a été tenté afin d'améliorer le sort des classes ouvrières.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Quelques auteurs, pourquoi citer les noms, demandent à grands cris des conseils de prud'hommes chargés de vider toutes constestations entre maîtres et ouvriers. Nous voudrions voir étendre encore leur mandat et leurs attributions. Ils devraient être mis en correspondance directe avec l'Institut industriel dont nous avons proposé l'établissement, ou bien avec les ministres du commerce, des travaux publics ou de l'intérieur. Ils seraient chargés de rapports à faire sur l'industrie en général, sur les procédés, les machines, les inventions; ce serait à eux de procurer du travail aux ouvriers, d'indiquer à l'Institut ou au Gouvernement le manque d'ouvrage ou les besoins de bras, afin que les travailleurs de tous les pays puissent être dirigés, suivant les circonstances, d'un point sur un autre; et pour qu'en cas de crise générale, on établisse, ainsi qu'on l'a fait de nos jours, des ateliers nationaux.

Ces ateliers sont un triste essai du travail en commun exécuté pour le compte de l'Etat, travail auquel on a ravi tout stimulant de propriété; ils ont dû procurer de bien cruelles déceptions à ceux qui pensent que les gouvernements doivent établir des ateliers nationaux pour toutes les industries, et s'emparer de toutes les manufactures. Le travail des ouvriers qui ordinairement représente la valeur des salaires et tous les bénéfices

industriels, n'a pas rapporté, en travaux exécutés, ce qu'il coûtait en débours pour payer les bras.

Le conseil de prud'hommes qui recevrait des instructions sur les besoins de l'industrie et du commerce en France et à l'étranger, serait également chargé de régler la direction des travaux des manufactures, de visiter les ateliers et d'introduire tous les progrès dans la fabrication des marchandises. Moyens efficaces pour empêcher leur encombrement par la connaissance des besoins, et la fraude par la surveillance.

CAISSES D'ÉPARGNE.

D'autres auteurs préconisent les caisses d'épargne : ils pensent qu'elles sont la planche de salut sur laquelle les ouvriers vont passer pour arriver à la propriété des capitaux en argent qui leur manquent, et dont l'acquisition finirait par les conduire, seuls ou associés, à la propriété de l'industrie.

Les caisses d'épargne ont rendu d'importants services aux citoyens pauvres et notamment aux domestiques, par les garanties qu'elles présentent et par la facilité qu'elles donnent d'apporter et de retirer l'argent à volonté. Il ne faut pas leur donner plus d'importance qu'elles n'en ont, elles offrent en définitive des inconvénients sérieux.

Quand on a examiné la question des salaires, étudié les besoins, balancé les recettes avec les dépenses, il est impossible de croire que les caisses d'épargne soient un remède contre la plaie du prolétariat. L'ouvrier reçoit à peine ce qui est indispensable aux premiers besoins de sa vie ou de celle de sa famille. Il ne peut rien

économiser ; comment pourrait-il s'enrichir. Quelques travailleurs, et ordinairement ce sont les pères de famille qui portent quelque argent aux caisses d'épargne, sont obligés, pour faire quelques pauvres économies, d'éteindre en eux tous les sentiments élevés. Un égoïsme barbare flétrit leur cœur ; la mère, les enfants manquent de tout, et la famille élevée dans l'ignorance croupit au sein de la plus affreuse misère.

Il est encore d'autres institutions utiles et qui sont susceptibles d'apporter de légers soulagements aux souffrances des prolétaires ; mais nous serons encore obligé de les classer dans la catégorie des remèdes anodins qui calment les maux sans les guérir.

COMPAGNONAGE.

Les ouvriers ont établi, outre le compagnonage dont ils veulent que l'origine aille se perdre dans la nuit des temps, des associations de secours mutuels et des sociétés de bienfaisance.

Le compagnonage possède une organisation parfaite qui a des chefs et des caisses centrales fondées à l'aide d'une rétribution proportionnelle, perçue sur le salaire de chaque jour. Tout y est prévu ; on procure de l'ouvrage, et l'on donne de l'argent à ceux qui manquent de travail. On leur fournit également le moyen de passer dans d'autres villes, et s'ils sont malades on les fait soigner. Le compagnon appartient à la grande famille des travailleurs ; il est initié comme dans la franc-maçonnerie à une foule d'idées et de secrets, à des mots de passe et de semestre qui servent à le faire reconnaître par tous les ouvriers appartenant aux mêmes

catégories. Les travailleurs reçoivent avec l'initiation des préceptes de morale qui servent à les guider dans la vie, on leur enseigne leurs devoirs et leurs droits, leurs rapports avec les maîtres. Et si l'un d'entr'eux commet quelque faute grave, son nom est envoyé dans toutes les villes de France ; il est banni de l'association et condamné à ne trouver jamais ni frères ni amis et à recueillir partout la honte et le mépris. Admirons également l'étroite solidarité qui existe entre les ouvriers quand un ou plusieurs fabricants veulent les exploiter ou les tyranniser. Les ouvriers prennent alors l'initiative ; une ou plusieurs fabriques sont mises à l'index, et souvent tous les ateliers qui fontionnent dans une ville pour la production des mêmes marchandises. Les caisses soldent les nécessiteux restés sans ouvrage, et défraient les compagnons passants que l'on dirige sur d'autres villes.

Le gouvernement devrait seconder l'institution du compagnonage, si les divisions les plus funestes n'existaient pas entre certains corps d'état. Les motifs de ces discordes sont extrêmement futiles ; il s'agit de savoir s'ils ont tous le mot d'ordre qui fût donné du temps de Salomon aux divers ouvriers qui bâtissaient le Temple, ou bien si leurs travaux peuvent constituer des chefs-d'œuvre. Si les travailleurs avaient été unis, si les luttes sanglantes qu'ils ont soutenues contre eux-mêmes s'étaient dirigées contre les mauvais gouvernements ou contre les vices de l'industrie, leur sort serait depuis longtemps amélioré par d'utiles réformes.

Ces divisions ont soufflé sur eux des haines irréconciliables qui les ont toujours empêché de s'entendre et de se concerter ; elles ont excité entre eux une concur-

rence ruineuse pour le prix des journées. Cet état d'hostilité les a mis constamment à la discrétion des capitalistes et des fabricants, qui n'ont jamais failli à l'occasion de les exploiter.

Napoléon n'a pu détruire par la force les rivalités des travailleurs; notre jeune République a donné un bel exemple au monde entier : elle a fait embrasser *les loups* et *les chiens*. et leur a fait sentir qu'on ne devait pas se dévorer entre frères. Nos ouvriers, les yeux fixés sur le drapeau de la France, ont compris enfin le magnifique symbole de la fraternité humaine.

Un mot sur les sociétés de secours mutuels et de bienfaisance.

Ces deux institutions, fondées sur une charité bien entendue, relient entre eux tous les ouvriers ; il est beau, il est édifiant de voir les malheureux s'associer et se porter secours à l'aide de privations journalières. Cette solidarité, dans l'infortune, apporte le plus grand adoucissement à tous les besoins; et nous verrions avec la plus grande satisfaction le nombre de ces sociétés, qui font la gloire des ouvriers, s'accroître encore. Etre secouru dans les maladies et durant les jours de chômage, être sûr d'avoir sa place et sa tombe au cimetière, ce sont des considérations très puissantes pour chasser la tristesse et les soucis du cœur. Mais, encore un fois, la société moderne doit réaliser des améliorations plus grandes et des réformes plus radicales.

CAISSES DE RETRAITE.

Il nous reste à parler des caisses de retraite et des invalides promis aux ouvriers.

L'établissement des caisses de retraite est impossible par les ouvriers, avec la condition que leur fait la modicité des salaires. Ils ne peuvent rien retrancher du prix de leur journée ; et s'il était possible d'en oter une obole, ils devraient la consacrer plutôt aux associations mutuelles; il est inutile d'établir pour eux des calculs sur le placement de fonds et les accumulations d'intérêt. Les caisses d'épargnes sont, sous ce rapport, de véritables caisses de retraite, et nous avons déjà signalé toute leur insuffisance. Cette institution ne pourra donc jamais être utile qu'aux citoyens ou qu'aux fonctionnaires publics qui peuvent puiser dans leurs revenus un excédant pour le capitaliser.

La révolution de 1848 a promis les invalides aux ouvriers civils. C'est une grande et belle institution, et pour laquelle on a déjà ouvert nos palais. Mais qu'on y prenne grade, on ne doit pas considérer dans la nation les travailleurs industriels comme un corps chargé de produire pour la société, qui leur donnera ensuite les invalides. On ne doit pas parquer ainsi une classe de citoyens et les condamner à vivre sans espoir de se rendre propriétaires, maîtres de leur avenir et indépendants par leur fortune. Ce serait décréter en quelque sorte des castes, et perpétuer la misère et l'esclavage au sein des classes inférieures.

Il faut donner à tous les ouvriers les moyens d'assurer par eux-mêmes leur vieillesse; il faut que les invalides soient pour ceux qui ont éprouvé des pertes et des malheurs dans les luttes de l'industrie ; pour ceux qui, au milieu de leur carrière, ont eu leur corps mutilé au service des travaux publics, et qui se trouvent dans l'incapacité physique de travailler.

Il résulte donc de ce que nous venons d'exposer : que l'augmentation des salaires, les caisses d'épargne, les conseils de prud'hommes, les salles d'asile ou écoles maternelles, les ateliers nationaux, le compagnonage, les associations de secours mutuels, les sociétés de bienfaisance, les caisses de retraite et les invalides sont des moyens insuffisants pour organiser le travail.

Le véritable remède aux malheurs du prolétariat est d'appeler les ouvriers à la propriété de l'industrie, sans nuire aux intérêts des capitalistes et des fabricants. On sauvera ainsi les travailleurs et même les classes moyennes menacées dans leur existence ; la République cessera d'être sacrifiée aux intérêts de quelques citoyens seulement ; et l'argent, ce capital inerte qui n'est vivifié que par le travail, recevra de nouvelles forces et une existence régénérée en passant entre les mains des travailleurs intéressés aux bénéfices et à la propriété de l'industrie.

CE QU'IL FAUT AUX OUVRIERS.

Que demandent donc les ouvriers? Ils demandent de vivre en travaillant, de nourrir leurs femmes, d'élever leurs enfants, et de placer leur vieillesse à l'abri des maux d'une misère certaine, et cela à l'aide d'un labeur journalier et d'une économie désormais devenue praticable.

L'ouvrier ne peut vivre en famille et songer sérieusement au lendemain. Payé au jour le jour, il existe sans être sérieusement attaché au sol de la patrie : l'espoir de ne jamais posséder rien lui fait perdre les idées presque inutiles pour lui d'ordre, de moralité,

d'économie ; et bien souvent on le voit chercher dans l'usage abrutissant des liqueurs alcooliques l'oubli d'une destinée que lui impose une société ennemie. Il faut donc qu'indépendamment des salaires qui doivent fournir à leurs besoins journaliers, les travailleurs aient encore droit à une part proportionnelle de bénéfices industriels prise en rapport avec leur travail et leur talent.

La République a promis la liberté et l'égalité ; il est impossible de réaliser une liberté illimitée et une égalité absolue à l'aide du partage en parties égales des revenus sociaux : les devoirs qui sont la source de tous les droits imposent des obligations qui resteront toujours sacrées ; ils porteront, quoi qu'on en dise, atteinte à la liberté, et les hommes créés inégaux en intelligence et en force ne pourront jamais établir ce qui n'a pas été dans la pensée de Dieu. Mais les gouvernements qui suppriment la liberté sont condamnés à périr, et ceux qui consacrent l'inégalité dans la satisfaction et la garantie des premiers besoins commettent un meurtre qui les charge aux yeux des peuples d'une terrible responsabilité.

Pour nous, républicains sincères, la liberté, on le sait, ne sera jamais un vain mot ; elle ne consistera pas en entier dans les réformes politiques, dans ce nouveau droit que viennent d'acquérir les citoyens d'aller déposer quelques noms dans les urnes électorales.

OUVRIERS PROPRIÉTAIRES.

La liberté qui est progressive chez tous les peuples comprend non seulement l'égalité de plus en plus grande des devoirs et des droits, mais encore une part

de plus en plus égale dans la répartition de la richesse nationale. Qu'on ne nous accuse pas, pour cela, de placer les appétits matériels avant les nobles fonctions de l'esprit. Nous savons que les actions humaines sont soumises aux idées de qui elles émanent directement; d'un autre côté nous affirmons que la matière est inséparable de l'intelligence, et qu'une part raissonnable de la fortune publique peut seule permettre aux ouvriers et à leurs familles, de développer les forces de leur corps et l'énergie de leur esprit.

L'éducation nécessite le repos, et les enfants des ouvriers ne pourront s'instruire tant que la pauvreté de leurs parents les obligera de travailler pour vivre.

Nous croyons être d'accord avec la nature humaine et avec les principes qui président à la vie des sociétés en affirmant que l'ouvrier devenu propriétaire entrera dans une existence toute nouvelle. Il travaillera avec ardeur pour lui et pour sa famille, et la possibilité de s'arracher à la misère et au malheur doublera ses forces et relèvera son courage. Les idées d'ordre et d'économie descendront dans son cœur, il deviendra riche et heureux, il procurera à sa famille l'éducation et le bien-être, et il laissera en mourant, à la société, beaucoup plus qu'il n'en avait reçu. Cessant d'être en hostilité avec ceux qui l'exploitent, il deviendra moral parce qu'on lui aura rendu la justice qui est due à son travail et à ses talents.

La propriété amassée ainsi qu'il est ordonné à l'homme de l'acquérir pour la conserver, c'est-à-dire peu à peu et à l'aide des privations les plus rudes, ne sortira plus de ses mains. L'ouvrier enfin n'étant plus poussé à jeter le trouble et le désordre dans les sociétés

humaines, deviendra le gardien fidèle des lois qui protégeront sa vie, celle de ses enfants et sa propriété.

Tout le monde reconnaît, en France, qu'il y a beaucoup à faire, et un grand nombre de citoyens réclament l'abolition du prolétariat; nous n'avons pas à nous occuper du paupérisme ni des moyens à prendre dans chaque commune pour éteindre la mendicité, cette plaie honteuse qui suppure sans cesse.

ORGANISATION DU TRAVAIL, TROIS MODES DE SOLUTION.

La question de l'avenir des travailleurs industriels, envisagée sous toutes ses faces, ne possède à nos yeux que trois modes de solution :

1° Respecter tout ce qui existe en multipliant et en organisant toutes les mesures déjà prises pour soulager les ouvriers. Nous avons jugé la valeur et l'insuffisance de tous les moyens proposés; aucun d'eux n'a tranché la question.

2° Appeler les ouvriers à la propriété des capitaux industriels à l'aide des associations libres.

3° Entrer dans les systèmes utopistes qui demandent le bouleversement des sociétés modernes pour les asseoir sur des bases nouvelles.

Le second mode de solution nous paraît devoir être le seul qui puisse être appliqué, et voici nos raisons :

Le progrès, loi de Dieu, existe dans la création qui est son œuvre; considéré sous le rapport de l'humanité envisagée sous son double aspect physique et

moral, il a pour but d'appeler peu à peu tous les citoyens d'une même nation à l'éducation commune et aux avantages de la propriété.

ASSOCIATIONS LIBRES.

ORGANISER L'INDUSTRIE SUR LE MODÈLE DE L'AGRICULTURE.

L'agriculture est plus ancienne sur la terre que l'industrie ; et le temps, ce grand régulateur du progrès, a fait passer la propriété foncière par des transformations successives auxquelles l'industrie est appelée à son tour. La division du sol et l'organisation actuelle du travail des champs placent les travailleurs agricoles dans des conditions de progrès que n'ont pas les industriels. Il y a encore dans les travaux des manufactures quelque chose du servage qui existait pour les cultivateurs des terres au moyen-âge, tandis que l'agriculture se trouve aujourd'hui arrivée à une autre phase de progrès.

La terre, ainsi que les manufactures, les matières premières ou l'argent qui les représente est un capital mort auquel le travail humain apporte toutes les fonctions de la vie.

La terre est cultivée par les mains des propriétaires eux-mêmes qui sont alors libres et heureux, ou bien, et c'est ici notre terme de comparaison et de rapport, elle est livrée au travail et au talent du prolétaire agricole : cette concession peut en définitive être considérée comme un véritable prêt. Un contrat synallagmatique

intervient entre le capitaliste du sol et l'agriculteur qui se lient entr'eux pour un temps déterminé. Ils établissent le fermage, et alors le fonds de terre est prêté moyennant un revenu annuel; ou le colonage, et dans ce cas, il y a association des bras et du capital et partage des bénéfices, c'est-à-dire des récoltes.

Quelle a été l'influence de ce régime sur le sort des agriculteurs? Elle a été immense : la propriété foncière tend à passer peu à peu entre les mains des paysans.

Le travail humain n'a que trois modes d'être qui sont autant de jalons plantés dans les voies du progrès : 1° travailler pour autrui; 2° travailler pour soi et pour autrui, c'est-à-dire associé; 3° travailler pour soi. Cette définition n'entend nullement embrasser tous les systèmes sociaux.

L'ouvrier qui travaille pour autrui moyennant un salaire déterminé et quotidien a toujours été condamné à un proletariat perpétuel, son travail est sans stimulant et sans charmes, il produit peu, sa vie est triste, il languit et meurt. Il nous parait contre-nature que l'homme n'ait pas de part à la propriété de ce qu'il fabrique. C'est avec une pareille organisation que les sociétés distribuent le malheur sur ceux qui produisent et la misère sur tous en comprimant l'essor de la production.

Le travailleur qui est appelé à partager les bénéfices de son labeur se trouve dans une position bien différente, il comprend que l'homme riche, qui souvent se repose dans sa vieillesse, a le droit d'appeler auprès de ses capitaux le pauvre qui pourra devenir riche à son tour. L'argent ou la fortune se trouvant d'un côté et les bras de l'autre, le besoin indispensable qu'ils ont

de se joindre et d'opérer entre eux une alliance dont les sociétés doivent régler les bases, les oblige à se combiner pour arriver au partage plus ou moins égal du produit.

L'ouvrier associé au capital terre ou argent espère arracher sa famille aux souffrances et à la pauvreté ; le courage et l'énergie entrent dans son cœur : tout change autour de lui, il devient sage, économe et rangé : il produit sans cesse, pour assurer du pain à ses enfants, et il enrichit l'Etat.

Le paysan devenu fermier ou colon a su trouver dans les ressources de l'association du travail avec la terre, le moyen d'arriver à la propriété ; et cette extrême division des terres s'est opérée dans l'espace de soixante années. Soutenu par un courage opiniâtre et par une volonté de fer, l'agriculteur mal logé, mal nourri, mal vêtu, sait s'imposer les plus rudes privations. Propriétaire d'hier, ivre d'une possession qui le rend libre, il sait par expérience à travers quels obstacles l'homme doit arriver à la propriété, et il chasse avec le bâton celui qui ose fouler aux pieds le sol qu'il a fertilisé de ses fatigues et de ses sueurs. L'ouvrier industriel devrait prendre pour modèle l'ouvrier agricole.

Les paysans debout sur leurs lopins de terre, osent défier toutes les théories et tous les systèmes qui tendraient à l'abolition ou au remaniement de la propriété foncière. La population des campagnes deux fois plus forte qu celle des villes place les principes de nos sociétés, la famille et la propriété, à l'abri de toutes les utopies :

L'homme propriétaire qui travaille pour lui et pour

sa famille se trouve enfin placé dans les conditions les plus favorables, et qui sont en pleine harmonie avec l'organisation des nations modernes qui ont toutes en grande partie l'individualisme pour base.

La société française deviendra donc parfaite à mesure que chaque citoyen obtiendra une part de plus en plus grande de droits et de propriété. L'individualisme est l'élément à créer ; et pour former un tout homogène, il faut prendre des éléments semblables entre eux et les associer. Le perfectionnement radical de notre société dépend donc de la réalisation de l'élément individuel ou de famille ; et le moyen d'arriver à ce résultat consiste à fournir à chaque citoyen et à chaque famille la faculté d'arriver à une part de plus en plus égale de droits, de charges, d'éducation et de richesses.

La liberté est donc inséparable de la propriété, comme elle l'est aussi de l'égalité. Ce n'est que par la réunion de ces deux principes qu'il deviendra possible d'établir la fraternité sur la terre, et c'est ainsi que se trouvera réalisée la belle et sainte devise écrite sur le drapeau de la République.

ASSOCIATION DES OUVRIERS AVEC LES CAPITALISTES.

L'agriculture a donné au monde et à la civilisation des peuples un spectacle magnifique et un bel exemple. L'industrie organisée comme la propriété foncière doit entrer à son tour dans la voie des associations libres. Le travail et le talent des ouvriers industriels ont été,

jusqu'à nos jours, soumis aux capitaux en argent. Les trois éléments, qui constituent la production, doivent devenir indépendants les uns des autres et fonctionner sous la surveillance et sous la direction des Conseils de l'Etat. L'existence des peuples exige qu'ils se recherchent et se combinent ; il faut qu'en s'associant librement ils établissent pour chacun d'eux des droits garantis.

L'argent, une usine, des ateliers, des forges, des fourneaux, sont comme la terre des capitaux morts qui ne peuvent être fécondés que par le travail. Quel surcroît d'activité et de richesse aussitôt que le travailleur industriel sera intéressé aux bénéfices de l'industrie, et quel progrès et quel bonheur pour la nation ! Ce sera sans doute une révolution pareille à celle qui est survenue dans la propriété, qui, passée entre les mains des cultivateurs, a vu la production générale grandir sans cesse.

Voilà le problème, il s'agit maintenant d'arriver à l'établissement de ces associations et d'en régler les effets.

Les capitalistes et les fabricants doivent se rassurer. Les ouvriers n'entendent pas apporter une main violente sur l'organisation actuelle de l'industrie et sur le régime des fabriques : ils comprennent qu'il ne faut pas déraciner brusquement le mal, mais qu'il faut le laisser mourir peu à peu. Les ateliers seront respectés, ils continueront de fonctionner comme par le passé. Les ouvriers n'iront pas chercher l'argent qui se cache toujours quand on veut le poursuivre, ni forcer les fabricants à tenir registre pour les contraindre à partager ensuite les bénéfices.

TRAVAIL DES OUVRIERS.

On doit organiser le capital des ouvriers avant de parler d'association. Ce capital consiste dans l'aptitude au travail, le talent et la moralité. Il doit produire désormais au-delà des salaires; il faut donc l'environner des garanties les plus sérieuses, afin que toute confiance lui soit accordée. On doit exiger que les ouvriers, avant de pouvoir travailler pour leur compte, aient passé par les trois degrés d'apprentis, de compagnons et de maîtres. Les conseils de prudhommes seraient chargés de leur conférer les grades et de leur accorder des brevets de capacité.

Le livret dont nous réclamons le maintien justifierait tout à la fois de l'apprentissage, du compagnonnage, de la maîtrise, du talent, de la moralité et de l'aptitude. Des garanties de capacité sont exigées pour la majeure partie des états, pourquoi ne le seraient-elles pas pour les nobles fonctions de l'industrie. Les ouvriers appelés à de nouvelles destinées sont intéressés, désormais, à devenir tous actifs et habiles dans leurs professions.

Ces examens, cette surveillance ne nous paraissent, en aucune façon, contraires à la liberté; il n'y a aucun mal à obliger les ouvriers à prendre des habitudes d'ordre, de sagesse, d'honnêteté et de travail, habitudes qui seront aussi salutaires pour eux, qu'utiles pour la patrie.

Ainsi, comme on le voit, si nous acceptons les traditions du passé, c'est toujours sous bénéfice d'inventaire. Nous rejetons les longueurs du compagnonnage et

de la maîtrise, les taxes et toutes les difficultés d'argent, et nous demandons seulement à l'institut industriel de diriger les métiers, les usines et les fabriques: aux prud'hommes de surveiller l'éducation professionnelle et de maintenir les amendes contre les produits falsifiés.

L'action du gouvernement sur la société et sur l'industrie en particulier aura des résultats avantageux, tant qu'elle n'enchaînera pas la liberté.

Le travail et la capacité ainsi assurés, il manque aux ouvriers un des trois éléments nécessaires à la fabrication des marchandises, l'argent qui sert à établir les manufactures et à se procurer les matières premières.

La République, obligée de résoudre la question du travail sous peine d'agitations continuelles, doit venir au secours des ouvriers.

PRETS DU CAPITAL ARGENT.

Deux moyens se présentent pour que les travailleurs industriels puissent arriver à la possession du capital argent: donner ou prêter. Donner est impossible: personne n'y songe, et d'ailleurs l'histoire est là pour démontrer qu'on ne peut pas créer, tout d'un coup, une position heureuse à des milliers d'hommes. Pour que les ouvriers deviennent propriétaires sérieux, pour qu'ils soient à même de conserver et d'agrandir leurs capitaux et leurs propriétés, il faut qu'ils y arrivent en réformant leurs habitudes peu-à-peu, à travers les privations et les fatigues, comme l'ont déjà fait les bourgeois et les agriculteurs.

Mais prêter ne gêne personne ; et prêter peut devenir d'ailleurs un avantage aussi grand pour les capitalistes que pour les ouvriers. C'est donc dans le prêt du capital argent que se trouve contenu le germe du problème de l'organisation à venir du travail industriel. Il est bien entendu que tout ce que nous émettons ici doit avoir lieu sous la protection de la plus entière liberté. Nous avons toujours professé le plus grand respect pour la propriété, et ce serait lui enlever son caractère sacré que d'exercer sur les terres ou sur les écus la moindre contrainte : personne mieux que nous ne sait apprécier tous les avantages de la propriété individuelle, puisque nos plus vifs désirs sont au contraire de rendre tous les travailleurs propriétaires.

GARANTIES OFFERTES AUX PRÊTEURS.

On nous objectera sans doute que l'industrie n'est pas en tous points semblable aux fonds de terre qui ne peuvent jamais s'anéantir ; et l'on nous demandera sur quoi nous entendons faire reposer les garanties sérieuses que les ouvriers doivent offrir aux capitalistes et aux fabricants. Ce n'est pas envain que nous avons exigé de l'activité, du talent, de l'ordre et de la moralité.

Tout homme apporte en naissant le désir naturel d'améliorer sa position et de faire le bonheur de sa famille ; ne doit-il pas arriver forcément à ce but, quand on lui en fournit les moyens ; les capitaux doivent donc aller trouver sans crainte les travailleurs. Et d'ailleurs le prêteur n'aura-t-il pas un privilège que rien ne peut primer sur les ateliers construits, les machines, les

matières premières et sur les marchandises. N'aura-t-il pas le droit de surveillance et de propriété, qu'on ne pourrait lui ravir sans commettre un vol. Et cette position toute précaire de l'ouvrier n'étant en définitive que transitoire et momentanée, dans six mois, dans un an, dans un avenir tout rapproché, les capitalistes auront-ils quelque chose à redouter? Les travailleurs posséderont pour les cautionner le gain qu'ils auront opéré dans l'industrie.

Les classes ouvrières, qu'on nous pardonne ce mot, il n'y a plus de classes dans une société qui a l'égalité pour but, les classes ouvrières donc se trouveront en face de deux genres de prêteurs : l'état et les particuliers. Voici le pacte qui devra s'établir :

ASSOCIATION ENTRE LES OUVRIERS ET LES CAPITALISTES.

L'ouvrier qui n'a aucune avance pour vivre, recevra chaque semaine le prix de sa journée, ainsi que cela se pratique de nos jours, et le capitaliste recevra après la fabrication et la vente des marchandises l'intérêt de son argent au taux qui sera fixé par la République.

C'est ici que se présentent les plus graves difficultés: il y aura perte ou bénéfices. S'il y a perte, l'ouvrier qui n'a rien ne pourra pas la supporter, elle retombera donc en entier sur le capitaliste. C'est injuste, c'est même illégal. On ne peut concevoir une association dans laquelle les pertes comme les profits ne seraient pas supportés en commun. Ce cas pourra se présenter, mais nous devons dire qu'il est exceptionnel, même avec l'organisation actuelle de l'industrie. Il de-

viendra encore moins fréquent dans l'organisation future, car les ouvriers intéressés aux bénéfices feront produire beaucoup plus à leur travail. Il nous semble impossible que par la faute de ses ouvriers un atelier ne fasse pas produire à la fabrication des matières premières, le prix du travail et l'intérêt du capital.

Il faut donc chercher ailleurs les cas de perte ; nous les trouverions plutôt dans les crises commerciales ou dans la concurrence, dont les effets terribles pour les producteurs seront sans doute écartés par la liberté absolue du commerce, et par l'action protectrice du conseil des prud'hommes et de l'institut industriel.

Ces difficultés s'évanouiront lorsque l'ouvrier aura quelques fonds en réserve ; et alors il subira la loi commune de la perte et du profit. Mais, dans le cas qui nous occupe, l'ouvrier devra-t-il au capitaliste ? Comment pourra-t-il s'acquitter ? Une dette ne le plongerait-elle pas dans l'état d'insouciance et d'abrutissement auquel on doit l'arracher ?

Une règle générale ne doit jamais fléchir devant quelques exceptions. Ces obstacles ne doivent pas arrêter le courant des idées qui emportent l'industrie vers l'avenir ; ils ne sont pas aussi sérieux qu'on le pense ; et si, contre nos prévisions, ils devenaient des pierres d'achoppement, le gouvernement de la République, qu'il soit prêteur ou non, devrait, dans certains cas, et après un mûr examen, les aplanir, en se rendant caution de la portion de perte qui serait à la charge de l'ouvrier. Nous avons lieu de croire que ces garanties données avec intelligence n'entraîneraient pas d'inconvénients. Nous savons qu'il existe dans toutes les positions et surtout parmi les ouvriers actuels, des hommes

qui, par leur organisation vicieuse, semblent être condamnés à ne jamais prospérer et à vivre dans la pauvreté ; mais nous croyons que les engrénages de l'association effaceront un peu les vices inhérents à quelques individus seulement. Le gouvernement est déjà entré dans la voie de l'avenir en votant plusieurs millions destinés aux associations libres.

Parlons maintenant de la situation normale de toutes les industries qui, fécondées par le travail, doivent donner des bénéfices. Devront-ils être partagés par moitié entre les capitalistes et les ouvriers ? La question paraît facile à résoudre quand on place les prolétaires en face du gouvernement. Il est du devoir de la République de secourir les classes les plus nombreuses et les plus pauvres, et de seconder le progrès politique qui tend à rendre tous les hommes propriétaires. L'Etat pourrait même prêter à des taux modérés sans prendre aucune part dans les bénéfices : ces prêts seraient une récompense accordée aux travailleurs les plus habiles et les plus moraux.

Il nous semble utile qu'a raison du risque que peut courir le capital argent, le prêteur soit intéressé aux bénéfices industriels. Mais nous voudrions éviter que le capital fit l'usure au travail, et le danger serait inévitable si le gouvernemeut ne venait pas chaque jour lutter contre les prétentions des capitalistes. Laissons donc toujours agir la liberté.

Il est bien entendu que le pouvoir doit prendre l'initiative de ces prêts pour engager les capitalistes à fournir des capitaux, ou bien pour garantir les sommes livrées. Il est bien entendu que L'État et les particuliers

pourront retirer les fonds prêtés à mesure que le travailleur entrera plus avant dans la propriété industrielle.

C'est ainsi que l'exploitation des bras par le capital et de l'homme par l'homme est condamnée à disparaître peu à peu. Nous sommes arrivés à une époque où les banques ne doivent plus être le privilége et le partage des grosses fortunes, et l'apanage des riches. Les ressources du crédit sont d'ailleurs infiniment plus utiles aux pauvres qu'aux riches.

Ce n'est pas ici le lieu d'étudier à l'aide de quelles réformes dans l'impôt et le budget on pourrait trouver les fonds nécessaires à l'établissement des caisses ouvrières.

Avec les principes des associations libres rien n'est changé dans la société.

Les fabricants, sous l'influence de la liberté, pourront à leur aise maintenir le régime actuel dans les fabriques, mais les modifications survenues leur créeront des complications et des embarras. Les meilleurs ouvriers leur échapperont et ils seront sans doute forcés d'adopter plus tard le régime de l'association. Il sera d'ailleurs très facile de traiter avec eux aux conditions que nous venons de signaler.

Les fabricants ont des droits acquis, des capitaux engagés, la science de la fabrication, l'habitude d'acheter les matières premières, de diriger les ateliers et de se rendre compte des opérations de fabrique et des chances du commerce. Ce serait beaucoup pour les ouvriers d'obtenir des capitalistes fabricants la moitié des bénéfices. Au reste, la République examinera si elle doit laisser la liberté, régler tous les accords et présider à toutes les conventions.

Quant au gouvernement, nous pensons qu'il doit dédaigner toute spéculation sur le produit du travail des classes pauvres et qu'il doit entrer en lutte afin d'abattre chaque jour les prétentions des capitalistes. Il arrivera, sans doute, une époque où le capitaliste n'aura plus droit qu'à l'intérêt du prix des ateliers, qu'à l'intérêt des fonds engagés dans la fabrication ou avancés aux ouvriers pour leurs journées. L'on donnerait alors aux capitalistes-fabricants une part proportionnelle dans les bénéfices en leur qualité de surveillants, d'administrateurs, de teneurs de livres, d'acheteurs, de vendeurs et comme faisant enfin toutes les affaires de la société.

Les directeurs des diverses industries de la France, formés aux écoles des arts-et-métiers et des ingénieurs civils, feront, comme en Angleterre, la fortune de l'industrie.

Il nous reste à rechercher quel devra être le mode de partage à opérer entre les travailleurs industriels.

PARTAGE.

Des associations plus ou moins nombreuses se sont constituées sur la surface de la République, il y a eu accord entre le capital, le travail et le talent. Chaque société a été dirigée par un conseil d'administration et de fabrication en harmonie avec le nombre des associés choisi par l'élection et pris au sein de la société ou au dehors. On a fabriqué et vendu les marchandises. Le capitaliste est venu, en vertu des conventions, con-

naître ou retirer sa part d'intérêt ou de bénéfices, il ne reste plus qu'à établir le dividende entre les ouvriers.

Dans toute fabrication l'argent ou les capitaux jouent toujours un rôle passif, ils ne rendent des services que par l'importance de leur chiffre; il paraîtrait équitable d'après cette observation de ne leur accorder que la part des intérêts dans le dividende.

Le travail et le talent jouent au contraire le rôle actif dans la fabrication ; ce sont des capitaux qui produisent plus ou moins ; il est donc de toute justice qu'il leur revienne tous les avantages, et que les ouvriers aient entre eux des parts inégales dans la richesse qui est leur ouvrage.

Comment donc apprécier le travail et le talent de chaque ouvrier ? Par des prix de journées inégaux. Cette inégalité existe de nos jours dans tous les ateliers ; elle a été consacrée dans tous les pays et dans tous les temps. Elle est établie sur la différence des forces et de l'intelligence humaine ; elle est une loi de *Dieu*.

Les ouvriers savent s'apprécier et se connaître. La justice les anime ; un intérêt bien entendu les guidera ; ils fixeront entre associés la différence des salaires. S'ils ne sont pas d'accord, toutes contestations seront portées devant le tribunal des prud'hommes. Les prix des journées seront gradués sur une échelle de proportion. Les capitalistes ne doivent pas craindre qu'ils soient exagérés, car les ouvriers industriels ont tout intérêt à les maintenir dans de justes bornes.

L'aptitude au travail et le talent une fois constatés, peuvent néanmoins faire défaut à l'association qui doit

prendre toute espèce de garanties. On tiendra note, afin de faire baisser le salaire, des fautes provenant de la négligence et de l'incapacité ou de la paresse des ouvriers et du manque de travail pour maladies ou autres causes. Au moment du partage, la société ayant une connaissance parfaite des salaires et de l'apport de chaque ouvrier en talent et en travail, le dividende proportionnel des bénéfices aura lieu conformément à ces éléments et à ces bases. L'ouvrier capitaliste aura part aux bénéfices des capitaux et à ceux du travail. On pourra, ainsi qu'on l'a proposé, prendre sur la masse une part qui servira à l'établissement des secours mutuels, et l'autre qui sera utilisée comme fonds d'amortissement destinés à payer les capitalistes dont l'argent a servi à la construction des fabriques, à l'achat des matières premières, et à toutes les avances utiles au salaire et au travail. Les capitaux acquis peu à peu, à l'aide d'un labeur journalier, s'accumuleront chaque année; les ouvriers deviendront ainsi propriétaires de l'industrie, et le prolétariat sera détruit. Le travailleur industriel cessera d'être condamné à une misère perpétuelle: la pauvreté sera le fruit du vice, et restera dans la nation comme un exemple et comme une expiation.

L'État ne peut s'emparer de la personnalité humaine et garantir à chaque individu la satisfaction pleine et entière des besoins physiques et moraux. Il faudrait pour cela que tous les citoyens fussent également travailleurs et vertueux. Il y aura toujours des hommes nuisibles et ennemis de toute contrainte et de tous devoirs, et par conséquent il y aura toujours des pauvres et des criminels. Il faut que la société garantisse l'existence à ceux qui, par impossibilité physique, par

exemple, à cause d'un accident, ne peuvent plus se livrer à l'exercice de leur état. On doit également distribuer des secours aux malheureux qui n'ont eu en partage que des vices et des passions; mais ces secours organisés avec intelligence ne doivent jamais encourager des vices que la société condamne et réprouve.

On n'a pas besoin d'ériger en principe le droit imprescriptible et absolu qu'apporte tout homme qui vient au monde de vivre en travaillant, et de consommer ce qui est utile aux fonctions de sa vie; c'est pour cela que l'Etat doit décréter pour tous l'obligation de travailler et de produire. L'homme qui reçoit une aumône est déshonoré; le citoyen qui est mis à même de gagner sa subsistance est annobli par son travail.

Voilà quel nous a paru être le caractère saint et sacré du droit au travail, qui pour nous est le corollaire du droit à la vie. La sollicitude de la République doit être employée à le procurer aux ouvriers. La France a un quart de terres en friche, le gouvernement exécute des travaux immenses, l'agriculture et l'industrie bien souvent manquent de bras.

Le système d'association dont les transitions sont environnées des plus graves difficultés, nous a paru être le seul praticable; il satisfait tout à la fois les intérêts des capitalistes et des ouvriers, et ceux enfin de la société.

En traitant la question de l'organisation du travail dont la solution est devenue une nécessité de notre époque, nous avons cru accomplir un devoir et rien de plus. On pourra attaquer nos principes, nier la portée de notre faible intelligence et prouver que nous n'avons pas su résoudre le problème du siècle. Nous sau-

rons courber la tête en silence sous le fouet de la critique; mais ce que nous défendrons avec acharnement, c'est la pureté de nos sentiments républicains; c'est notre amour sincère pour les pauvres et les ouvriers auxquels la République doit ouvrir ses bras.

Ce n'est pas sans de justes motifs que nous avons demandé que les capitaux en argent vers lesquels affluent aujourd'hui tous les bénétices de l'industrie, fussent appelés à les partager avec le capital moral des ouvriers qui comprend le travail et le talent, c'est-à-dire deux éléments de production sur trois. Cette affluence étant l'origine de tous les monopoles industriels et commerciaux, nous nous sommes efforcé de retourner cette source de prospérité vers les classes ouvrières.

PRÊTEZ AUX OUVRIERS.

Nous dirons au gouvernement et aux capitalistes : prêtez aux ouvriers et vous y trouverez un avantage personnel; et vous verrez bientôt les sommités industrielles et commerciales sapées par la base subir l'égalité; elles règnent aujourd'hui en souveraines sur les débris des petites industries et sur les ruines du petit commerce; elles tuent la petite concurrence en établissant le monopole à l'aide des capitaux et des machines. elles dressent de grands bazars qui font diparaître les boutiques.

Prêtez aux ouvriers; et l'industrie et le commerce sans cesse rajeunis et fécondés par des forces vives et nouvelles, par une pléïade de petites fortunes qui surgiront de tous côtés, ne tourneront plus au monopole ;

à la misère des classes laborieuses et à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Prêtez aux ouvriers; et les classes moyennes qui avec l'organisation actuelle de l'industrie tendent à disparaître, comme en Angleterre, ne feront que s'étendre et s'agrandir en descendant vers les classes inférieures.

C'est ainsi que les travailleurs industriels arriveront dans l'avenir à la réalisation graduelle de leur individualisme dans la société.

La République voit deux chemins s'ouvrir devant elle : l'un conduit à l'esclavage des travaileurs, au servage de l'industrie, au monopole des fortunes, à l'exploitation, à la misère et à la mort des ouvriers, aux désordres, aux révolutions et à la guerre civile.

L'autre amène à l'union intime du capital et du travail, des ouvriers et des bourgeois, des intelligences et des cœurs, à la richesse, au bonheur, à l'égalité et à la fraternité des hommes et des nations.

La République ne peut hésiter à entrer dans cette dernière voie; nous sommes arrivés à une époque de rénovation sociale; il faut plus que des conseils, des efforts et des aumônes, plus que des associations mutuelles, des caisses d'épargne, des hôpitaux, plus que des Invalides ou des caisses de retraite....... Le gouffre des révolutions est encore béant, qu'on y prenne garde.... que ceux qui repoussent les systèmes nouveaux s'apprêtent à des calamités nouvelles. Nous exprimons ici des craintes, et Dieu nous garde de faire entendre des menaces; nous voudrions convaincre et non effrayer.

La nouvelle organisation de l'industrie ne pourra s'établir qu'au sein de l'ordre et de la confiance. Il importe

donc au gouvernement, à l'Assemblée Nationale et surtout aux ouvriers de ramener le calme et la sécurité. C'est à ce prix que les capitaux qui se cachent au milieu des orages révolutionnaires, viendront d'eux-mêmes s'offrir aux travailleurs. L'émeute tue le crédit et paralyse toutes les industries. On ne forcera pas la France à marcher par soubresauts et à travers le sang dans la carrière du progrès ; si quelques hommes veulent la faire avancer trop vîte, elle résistera. Les ouvriers doivent les premiers ramener l'ordre et le maintenir. Les riches par un égoïsme coupable arrêtent la circulation de l'argent ; ils comprendront que la République est trop bien assise, pour qu'on tente de la renverser, en exploitant la faim.

Quant à nos théories, elles ne pourront se réaliser qu'au milieu de la paix et de la tranquillité publique. le gouvernement entravé par l'embarras financier qui paralyse les transactions et les travaux, a des devoirs bien sérieux à remplir; il doit appliquer l'économie dans tous les services; et le peuple français battra des mains, le jour où les traitements de tous les fonctionnaires publics seront diminués. On supportera patiemment les lourdes charges de l'impôt, lorsque les gouvernants se dévoueront sincèrement au service de la République. La crise financière est terrible ; les pauvres souffrent, et l'on ose augmenter les impôts de moitié, sans faire la moindre économie dans les dépenses. Arrière les égoïstes, les ambitieux de toutes les nuances et de tous les partis qui ne savent servir leur patrie que pour de l'argent. Ils peuvent grandir en puissance et en dignités, ils ne s'élèveront jamais à la hauteur du mépris des véritables amis du peuple. Le

dévouement à la patrie ne s'allie jamais avec l'intérêt personnel.

Notre cœur est pénétré du malheur des ouvriers, et personne plus que nous ne désire des améliorations dans la vie et la condition des travailleurs. Mais on les a trop bercés de promesses illusoires et chimériques, et les théories que nous venons d'exprimer sur l'association renferment elles-mêmes des obstacles et des difficultés immenses. La République ne doit pas cependant reculer devant l'application ; elle doit au contraire appeler toute la France à résoudre la question du travail. Les industries diverses ne peuvent pas être organisées avec les mêmes principes. Il faut que dans chaque ville il se forme des comités qui se mettront en rapport avec le Comité central de Paris. Leur mission sera de consulter les corps d'état, de connaître leurs vœux et leurs besoins.

Pouvons-nous descendre nos théories à la main parmi les ouvriers et mettre nos systèmes en pratique dans chaque atelier ?

C'est alors que grandissent les difficultés ; l'exposition du problème n'est rien en comparaison de la mise en pratique ; que de lenteurs et que d'efforts pour que l'association entre dans le domaine des faits !

Et d'abord, il est facile d'apercevoir qu'elle ne peut avoir lieu pour tous les corps d'état : Il est impossible, par exemple, d'associer aux bénéfices les ouvriers occupés à la propriété bâtie ; comment admettre que les architectes, les maçons, les charpentiers, les menuisiers, les platriers, etc., deviennent propriétaires par moitié d'un édifice construit exprès pour satisfaire les besoins et les goûts personnels d'un propriétaire qui

se laisse souvent entraîner dans de folles dépenses. Une maison d'ailleurs n'est pas une marchandise dont le commerce va de suite s'emparer.

Est-ce à dire pour cela qu'on doive renoncer à améliorer la condition des travailleurs dont les productions n'entreraient pas dans le commerce. Nous ne le pensons pas ; les maîtres devront toujours associer à leurs bénéfices les ouvriers qui les aideront dans l'exécution des travaux ; et d'un autre côté, on pourrait, ce nous semble, et cela sans craindre les inconvénients que nous avons signalés à l'occasion des manufactures, admettre ici l'élévation des salaires et la réduction des heures de travail, comme moyen d'améliorer la condition de ce genre de travailleurs. Mais comme les entrepreneurs de constructions, maçons, charpentiers ou autres, sont toujours disposés à se faire entre eux une concurrence ruineuse, de manière à réduire presque à rien les bénéfices, nous serions disposés à proposer que tous les devis des constructions ou des réparations à faire fussent appréciés et estimés par un comité, établi de façon à donner des garanties aux propriétaires et aux ouvriers ; des amendes très sévères seraient infligées à ceux qui entreprendraient les travaux au dessous du prix fixé. Les maîtres et les entrepreneurs verraient tous avec satisfaction une pareille organisation de leurs travaux s'établir sur toute la surface de la France ; elle serait infiniment utile, en province surtout, où les ouvriers des campagnes non sujets à une patente aussi élevée et qui ont la possibilité de se nourrir, de se loger, de vivre enfin à plus bas prix, font aux travailleurs des cités une concurrence mortelle.

Une enquête doit avoir lieu. On demandera aux co-

mités établis de faire connaître le nombre des ouvriers, leurs salaires, leur manière de vivre, et d'indiquer aussi les moyens de porter remède à leurs souffrances.

On devrait surtout demander que l'on posât, parmi les ateliers des divers corps d'état, les bases de l'association du capital et du travail, et de l'association des maîtres avec les ouvriers et des ouvriers entre eux.

Nous osons prédire d'avance que les métiers divers feront admettre forcément des applications différentes, qui toutes doivent être laissées à l'appréciation et à la liberté des travailleurs. Voici quelques combinaisons :

Fermage d'une usine ou d'une industrie, moyennant une somme fixe et déterminée.

Association du capital, du travail et du talent avec tous les modes de partage dont nous avons déjà parlé, entre capitalistes, fabricants, maîtres et ouvriers.

Simple prêt de numéraire, moyennant l'intérêt légal

Intervention du gouvernement lui-même en qualité de prêteur ou de simple caution.

Enfin, on pourrait pour certains travaux organiser les ouvriers en société et accroître les salaires ; mais il faudrait bien se garder de payer cet accroissement jour par jour.

Il est des ouvriers égarés par des doctrines qui leur jettent des illusions toutes empruntées à l'imagination des poètes ; quant à nous, nous restons plus que jamais convaincus que l'amélioration des classes pauvres ne peut arriver qu'à l'aide du temps, du travail, et même des privations de toutes sortes. La route qui conduit le prolétaire de tous les pays et de tous les siècles, à la propriété et au bonheur, paraît être bien triste et bien

aride. C'est une nécessité qu'il faut savoir subir : et cependant la vie de famille, l'arrivée à la propriété, la prospérité des affaires, l'espoir d'assurer sa vieillesse et l'avenir de ses enfants, sont des joies bien vives. Nous croyons même que le destin de l'homme ici bas est d'aspirer à tous ces biens.

Les livres et les discours, la plume et l'épée sont donc impuissants pour changer tout d'un coup la condition des ouvriers ; il est écrit que le bonheur doit descendre goutte à goutte sur l'humanité ; prétendre le contraire, c'est effacer l'histoire de toutes les nations, c'est nier le progrès qui est la loi de Dieu.

L'ÉTAT DOIT-IL S'EMPARER DE L'INDUSTRIE.

Quelques auteurs (entraînés sans doute par l'énergie de leurs convictions), ont proposé des réformes plus radicales ; ils pensent que l'action du gouvernement sur l'industrie ne doit pas se borner à une surveillance active et à une direction intelligente ; ils demandent que la République s'empare de toutes les manufactures, et qu'elle en prenne le monopole ; que le gouvernement achète les matières premières ; qu'il devienne grand fabricant en élevant partout des ateliers nationaux qui ont été de nos jours si désorganisateurs du travail et si improductifs ; qu'il soit grand administrateur de l'industrie, en sachant augmenter ou restreindre la fabrication des diverses marchandises, en ouvrant des débouchés intérieurs ou extérieurs, d'après les besoins des citoyens et ceux des nations voisines ; et grand commerçant, en faisant vendre les produits dans d'immenses bazars.

Il semble au premier coup d'œil que ce système est parfait; l'exploitation industrielle a lieu sur une large échelle, les capitaux abondent, les machines et les procédés économiques et nouveaux, appliqués par le gouvernement lui-même, épargnent les bras et accroissent la richesse publique. Il y a harmonie entre la production et la consommation, et l'industrie échappe aux crises commerciales. Enfin la concurrence est évitée à l'aide d'un tarif apposé sur les marchandises avant qu'elles ne soient livrées à la consommation générale.

Tout est réglé et prévu, et il ne resterait plus qu'à faire fonctionner ces principes.

Il est facile, d'après cet aperçu, de comprendre que la question la plus importante de notre époque est de savoir où doivent s'arrêter dans les sociétés humaines les limites des pouvoirs des gouvernements sur les citoyens.

L'Etat doit-il absorber en entier l'individualisme et s'emparer des hommes et des propriétés ?

L'histoire des révolutions humaines renferme à chaque page la lutte sanglante des peuples contre ses oppresseurs, et la liberté n'est que la victoire remportée contre l'envahissement et la tyrannie de toutes les sortes de gouvernements. C'est partout et toujours l'individualisme qui se dégage de plus en plus des chaînes du pouvoir; et l'on voudrait aujourd'hui rompre toutes les traditions du passé et jeter les sociétés modernes dans le moule brisé des sociétés antiques, de l'Egypte par exemple, où le peuple esclave travaillait pour ses rois.

Avec le système qui veut que l'Etat accapare toutes les industries. L'ouvrier réduit à la condition des salai-

res ne pourrait jamais s'arracher au prolétariat. L'égalité serait anéantie à tout jamais. La nation se trouverait alors divisée en deux camps: d'un côté le gouvernement composé de grands savants, de grands industriels et grands commerçants, producteurs et distributeurs de de la richesse industrielle, et de l'autre les classes inférieures.

Un Etat qui a la prétention de tout prévoir et de tout faire, condamne à tout jamais les travailleurs à un complet abrutissement. L'intelligence des industriels languit et meurt, la concurrence qui anime tout se retire de l'industrie, la rivalité du producteur contre le producteur s'éteint. La tête et les bras des ouvriers ne sont plus intéressés à trouver les moyens de produire à bon marché.

Un gouvernement qui s'empare de la personnalité, de la propriété et du talent des hommes leur ravit donc l'intelligence et l'activité; il confisque tout jusqu'à la liberté. Le système que nous discutons et qui ne peut exister que dans les rêves brillants des hommes de cœur n'est qu'un cadavre auquel manque l'élément principal de la vie, l'individualisme qu'on a voulu supprimer.

Il faut agrandir par les droits et la propriété, organiser et non détruire la personnalité; l'avenir et la civilisation en dépendent. L'homme est un composé d'égoïsme et de dévouement, il est inutile de rechercher lequel des deux sentiments l'emporte sur l'autre. Chacun ressent dans son cœur l'influence qu'ils exercent sur les pensées et sur les actions. Les hommes doués d'organisations différentes sont plus ou moins égoïstes ou dévoués. Il s'agit de se connaître, de descendre en soi-même et de savoir si l'on préfère les autres à soi. Sans

entrer plus avant dans l'étude philosophique de l'individualisme, qui cependant est l'élément de tous les systèmes sociaux, nous avouons qu'il nous a semblé que le mobile le plus puissant et le plus énergique de l'activité humaine, était de travailler pour soi et sa famille. Il faut donc, sous peine de voir diminuer le travail, la richesse et le bonheur de la France, respecter la personnalité, la famille et la propriété. Arrière tous les systèmes qui voudraient attenter aux principes fondamentaux des sociétés humaines.

Examinez ce qui se passe autour de vous et jugez : l'homme marié travaille plus que le célibataire, et malgré son surcroit de charges il rend plus à la société qu'il n'en a reçu. Le propriétaire qui produit pour lui et pour sa famille, l'emporte par son travail sur l'ouvrier associé aux bénéfices, sur celui qui travaille pour autrui, et surtout sur le fonctionnaire public.

Parcourez les campagnes et voyez également les différences et la progression qui existent dans l'activité, les travaux et les soins aussi, entre le journalier, le colon à mi-fruit, le fermier et le propriétaire.

On dira sans doute que des institutions nouvelles, secondées par une éducation en harmonie avec elles, changeront le cœur de l'homme, et donneront d'autres mobiles à tous les citoyens de ces patries imaginaires. Les hommes alors travailleront pour autrui et pour la société, avec beaucoup plus d'énergie que pour eux et pour leur famille. Nous sommes forcés et à regret, jusqu'à ce que l'expérience en ait été faite, d'accepter l'homme tel qu'il est. Nous demanderions à croire que l'humanité est sortie plus parfaite des mains de Dieu, et que l'éducation est appelée à développer des pen-

chants qui sont restés enfouis et inconnus jusqu'à nos jours.

Si l'on demande que l'Etat soit propriétaire de l'industrie, d'autres demanderont qu'il s'empare des terres et qu'il dépossède de suite cette masse de paysans, propriétaires d'hier, que l'on trouvera disposés à les défendre au péril de leur vie. Pourquoi donc ne proclamerait-on pas également l'Etat grand agriculteur, grand marchand ou échangiste de toutes les denrées : nous voilà, tout en suivant la pente de ces idées, arrivés à l'application des principes communistes.

Enfin pour compléter le systéme on a demandé l'égalité des salaires.

ÉGALITÉ DES SALAIRES.

Les hommes sont inégaux en intelligence et en force La société qui les réunit et les organise doit-elle établir l'égalité la plus absolue dans les rapports des citoyens et *corriger, pour ainsi dire, les œuvres de Dieu* :

On pourrait, jusqu'à un certain point, appuyer la théorie de l'égalité dans les récompenses du travail humain en raisonnant ainsi : Si les ouvriers emploient au travail industriel tout ce que Dieu leur a donné d'intelligence et de force, la société ne pouvant exiger davantage, puisqu'ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient faire, devrait les récompenser également. Ce raisonnement philosophique a toute l'apparence de la vérité; mais il a un revers. Les ouvriers ont également reçu de Dieu des besoins et des goûts inégaux; les satisfaire est une nécessité physique et morale. Les nations qui voudraient marcher dans les voies de justice en prenant

pour base l'organisation humaine, devraient donc des récompenses inégales à tous les citoyens.

La première proposition ne sera vraie qu'à la condition que l'ouvrier parvenu tout d'un coup à la perfection restera attaché à son devoir, travaillant à chaque heure et chaque jour de toutes ses forces, sans distraction ni repos, véritable machine intelligente mise en action par la vertu. Le travail n'est pas un plaisir : il porte avec lui des souffrances réelles; et l'homme a été condamné à gagner son pain à la sueur de son front; l'ouvrier surmonte toutes les fatigues à mesure seulement qu'il est intéressé au travail qu'il exécute; ôtez le stimulant de la possession industrielle, et tout va languir dans l'agriculture et dans l'industrie. La sueur ruisselle du corps du père de famille propriétaire ; il travaille nuit et jour; et s'il tombe épuisé sur sa couche, c'est pour reprendre le lendemain l'ouvrage de la veille.

L'égalité dans les salaires est une prime accordée à la paresse et à la lâcheté. Elle tue l'émulation dans le travail et enlève aux travailleurs l'activité, le courage et l'énergie. Le travailleur, dit-on, remplira sa tache par vertu ; mais depuis quand ce sentiment est-il plus fort que le besoin qui déchire ses entrailles et qui est impuissant pour l'arracher à l'inaction.

L'ouvrier ira-t-il, par vertu, user son corps ou consacrer vingt ans de sa vie à devenir habile, si pour prix de tous ses efforts il ne doit pas être plus récompensé que celui qui n'aura jamais voulu rien faire, ou qui n'aura travaillé que par force et par devoir.

Que deviendra d'ailleurs l'égalité apportée par les salaires, en face des passions et des besoins divers ; le lendemain elle sera rompue. L'économe conservera et le

débauché aura tout diverti. L'égalité dans les salaires, employée comme moyen de conduire les ouvriers à l'égalité civile, est donc une chimère et une injustice.

La justice humaine conforme à celle de Dieu, commande que chacun soit jugé et récompensé selon ses œuvres. Il est donc souverainement injuste qu'une part inégale dans le travail et les fatigues puisse correspondre, dans une société bien organisée, à une part égale dans les jouissances et les profits. Ces principes nous paraissent contraires aux lois naturelles. Ils sont faux et doivent être réprouvés.

La théorie des salaires presque abandonnée par ses auteurs, et qui ne peut, en aucune façon, trouver place dans l'organisation actuelle des sociétés, appartient à ces nations poétiques, créations fraîches et parfumées, enfantées par les rêves sérieux des utopistes. Respect à ces hommes dont le cœur ardent emporte la tête ; respect à ces belles imaginations qui devancent les siècles, qui regardent l'humanité à travers un prisme, et dont les idées vont se jouer au soleil des intelligences, semblables à des papillons dont les ailes sont étincelantes d'or et de pierreries.

Les utopistes sont des hommes de génie chargés par Dieu de conduire l'esprit humain à travers les régions inconnues de l'avenir ; ce sont les alchimistes de la pensée, des machines à rêveries incapables de faire passer leurs théories dans le domaine des faits et d'administrer un pays ; leur rôle est de penser, à d'autres celui de gouverner et d'agir.

Qu'on nous permette d'exposer ici quelques dernières idées sur l'organisation du travail. Supposons que le gouvernement et les capitalistes se refusent à consi-

dérer le capital moral des ouvriers, le travail et le talent, comme insuffisants pour offrir des garanties assez sérieuses à l'argent. C'est pour nous une supposition entièrement gratuite. Il pourrait rester aux malheureux prolétaires industriels un dernier moyen d'arriver peu à peu, à l'aide de l'association, au capital argent et à la propriété industrielle. Ce moyen n'est pas susceptible, même à notre avis, de détruire tous les obstacles qui pourraient s'opposer à l'abolition du prolétariat.

L'ouvrier n'ayant pas de biens, l'État pourrait regarder sa personne comme temporairement aliénable. La conscription, cet affreux minotaure des tems modernes, ne devrait plus avoir lieu par la voie du sort; qu'il soit décrété qu'à l'avenir tous les citoyens seront tenus d'être soldats, que l'impôt du sang sera payé par tous, et que la loi caduque du hasard qui décide du départ pour l'armée sera rayée de nos codes. Tout le monde étant soldat, l'exemption pourrait avoir lieu, moyennant une somme fixe, ou ce qui serait mieux encore, progressive selon la fortune des familles. Les assurances militaires qui font trafic de chair humaine, et qui dupent si souvent les remplaçants, disparaîtraient devant l'État qui serait converti en grand assureur. Il serait formé autant de caisses centrales qu'il y aurait de régiments en activité; les intérêts des sommes versées seraient capitalisés de six mois en six mois, et après le terme fixé pour la durée du service, chaque caisse ferait une répartition sur tous les soldats sortans. On pourrait même accorder des primes au courage, à l'intelligence et à la bonne conduite.

Quand donc les armées cesseront-elles d'apporter partout le carnage, la dévastation et la misère?

Les nations comprennent aujourd'hui qu'il est de leur intérêt de vivre en paix et de réaliser sur la terre les principes divins de la fraternité. Nous espérons être témoins du jour trois fois heureux, où l'Europe aura précipité du trône tous ses tyrans : nous verrons alors les peuples se tendre la main ; plus de frontières, plus de douanes, et partout l'abondance au sein du calme et du bonheur. Le guerrier pourra briser son épée, la guerre aura fait son temps. Les bras si forts et si nombreux que la conscription arrache à l'agriculture et à l'industrie reviendront aux champs ou à l'atelier. Si la République a besoin de soldats, elle les emploira non à détruire, mais à édifier. Il importe à tous les peuples que les travaux publics soient exécutés à bon marché ; chaque citoyen sera enrégimenté pour travailler dans l'intérêt de la patrie, et pour concourir à sa richesse et à sa puissance. Les soldats, sans faire concurrence aux travaux agricoles ou industriels, traceront des canaux, construiront des chemins de fer : et c'est ainsi que sera utilement remplacée la dette que tout citoyen avait contractée en naissant, de s'enrôler et de combattre pour son pays.

Les soldats civils, outre l'organisation de la caisse militaire, recevraient encore de la nation un salaire convenable, et en harmonie avec leur travail. Cette oisiveté des casernes qui enfante beaucoup plus de vices que de vertus, qui enlève les habitudes du travail, serait enfin utilisée par des occupations, dans l'intérêt des travailleurs et de la République.

C'est ainsi que dans l'un ou dans l'autre cas, les soldats rentrant dans la Société, y arriveraient à l'imitation des anciens Romains avec un pécule castrense

tout formé, et qu'ils pourraient ensuite, isolés ou associés, s'élancer dans les champs sans bornes de l'industrie.

Le moyen que nous venons d'indiquer d'une manière superficielle irait se combiner de lui-même avec nos idées déjà émises sur l'organisation future du travail. Il était question pour nous de faire arriver le prolétaire industriel à la possession du capital argent. Les dividendes de la caisse militaire pourraient donc servir à augmenter les garanties des ouvriers à l'égard des capitalistes et faire face en quelque sorte à toutes les éventualités de perte qui pourraient survenir dans les associations industrielles.

Les ouvriers et la Révolution sont loin, d'après ce qui précède, de vouloir porter la moindre atteinte à aucune espèce de propriété et de fortune. Ils demandent, dans l'intérêt de tous, de faire produire à leur travail de plus grandes richesses, et ils implorent les capitalistes de leur prêter seulement une main secourable et amie. Notre révolution qui fera le tour du monde a rendu à la terre les principes éternels de liberté, d'égalité et de fraternité que la main des prêtres avait relégués dans le Ciel. Aujourd'hui, que la liberté existe, nous demandons la propriété pour tous, seul moyen de réaliser, ici-bas, la devise immortelle du drapeau de la France.

Les théories que nous venons d'émettre sur l'organisation du travail et sur l'association du capital avec le travail sont passées dans toutes les têtes. Nous en défendrons l'esprit tout en laissant aux intelligences supérieures le droit incontesté de critique et de correction. Si nos principes étaient rejetés, il ne resterait plus aux in-

dustriels qu'à se jeter dans les bras des utopistes. Le prolétariat est condamné, et la République est chargée de le faire disparaître ; la France attend les réformes. Pourquoi donc manifester des craintes sur l'association: c'est un principe utile à tous.

SYSTÈMES UTOPISTES.

Les sociétés humaines changent comme par enchantement sous la baguette magique des utopistes modernes. Le tableau si sombre des misères publiques disparaît, l'avenir se colore en rose; l'égoïsme des hommes se transforme en dévouement, et les fatigues du travail sont converties en plaisirs ou en vertus. L'ouvrier travailte avec plus d'ardeur pour les autres que s'il travaillait pour lui; l'avarice, l'ambition et l'orgueil sont arrachés du cœur humain. L'homme actif redouble d'efforts pour faire le travail du paresseux, et l'économe trouve juste de partager le prix de ses sueurs avec le débauché. Le dévouement à la masse, le sacrifice absolu de la personnalité sont mis à l'ordre du jour. On y voit les hommes s'enfermer dans le cercle des devoirs pour n'en sortir jamais. Plus de vices, plus de vols, plus de crimes. La fortune publique s'élève à des chiffres incalculables, et la terre devient un paradis terrestre, un Eldorado frais et riant, où les hommes parfaits comme Dieu n'ont plus que des vertus.

Notre cœur se dilate en écoutant de pareilles promesses ; il palpite d'enthousiasme et d'amour. Oui, demain nous nous mettrions avec ardeur au service de toutes les utopies. Mais malheureusement il manque

à ces systèmes de se trouver d'accord avec les traditions du passé, avec le cœur humain, et avec la connaissance des voies progressives par où l'humanité doit passer.

Trois grandes écoles utopistes ont brillé en France et sur l'univers.

SAINT-SIMONIENS.

Les Saint-Simoniens ont poussé la réalisation de l'individualisme jusqu'aux dernières conséquences de la logique ; ils ont voulu découper la forme des sociétés humaines sur l'organisation physique et morale de chaque citoyen, et faire fonctionner chaque individu à la place où ses penchants et Dieu semblaient l'avoir appelé. Pour arriver à ce résultat, il a fallu isoler tous les hommes en brisant les liens sociaux ; les égaliser au berceau en détruisant le mariage, la famille, l'héritage et la propriété, les classer ensuite individuellement selon leur intelligence et leur travail, et les récompenser, enfin, selon la capacité et selon les œuvres. L'inégalité, dans les honneurs et les richesses, était toute personnelle ; la famille qui était détruite ne profitait pas des avantages conquis par les auteurs, et l'égalité qui avait commencé au berceau n'apparaissait plus qu'à la mort.

Les Saint-Simoniens, afin d'enfermer la société dans le cercle de fer tracé par le mérite, voulaient qu'elle fût organisée hiérarchiquement de haut en bas. Le père suprême, qui s'était posé lui-même chef de la secte, possédait un pouvoir autocrate et presque absolu ; son autorité rayonnait du centre à la circonférence et ne relevait que de Dieu : il avait le cou orné d'un collier

symbolique, où se trouvaient les noms des douze apôtres de la doctrine. Au milieu du collier était un hémisphère avec le nom du père ; cet hémisphère devait se compléter, quand apparaîtrait la femme libre et forte, chargée de faire un code féminin, et de révéler les lois physiques et morales de son sexe.

Les Saint-Simoniens ont laissé des ouvrages très sérieux en religion et en politique, ils ont eu leur part d'influence sur l'industrie et sur la civilisation. La récompense selon les œuvres, pensée éminemment philosophique, a servi de pivòt à leurs doctrines. Ce fut aussi la pensée dernière d'Alexandre-le-Grand, qui mourut entouré de ses amis, en leur disant qu'il laissait sa couronne au plus digne. Les Saint-Simoniens ont eu la prétention d'organiser la société avec un seul principe, et de guérir l'humanité de tous ses maux. Les conséquences outrées qu'ils ont été obligés de déduire les ont conduits à saper les bases fondamentales des sociétés. la famille, l'héritage, la propriété ; ils ont ressemblé à ces médecins étroits qui prétendent soigner tous les tempéraments et toutes les maladies à l'aide d'un seul système, et avec un seul remède.

Les Saint-Simoniens, en faisant passer l'inégalité naturelle des hommes dans les faits politiques, ont voulu établir la société la plus inégale et la plus hiérarchique qui aurait paru sur la surface du globe.

Les partisans de cette doctrine ne vivront plus que dans l'histoire.

FOURIÉRISTES.

Les Fouriéristes, à leur tour, ont outré le principe de l'association. qui est appelé à organiser le travail.

Fourier, génie puissant et hardi, pose la main sur les sociétés modernes, les accuse de marcher à contre-sens et veut les briser. Il déroule dans le monde des travailleurs l'idée qui doit régénérer l'industrie : l'association des intelligences, des forces et des capitaux ; mais il pousse jusqu'au délire les conséquences de cette association, afin d'arriver au but qu'il s'était proposé ; il bâtit un véritable roman sur le cœur humain, et prêche l'association des hommes et de leurs passions.

Elles sont toutes des vertus, dit Fourier ; elles nous viennent de Dieu ; lutter contre elles et les combattre, c'est rapétisser l'homme et détruire l'œuvre du créateur. Il faut perdre la prétention insensée de corriger l'humanité, l'auteur de toutes choses ne peut être régenté par les Socrate et les Platon. Tout consiste à trouver une forme de société où le mécanisme des passions humaines s'engraine parfaitement avec les institutions sociales. Avec ce système toutes les passions sont bonnes, à la condition de savoir s'en servir.

La gourmandise et l'ambition sont des mobiles qui vont devenir très puissants lorsqu'ils seront dirigés d'une manière utile, et le vol lui-même ne serait, à proprement parler, qu'un instinct de propriété trop développé.

Aujourd'hui les débauchés, les paresseux, les voleurs et les criminels ne veulent rien faire. Ils désirent consommer sans produire. Leurs penchants sont radicalement mauvais. Dans toute société possible, la répression des fautes et des crimes nous semble être de toute équité. Reste à savoir de quel côté se trouvent les erreurs et les illusions.

Toutes ces théories aboutissent donc à l'organisation

du travail, source des richesses morales et physiques des nations. Fourier, après avoir proclamé le respect pour toutes les passions, a voulu utiliser leur force et leur énergie en les employant toutes aux divers travaux de la société. Il a voulu même les harmoniser entre elles en organisant les travailleurs en séries passionnées et en groupes contrastés.

D'après cet auteur, l'attraction qui est la loi des mondes, doit se retrouver également dans l'intelligence et dans les bras des travailleurs. Il s'agit tout simplement de rechercher et d'appliquer les vocations. Placez chaque homme en face du travail auquel son organisation et Dieu l'ont appelé, et l'ouvrier fonctionnera tout seul avec ardeur et par enchantement. Et comme le cœur de tout homme pousse à l'inconstance et à la variété, il faudra travailler à courtes séances, varier les ouvrages, et changer d'occupation de dix à douze fois par jour.

A l'aide de ces moyens le travail que nous regardons tous comme une véritable peine se trouve tout à coup métamorphosé en attrait et en plaisir, et par conséquent l'ouvrier ne demande plus de repos. La production s'accroît alors outre mesure, les richesses acquièrent des proportions incommensurables, et le mal, la douleur, la pauvreté, abandonnent la terre pour toujours.

Les passions transformées en vertus, et le travail en plaisir, sont les agents de cette immense fortune nationale; le système utopiste de Fourier a pour ressort trois grandes passions dites mécanisantes qui doivent mettre tous les principes en activité; elles se nom-

ment cabaliste, papillone et composite. Tout le monde comprend déjà quelle est leur valeur et leur portée.

Comment donc vivent les sociétés fouriéristes?

L'humanité est divisée en phalanges. Les associations industrielles et agricoles couvrent le globe. Plus de haies, plus de bornes, plus de fossés entre les terres, et plus d'ateliers séparés. La propriété bâtie est abandonnée comme incommode et inutile, et toutes les maisons sont abattues. Partout s'élèvent des phalanstères chauds en hiver et frais en été. A côté d'eux, les palais sont des masures, et ils sont habités par 1,800 personnes destinées à former la phalange. Là sont logés les agriculteurs et les industriels, ayant chacun sous la main tout ce que comportent les besoins de leurs divers états; le vice et la paresse habitent hors de ces lieux fortunés. Le travail varié devient un besoin insatiable, infini et ne fatigue jamais. Chaque ouvrier acquiert des forces d'Hercule, et devenu Protée il reste habile et courageux pour tous les états.

L'économie est partout; au lieu de cinq cents ménages et de cinq cents feux il n'y a plus que dix ménages et dix feux.

La concurrence est abolie dans la phalange, et avec elle tous les maux qu'elle enfante et tous les biens qu'elle procure. Au lieu de cent marchands, il n'y en a plus que quatre ou cinq chargés des affaires de ces sociétés.

L'association y sera parfaite; les capitaux ne feront plus la guerre aux travailleurs, et les dividendes donneront en peu de temps, en récompense du travail et du talent, des millions à tous les ouvriers. Quant aux

capitalistes ils seront trop riches, vu que les ouvriers eux-mêmes n'auront plus besoin de leur argent. Aujourd'hui la fortune amène la civilisation et le repos, et malgré cette pluie de richesses tout le monde travaillera.

Les mauvaises passions des hommes font le malheur des sociétés modernes; l'habitation en commun, contraire aux prescriptions de l'hygiène, engendre des maladies; le travail est une peine; sa division et une occupation constante procurent des avantages immenses à la fabrication des marchandises pour le talent et la célérité; l'ouvrier qui fait toujours la même chose finit par la faire mieux et plus vite. Arrêtons toute critique: d'après Fourier tous nos raisonnements devraient être erronés, car nous vivons dans le monde à rebours.

Les théories des Fouriéristes auxquelles nous aurions accordé sans doute une admiration sérieuse, si notre but avait été même d'en donner une esquisse, promettent enfin à l'humanité une quantité de périodes ascendantes en richesses et en civilisation qui doivent appeler sur la terre le bonheur des cieux. Il y est dit qu'il viendra un temps ou les hommes nageront dans des mers de crème, où Dieu enverra pour des époques de progrès infini des antilopes animaux chargés des relations commerciales des Phalanstères entre eux. Il est inutile d'ajouter que ces animaux laisseront fort loin les bottes de sept lieues du petit Poucet.

L'histoire cependant doit une page à Fourier. Qui n'admirerait pas un homme, auquel on peut seulement reprocher de s'être trop hasardé dans la voie du bien.

Nous sommes socialistes, parce que nous voulons

rendre les ouvriers libres, propriétaires et heureux, et nous repoussons les systèmes de tous les utopistes, parce qu'en forçant les conséquences des principes les plus sacrés, ils ont prouvé que si toute vertu est entre deux vices, toute vérité se trouve également placée entre deux erreurs.

COMMUNISTES.

Cabet, chef des communistes modernes, dans son voyage en Icarie, copié sur le voyage en l'Ile d'Utopie de Thomas Morus, ancien archi-chancelier d'Angleterre, renouvelle un système politique qui aurait existé à Sparte, peuple semi-sauvage dont les traditions sont contestées et qui aurait eu également pour interprètes le Christ, Campanella, Babœuf, etc., etc.

Quelques premiers chrétiens, pour propager la doctrine et échapper au fer des bourreaux, ont pu confondre leurs biens après avoir fait communier leurs âmes. Mais le Christ n'a rien écrit; nous ne pouvons pas croire qu'il ait été communiste, à moins que les évangiles, qui ont rapporté ses paroles, ne soient un arsenal où les systèmes les plus opposés peuvent impunément s'armer de toutes pièces.

Les communistes décrètent l'égalité absolue et promènent un niveau sur l'humanité tout entière : tous les citoyens sont égaux en droits et en jouissances. Il s'agit, dans ce système, d'effacer l'inégalité des hommes qui vient de Dieu, et d'abolir la propriété individuelle et l'héritage qui viennent des hommes. L'argent, qui en se cachant viendrait détruire le nivellement des fortunes, n'a plus de valeur; et le commerce des nations

est réduit, comme dans l'enfance des peuples, au seul échange des produits.

Dans nos sociétés, qu'on dit être mal organisées, les devoirs passent toujours avant les droits et les récompenses. Il faut, en général, avant d'avoir part aux avantages sociaux, subir les charges qui sont imposées à chaque citoyen en travail ou en argent ; et la misère et la pauvreté sont ordinairement la punition de ceux qui n'ont pas su gérer leurs affaires, qui ont commis un crime ou un délit, ou qui n'ont pas voulu travailler.

En communauté, tout est changé, même le cœur de l'homme ; le sentiment de la personnalité fait place à un dévouement sans bornes ; l'influence qu'exercent sur le travail la famille, la propriété et l'héritage, sont des erreurs ; l'ouvrier travaillera autant pour la famille humaine, qui ne récompensera nullement ses efforts, que s'il travaillait pour lui, sa femme et ses enfants. Maintenant il économise tous les jours, il accumule toute sa vie pour assurer l'avenir de sa famille, et il meurt en laissant la société plus riche. Qu'arrivera-t-il en communauté? L'homme vertueux par excellence remplirait sa tâche, et rien de plus. Le paresseux, qui de nos jours est à peine aiguillonné par la nécessité, ne voudrait rien faire, et l'on serait, sans doute, obligé, pour le rendre productif, de faire tomber sur ses épaules le fouet de l'esclave ou de le jeter en prison ; l'homme vicieux, enfin, ruserait pour suivre le torrent de ses passions, et la société privée des mobiles puissants, qui sont les nerfs du travail et de l'activité humaine, tomberait alors dans l'engourdissement et la misère.

L'industrie nationale sans concurrence végétera toujours dans un état de langueur et de dépérissement

continuel. On s'habituera à se laisser conduire aveuglément par l'autorité communiste, chargée de penser à tout et d'apporter à chaque homme son pain de chaque jour.

Avec des récompenses égales, le stimulant du travail est aboli. Y aura-t-il alors parmi les ouvriers des études et des efforts inégaux. L'homme ira-t-il par vertu travailler nuit et jour?

Toutes les occupations sont inégales en fatigues, en charmes ou en ennuis. Avec des récompenses égales, qui voudra se charger des travaux pénibles et dégoûtants qui affectent la santé ou qui blessent la dignité humaine.

C'est donc en détruisant la société de fond en comble, et en y substituant des mobiles illusoires, que les travailleurs industriels seraient appelés à travailler et à produire la richesse nationale.

A la tête de la société communiste est placé un collége composé de savants, de prêtres, d'industriels, de commerçants et d'administrateurs, chargés de diriger l'éducation générale, la religion, l'agriculture, le commerce et l'industrie, et de distribuer avec une égalité parfaite les denrées et les marchandises à la consommation de tous les citoyens. Au-dessous de ce grand collége et sur tous les points du territoire sont dispersés une foule d'employés subalternes. Il sera déclaré, par ordre supérieur, qu'avec la vertu qui doit exister, par décret, dans la société, aucun des hommes qui constituent le gouvernement et qui auront en main toutes les richesses, ne garderont devers eux aucun des objets qui pourraient flatter leurs besoins, leurs goûts ou leurs caprices.

L'Etat possédera les deux puissances des nations modernes : l'intelligence et la fortune publique. Il y aura des lois et des règlements ; et comme il faut une force qui environne la loi, une armée. Cette concentration de pouvoirs dans un pays d'égalité, fait plus que surprendre ; elle effraie. Supposons, maintenant, que le gouvernement ainsi organisé abuse de l'autorité qui lui est conférée, et qu'il la fasse peser sur des citoyens dépossédés, à l'aide de la crédulité, de la ruse ou de la force. Le passé de l'histoire n'est qu'une lutte contre la tyrannie d'une foule de maîtres qui ont confisqué la liberté et la propriété à l'aide de semblables moyens.

Qu'arrivera-t-il alors ? Des tyrans riches et puissants oppriment des esclaves.

Supposons enfin, et ceci doit être difficile à croire aux hommes qui connaissent un peu le cœur humain, que les gouvernants toujours vertueux n'abuseront jamais de leur autorité.

Comment s'opérera la distribution des denrées et des marchandises ? Il est bien entendu qu'il ne doit exister aucune espèce d'inégalité et de distinction. Comment alors donner à chacun une part égale en objets d'art et de luxe, en bijoux, en or et en argent ? Comment habiller tout le monde en soie, en velours, en dentelle ? Comment servir sur toutes les tables du gibier, des poissons, les primeurs et les fruits les plus rares et les plus beaux. Quels moyens prendra-t-on pour empêcher que l'autorité, la convoitise, la ruse et le vol, viennent se mêler au partage ? Sera-t-il possible d'exercer une surveillance telle que, dans les champs et dans les ateliers, ces mêmes objets de consommation ne puissent jamais être détournés ? Et si l'on veut supprimer

toutes ces richesses qui amèneront forcément l'inégalité parmi les citoyens pour réduire la production agricole et manufacturière aux choses communes et grossières, n'est-ce pas décréter tout d'un coup la misère, n'est-ce pas précipiter les peuples dans la barbarie?...

Les productions si variées du Nord et du Midi de la France pourront-elles arriver à temps à un centre commun pour que la répartition en soit faite du centre à la circonférence sur les départements pauvres ou riches?

Si les produits ne peuvent, sans se détériorer, supporter le voyage, s'ils sont rares, par qui seront-ils consommés? Je crains bien que ce sera par les citoyens qui seront les plus puissants en intelligence, en ruse ou en force. En face de ces considérations et de ces obstacles, que devient l'égalité des communistes? Elle se trouve détruite par l'inégalité naturelle des hommes. Il y aura forcément dans les sociétés communistes trois classes qui apporteront l'injustice et les distinctions.

1° Les membres du Gouvernement détenteurs de la richesse nationale, 2° les travailleurs vertueux, 3° et ceux qui sont adonnés à la paresse ou plongés dans le vice et dans le crime.

Les Saint-Simoniens avaient pris pour base de leur édifice social l'individualisme, et ils avaient sanctionné une inégalité barbare établie pourtant sur l'organisation de chaque homme. Les Fouriéristes ont exagéré, à leur tour, les conséquences de leurs principes en poussant l'association dans des excès, et en fesant jouer au travail et aux passions humaines un rôle imaginaire. Enfin les communistes ont outré les pouvoirs des gouvernements sur les citoyens, au point de faire absorber l'individualisme par l'Etat.

Ainsi l'individualisme, l'association et la communauté sont les trois éléments qui ont été, chacun, le fondement unique et séparé des trois systèmes principaux des utopistes modernes ; le tort qu'ont eu les chefs de secte, c'est de n'avoir pris qu'un de ces trois principes pour y asseoir un peuple, tandis qu'ils doivent concourir tous trois à l'organisation de toute société.

On doit respecter l'individualisme, la famille et la propriété, associer les hommes entre eux, la richesse avec le travail, afin d'arriver à la réalisation la plus complète de la personnalité humaine en droits et en propriété.

Il est également, dans les sociétés humaines, des obligations, des devoirs et des services généraux qui sont communs à tous les citoyens; l'État possède des monopoles; il peut devenir encore grand assureur des récoltes, des maisons, de la vie et des animaux domestiques. Mais s'emparer de la personnalité humaine et de la propriété individuelle, conquises par deux mille ans de combats et de révolutions; avoir en main ce qui est la sauvegarde de l'indépendance des hommes et des peuples, jamais.

Quant à nous, républicains socialistes, nous entourons de tout notre respect, et au besoin nous saurons les défendre, les principes sacrés de la famille, de la propriété et de l'héritage.

Nous demandons que la liberté la plus large préside aux rapports des citoyens avec le gouvernement et des citoyens entre eux.

Que le travail industriel forme avec le capital argent des associations libres, avantageuses à l'ouvrier, au capitaliste et à la nation.

Que le travailleur industriel ait part aux bénéfices de

l'industrie, et qu'il puisse arriver à la propriété par le travail et l'économie.

La véritable indépendance et le bonheur seront à l'avenir le partage des travailleurs actifs ; la misère, qui est toujours esclave, et les souffrances seront la punition de ceux qui, par leurs passions mauvaises, leurs vices et leur paresse, désirent jouir sans produire, de ceux, enfin, qui n'ont pas voulu accomplir leurs devoirs.

Nous ne venons pas bercer les ouvriers de chimères et d'illusions en leur promettant pour demain la richesse et le bien-être. C'est une chose impossible. Nous voudrions seulement que la République leur facilitât le moyen d'arriver à toutes ces choses par le travail. Lorsque Dieu a appelé les bourgeois et les paysans à la propriété, il leur a fait franchir mille obstacles, et ils ont eu à subir bien des douleurs ; il ne les a conduits au but qu'à travers le temps, les fatigues et les privations, et cela pour qu'ils apprissent sans doute à faire cas de la propriété.

La révolution de 1848 a pour mission d'étendre la propriété au travail industriel. Les ouvriers ont tous du courage et de la probité, ils doivent forcément suivre les voies que nous venons d'indiquer, et sous peu de jours leur sort aura changé.

Ouvriers nos frères et nos amis, écoutez toujours la voix des républicains sincères et dévoués à la cause de votre misère et de votre malheur. Gardez-vous bien d'aller chercher dans l'émeute, qui paralyse les affaires et arrête l'industrie, un remède à vos maux. L'ordre, le calme, la paix et la confiance peuvent seuls délier toutes les bourses, faire circuler l'argent, relever le

crédit public et ouvrir tous les ateliers. Songez qu'il faut que les écus aillent d'eux-mêmes s'associer aux bras. Les obliger d'entrer en circulation et vouloir les forcer à venir vers vous, est une illusion.

Conservez la République démocratique, c'est votre mère ; elle saura vous environner de sa tendresse et de son amour. Fermez l'oreille, et repoussez du pied tous ces prétendants et leurs dynasties ; ce sont autant de tyrans qui arriveraient suivis de leurs complices pour confisquer la liberté et charger la France de chaînes. L'expérience de la royauté est finie, et le prestige est détruit.

La souveraineté nationale est un principe éternel ; on peut changer les hommes qui gouvernent, le principe est impérissable.

On peut parler, écrire, s'assembler, éclairer l'opinion publique, mais la souveraineté du peuple est l'arche sainte ; quiconque oserait y toucher doit tomber mort.

La civilisation soulève peu-à-peu et chaque jour un coin du voile qui cache aux hommes les vérités inconnues, elle ne nous permet pas de savoir les destins réservés à la France et à l'humanité. On dit que l'avenir est fils du passé, qu'il existe un lien mystérieux reliant les événements entre eux ; que l'existence des peuples et les révolutions qui les agitent sont soumises aux lois générales des causes et des effets. D'après ces idées, l'avenir n'est un secret qu'à cause de l'ignorance et de la faiblesse humaines.

Marchons d'accord, advienne que pourra, avec les traditions du passé et avec la philosophie du cœur humain : prenons les hommes tels qu'ils sont, sans

avoir la prétention de les faire à l'image des sociétés que l'imagination veut créer, et n'exigeons surtout que des choses possibles. Le temps fait disparaître tous les jours les obstacles qui s'opposaient à la marche de la civilisation. Le char du progrès s'avance plus vite à mesure qu'il arrive vers le but que Dieu lui a assigné. Mais l'histoire nous démontre que les nations pour marcher sûrement doivent aller de transitions en transitions, et sans franchir les espaces.

Les nations du globe ont pour base l'individualisme ; les sociétés modernes auront atteint leur développement complet, lorsque les institutions sociales auront égalisé, autant que cela est possible, avec l'inégalité des intelligences et des passions, l'éducation et la fortune sur tous les citoyens. Composées d'éléments homogènes, les nations modernes auront sans doute fait leur temps, et alors l'humanité pourra s'élancer vers des systèmes nouveaux qui vus de près ne ressembleront plus à des utopies.

Une flamme bien pure entretient dans le cœur des utopistes le saint amour de la patrie et de l'humanité. Nous comptons parmi eux quelques amis qui possèdent toute notre estime. Nous serions même très heureux de reconnaître que les utopistes, loin de s'être fourvoyés dans la route que l'humanité doit suivre, n'ont pu être aperçus par nous que parce qu'ils étaient trop avancés dans les voies du progrès.

C'est, au reste, ce que l'avenir apprendra aux générations futures.



TABLE DES MATIÈRES.



